

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE

DE

ANTOINE DE MONTCHRÉTIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE MERCREDI 1^{er} JUILLET 1903

PAR

PAUL LAVALLEY

CAEN

IMPRIMERIE E. ADELINÉ, RUE FROIDE, 16

—
1903

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE

DE

ANTOINE DE MONTCHRÉTIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE MERCREDI 1^{er} JUILLET 1903

PAR .

PAUL LAVALLEY



CAEN

IMPRIMERIE E. ADELINÉ, RUE FROIDE, 16

—
1903

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☼), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☼), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☼), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (☼, A. ☼), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☼, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☼), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ☼), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ☼), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☼), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. EDMOND VILLEY. *Professeur et Doyen, Président de la Thèse.*

JULES CABOUAT. *Professeur.*

GENESTAL . . *Agrégé.*

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages ou Articles relatifs à Montchrétien

AUMALE (Le duc d'). — *Histoire des Princes de Condé*, 1886, t. III, p. 152 et 153.

AUVRAY (L.) — *L'Ecoissaise de Montchrétien représentée à Orléans en 1603*, « Revue de l'Histoire littéraire de la France », t. I, p. 89 à 91.

BAUDRILLART. — Article dans le *Dictionnaire de l'Économie Politique*.

BEAUCHAMPS (P. Fr. Godard de). — *Recherches sur les Théâtres de France*, 1735.

BEAUREPAIRE (Ch. de). — *Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure*, t. VII, p. 396 et suiv.

BLANQUI (Adolphe). — *Histoire de l'Économie Politique*, 1837.

BOISARD (F.) — *Notices biographiques... sur les Hommes du Calvados*. Caen, 1848.

CAHAIGNES (Jacques de). — Pièce de vers latins, dédiée à Montchrétien. Manuscrit de Cahaignes. (Collection Mancel.) Caen.

DARMESTETER et HATZFELD. — *Le seizième Siècle en France*, 1878.

DESSAIX (P.) — *Montchrétien et l'Économie nationale*, thèse. Paris, 1900.

DU BOIS (Louis). — *Recherches archéologiques, historiques... sur la Normandie*, 1843, p. 268 à 278.

DUVAL (Jules). — *Mémoire sur Antoine de Montchrétien*. Paris, 1869.

FACUET (Emile). — *La Tragédie française au seizième Siècle*. Paris, 1883, p. 332, 354.

FLOQUET (A.) — *Histoire du Parlement de Normandie*. Rouen, 1841, t. IV, p. 393-399.

FRÈRE (Edouard). — *Manuel du Bibliographe Normand*. Rouen, 1858-1860.

FUNCK-BRENTANO (Th.) — *Traité de l'Économie politique*, par A. de Montchrétien, avec introduction et notes. Paris, 1889.

GARNIER (Joseph). — Article publié dans le *Dictionnaire de l'Économie Politique*.

GOUJET (l'abbé). — *Bibliothèque française*, 1753, t. XV, p. 114 et suiv.

GUIOT (l'abbé J. André). — *Le Moréri des Normands*. Manuscrit in-fol. 57 (Bibliothèque de Caen). Tome II, feuillet 25.

HAAG (Eugène et Émile). — *La France protestante*, t. VII, p. 463.

HORN. — *L'Économie Politique avant les Physiocrates*, 1867.

JOLY (A.) — *Antoine de Montchrétien, poète et économiste normand*. Caen, 1865.

LA FERRIÈRE-PERCY (Le comte de). — *Histoire du canton d'Athis (Orne)*, 1858, p. 63 à 73 et 455, 461, etc., avec une vue de l'hôtellerie où Montchrétien fut tué.

LA VALLIÈRE (Duc de). — *Bibliothèque du Théâtre-Français*, t. I, p. 302.

LEBRETON (Th.) — *Biographie normande*. Rouen, 1861.

LE COINTE (J.) — *Histoire du Règne de Louis XIII*, 1726, t. IV, p. 240 et suiv.

LEVASSEUR (E.) — *Histoire des Classes ouvrières et de l'Industrie en France avant 1789, 1900-1901.*

MALHERBE. — *Édition des grands Écrivains, par Lalanne, 1862, t. III, p. 556 et suiv. ; t. IV, p. 44.*

MALINGRE (Claude). — *Histoires tragiques de notre temps. Rouen, David Ferrand, 1641, p. 800. — Histoire de la Rebellion excitée en France par les Rebelles de la Religion prétendue réformée. Paris, 1622. (On y trouve, à la page 450, le texte des commissions délivrées à Montchrétien par l'assemblée de la Rochelle.)*

MONTEIL (A.) — *Histoire des Français des divers États aux cinq derniers Siècles, 1839.*

MORÉRI (L.) — *Le grand Dictionnaire historique, 1749, t. VII, p. 625-626.*

NICÉRON. — *Mémoires pour servir à l'histoire des Hommes illustres dans la République des Lettres, t. XXXII, p. 59.*

ODOLANT DESNOS. — *Mémoires historiques sur la ville d'Alençon, 1787, t. II, p. 364.*

PARFAICT (Les frères). — *Histoire du Théâtre-Français, 1736-1749, t. III et IV.*

PETIT DE JULLEVILLE (L.) — *Les Tragédies de Montchrétien. Paris, 1891.*

PHILARÈTE CHASLES. — *Études sur le seizième Siècle en France.*

PIGEONNEAU (H.) — *Histoire du Commerce de la France, 1889, t. II, p. 360 et suiv.*

POUPARD (L'abbé Vincent). — *Histoire de Sancerre. Paris, 1777.*

SAINTE-BEUVE (C.-A.) — *Tableau historique et*

critique de la poésie française et du théâtre français au XVI^e siècle, 1828, t. I, p. 314-315.

VAUDICHON (Gustave de). — *Montchretien*, 1575-1621. Amiens, 1882.

VERNET (J.) — Article dans *la Normandie littéraire, archéologique, historique*. Rouen, 1891.

WENTZEL (G.) — *Aestetische und sprachliche Studien über A. de Montchrétien*. Weimar, 1885.

Cahiers des États de Normandie sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV (annotés par Ch. de Beaurepaire). Rouen, 1877, t. II, 254.

Discours véritable de ce qui s'est passé en Normandie en la deffaicte de Watteville et de ses Bandoliers, Paris, Saugrain, 1621.

Mercur (Le) François, 1621, t. VII, p. 367 et suiv., 801-817.

Prise (La) de la ville et du château de Sancerre, par Mg^r le prince de Condé. Paris, Alexandre, 1621.

Prise (La) et réduction de la ville de Sancerre à l'obéissance du roy, par Mg^r le prince de Condé, le samedi 29 may 1620. Paris, Recolet, 1620.

Nous ne mentionnerons ici que pour mémoire les différentes biographies de Michaud, Didot, etc., et les pages consacrées à Montchrétien dans les ouvrages d'histoire économique de MM. Espinas, Rambaud, Cossa, Ingram, Ashley, Roscher, Oncken, etc.

INTRODUCTION



Il a été déjà beaucoup écrit au sujet de la personnalité assez brillante d'Antoine de Montchrétien, sieur de Vatteville ; mais les historiographes qui ont étudié ce poète, cet industriel et cet économiste, nous serions presque tenté de dire ce « bohème », l'ont envisagé plus pour lui-même que pour la place qui doit lui revenir dans la littérature pure et dans la littérature économique, plus comme individu isolé que comme écrivain redevable à l'état social contemporain ou à ses études antérieures, de quelques heureuses pages présentées au roi Louis XIII sous le titre plus heureux encore de « *Traicté de l'œconomie politique* ».

Nous ne connaissons ici que le Montchrétien auteur de ce traité, et nous le considérerons beaucoup moins comme le fondateur d'une science que

comme le témoin intelligent d'une phase de l'économie sociale française.

L'écrivain est un moment de la pensée ou de l'activité de son pays ; or, s'il est bon de faire abstraction des influences que tel écrivain a pu subir pour le délivrer un instant de cet asservissement aux conditions de temps et de lieu qui pèsent sur lui, il est nécessaire de l'envelopper à nouveau de son époque et, plus particulièrement, pour un économiste, de faire une enquête auprès des œuvres doctrinales précédentes, d'acquérir, afin de le situer en une perspective juste, une notion sincère de ses qualités personnelles. Peut-être l'enquête n'a-t-elle pas été poussée très activement chez les ancêtres probables ou certains de Montchrétien par ses admirateurs enthousiastes, et nous aurons souvent l'occasion de signaler quelques-unes de leurs exagérations et de leurs intempérances laudatives.

L'économiste s'inspire des enseignements de fait du passé, mais le résultat des évolutions politiques n'est pas toujours la source unique d'une dialectique qui semble neuve, hardie et féconde, car, à la leçon des faits se joint la leçon des maîtres. Montchrétien a lu Platon et Aristote, mais il les a lus à travers les économistes du moyen-âge et de la Renaissance et, dans son livre, les doctrines grecques nous apparaissent confondues avec les transformations successives que les Scolastiques et les Humanistes y ont apportées : de l'antiquité, du moyen-âge et de

la Renaissance, Montchrétien construit une complaisante synthèse à l'aide des Saint-Thomas-d'Aquin et des Bodin sans beaucoup ajouter d'observations nouvelles, empruntant largement à ses devanciers leurs conceptions économiques, sans dégager la part de la science et celle de l'art qu'il ne distingue d'ailleurs pas de la pratique.

M. Funk-Brentano, dans l'édition qu'il a publiée du *Traicté de l'œconomie politique*, a fait précéder les quatre livres d'une introduction dithyrambique sur les rares mérites de Montchrétien qui, prétend-il, ne peuvent être goûtés qu'à la condition de se reporter à l'état économique antérieur de la France sur lequel Montchrétien marquerait un immense progrès. M. Funck-Brentano s'autorise de cette opinion toute personnelle pour tracer un tableau saisissant de l'organisation féodale, et nous décrire le développement de l'économie patronale qui tiendrait en puissance le processus entier de la société française, expliquant à la fois l'émancipation des villes, l'affranchissement des classes inférieures, la formidable poussée intellectuelle de la Renaissance, la constitution d'une monarchie robuste, l'absolutisme, Louis XIV, 1789 et Napoléon I^{er}.

Le mercantilisme est du nombre des systèmes et Montchrétien du nombre des penseurs ainsi étroitement apparentés à l'économie patronale. Sans nier l'importance considérable du patronat sur les destinées économiques du pays, nous nous efforcerons

de considérer Montchrétien dans ses rapports avec le mercantilisme ambiant et les événements immédiatement contemporains ; sans méconnaître en aucune façon la dépendance des doctrines à l'égard des faits qui les précèdent, si éloignés soient-ils, nous pensons que Montchrétien est en relation plus directe avec les doctrines antécédentes qu'avec les événements eux-mêmes et que, si des phénomènes économiques ont agi sur lui, ces phénomènes lui étaient contemporains : son œuvre est une actualité systématisée.

Aussi bien, au cours de cette analyse que nous tracerons de son œuvre, devrons-nous recourir maintes fois à l'histoire sociale ou simplement à l'histoire. Il est difficile de séparer l'histoire politique de l'histoire économique au commencement du XVII^e siècle. Pendant cette période de transition et de formation, le Pouvoir lutte, à l'intérieur, pour l'affermissement de la souveraineté, à l'extérieur pour la délimitation et le respect des frontières ; au milieu de ces luttes, nous relevons de remarquables efforts déterminés, soit par la nécessité de résister à la concurrence étrangère, soit par le désir d'alléger le peuple, devenu une force économique, des charges qui l'enserraient. De là, un ensemble de mesures externes et internes inséparables de l'ensemble des événements.

Notre tâche sera donc, après avoir étudié le *Traicté*, de rechercher quelles influences ont conduit

Montchrétien à composer un ouvrage d'économie politique, quels rapports rattachent son livre aux œuvres économiques précédentes. Nous serons alors amené à nous demander s'il est équitable de partager l'opinion des auteurs qui ont assigné à Antoine de Montchrétien plus qu'un rang très glorieux parmi les chefs de l'école mercantile, en le considérant comme le prophète de toutes les vérités et de toutes les lois économiques à venir.



BIOGRAPHIE

Le XVI^e siècle a donné naissance à une race particulière d'écrivains qu'on pourrait qualifier illustres vagabonds. Avides de connaître, de voir du nouveau, de se mettre à l'école des autres nationalités, ils ne voulurent pas rester sédentaires. Comme l'idée venue de l'étranger tardait à leur arriver, ils sortaient de leur patrie pour aller au devant d'elle. Tels furent, pour ne citer que ceux-là, Erasme et Rabelais, courant le monde et faisant, de pays en pays, ample moisson de science et d'observations.

Poète apprécié de son temps comme auteur de quelques tragédies, et du nôtre, pour son *Traicté de l'œconomie politique*, avec lequel il eut la bonne fortune de se poser en parrain d'une science embryonnaire, Montchrétien ne montra pas la même humeur voyageuse. Car, malgré sa vie tourmentée, il ne fut jamais qu'un involontaire aventurier de plume et

d'épée. Ce sont les événements, dont il fut le jouet, qui le conduisirent en Angleterre d'abord, en Hollande ensuite. Arrivé poète en ces contrées industrielles, il les quitta dédaigneux de son art, pensant peut-être comme son compatriote Malherbe « qu'un bon poète n'est pas plus utile à l'État qu'un joueur de quilles ».

Et, depuis, à chaque tournant de sa vie accidentée, il ne se laissa jamais guider que par les circonstances. On a beaucoup discuté sur le point de savoir s'il était protestant ou catholique : la vérité est qu'à une époque où la foi s'imposait, comme une question d'hérédité, il n'eut pas l'occasion de s'attacher à celle qu'il aurait trouvée en naissant. En effet, il ne connut ni son père, ni sa mère : comment aurait-il eu une croyance puisqu'il ne reçut aucune éducation, ni morale, ni religieuse, et qu'il lui fallut même plusieurs années pour fixer l'orthographe de son propre nom ? (1).

Bien que son état civil soit assez mystérieux, on pense qu'il naquit vers 1575 (2). Suivant le *Mercur*

(1) Tour à tour on l'a appelé Mauchrézien, Montchrétien et Monchrestien ; et ce n'est que dans deux actes, conservés aux archives départementales de la Seine-Inférieure, l'un de 1613, l'autre de 1614, que Montchrétien prend le titre d'écuyer, sieur de Vasteville, et signe : Montchrestien.

(2) On appuie cette opinion sur l'indication fournie par son portrait, placé en frontispice de la première édition de ses œuvres poétiques. Le cadre porte en exergue : æt. XXV. Cette édition n'est pas datée ; mais le privilège du roi est de 1600 et le permis d'im-

de France (1), il aurait été le fils « d'un apothicaire nommé Mauchrétien, qui estoit venu à Falaize, sans qu'on ait jamais su de quel pays il estoit ». L'apothicaire mourut après sa femme, laissant son fils en bas âge et sans parents connus.

Le Procureur du Roi de Falaise dut assigner les voisins pour instituer un tuteur à l'orphelin, et un sieur de Saint-André-Bernier fut commis par arrêt à cet office. Le tuteur, ainsi nommé malgré lui, se montra d'autant moins zélé que l'enfant, dont il devait défendre les intérêts, n'avait recueilli qu'un héritage médiocre ou à peu près nul. Aussi, ne prit-il même pas la peine de faire dresser un inventaire. Comment ce protecteur indifférent se serait-il préoccupé de l'éducation de son pupille ? Nous ne possédons aucun document sur ces premières années de Montchrétien ; mais nous pouvons induire des faits précédents que le jeune délaissé n'eut d'autre direction que celle qu'il reçut de ses qualités ins-

pression de 1601. Si Montchrétien avait 25 ans à cette époque, il aurait dû naître par conséquent vers 1575. Seulement, le bois pourrait être antérieur à ces dates ; ce n'est donc encore qu'une conjecture.

(1) Le fameux journal est, sinon la seule, au moins la principale source où tous les biographes de Montchrétien ont puisé, source douteuse, car le rédacteur du *Mercure de France* était l'adversaire politique et religieux de celui qui s'engagea au service de l'assemblée de la Rochelle. Il ne faut donc accueillir les faits allégués par ce biographe qu'avec la plus grande réserve. Il n'y a pas à tenir compte de ses appréciations malveillantes.

tinctives. Il était doué, paraît-il, d'un esprit vif, d'un corps alerte et vigoureux. Il dut plaire ; car, de bonne heure, il fut pris en amitié par deux jeunes gens de son âge, M. de Tournebu et son frère, qu'on appelait M. des Essars. Il devint, non leur domestique, comme l'insinue le *Mercur*e, mais leur compagnon, probablement même leur précepteur, comme le prouve le procès qu'il intenta plus tard, en 1611, à M. de Tournebu père pour réclamer le montant de ses leçons.

Travaillant aux belles-lettres, faisant des armes, montant à cheval avec ses deux élèves, il est bien probable que c'est dans un collège de l'Université de Caen qu'il passa ses années d'adolescence.

C'est en effet à Caen qu'il fit éditer en 1596, vers dix-huit ans, sa première tragédie : *Sophonisbe*. Il avait dédié son livre à M^{me} de la Vérune, femme du Gouverneur de Caen et, dans sa dédicace, la remerciait d'avoir bien voulu assister à la représentation de sa pièce (1).

Encouragé par ce succès, il publia à Rouen, en 1601, un recueil composé de cinq tragédies et,

(1) D'après le témoignage même de Montchrétien, il ne peut donc plus être douteux, comme le dit M. Joly dans son étude sur le poète, que la première de ses tragédies ait été représentée. Bien d'autres représentations dramatiques avaient d'ailleurs eu lieu à Caen, avant cette année 1596. En 1584, par exemple, la *Comédie de Joseph*, traduite par Jacques de Cahaignes, avait été jouée par « l'élite des jeunes gens de la ville », le jour de la réception d'un docteur en théologie.

en 1603, une deuxième édition augmentée d'une tragédie et de poésies diverses. Tout ce théâtre, qui plut aux contemporains, manque d'action : c'est de la poésie lyrique dialoguée ; dans le fatras des antithèses, des allusions maladroites, des tirades emphatiques, on rencontre de beaux vers et de « nobles sentiments ». Plusieurs de ces vers ont eu l'honneur d'être imités par des poètes plus célèbres et Malherbe, qui a parlé de Montchrétien avec un certain mépris, s'en est quelquefois inspiré (1).

En homme pratique, Montchrétien sut utiliser ses vers pour se créer des relations parmi les grands personnages du temps. Dès 1601, il dédiait son livre de tragédies au jeune prince de Condé et, avec des épitaphes ou autres pièces de circonstance, il se faisait des amis ou des protecteurs parmi les personnages influents de sa province, comme Claude Groulard, le premier Président du Parlement de Normandie. Il comprit toutefois l'insuffisance de ses succès poétiques et, sentant combien le descendant d'un apothicaire manquait de prestige, il se chercha des ancêtres et réussit à faire croire qu'il en possédait. En 1601, dans la première édition de ses tragédies, il ajoute à son nom plébéien le titre de sieur de Vasteville.

(1) Dans sa pièce fameuse, adressée à Duperrier, ne s'est-il pas rappelé ce vers de Montchrétien :

Celles-là des jardins (les roses) durent moins qu'un matin.

Grâce à cette noblesse improvisée, il peut se mêler à la société des gentilshommes. Le voilà donc vivant en grand seigneur, portant l'épée et ferraillant avec bravoure. Un jour, il se prend de querelle avec un baron de Gouville qui était accompagné de son beau-frère et d'un soldat (1). Il est laissé pour mort sur le terrain.

Après sa guérison, il intente un procès au baron, le gagne et obtient douze mille livres d'indemnité.

Mis en goût de plaider, il attaque son tuteur qui ne lui avait rendu aucun compte et en tire mille livres.

Avec un peu d'argent, « emplumé » comme dit le *Mercure*, il lui fut plus aisé de faire bonne figure dans le monde.

Un nouveau duel, dans lequel il tua un hobereau des environs de Bayeux, interrompit soudain sa vie oisive. On l'accusa d'avoir assassiné son adversaire en feignant de lui demander grâce. Fausse ou exacte, cette accusation le rendait passible de la peine de mort applicable aux duellistes, d'après l'édit rigoureux de 1602. Il essaya de se disculper en vers éloquentes auprès du roi, demandant de mourir en soldat pour son service : « Non sur un échafaud en

(1) Montchrétien était seul contre trois. L'histoire anecdotique de Normandie au XVI^e siècle abonde en rencontres inégales, qui ressemblent à de véritables assassinats ; souvent, comme on peut le voir dans l'*Histoire du Privilège de Saint-Romain* par Floquet, des gentilshommes se réunissaient dans la proportion de vingt contre un, pour tomber sur l'ennemi dont ils avaient à tirer vengeance.

vergogne publique ». Henri IV ne lut pas ces vers ou n'en tint pas compte, puisque Montchrétien « de crainte d'être pendu » dit le *Mercur*e, dut se réfugier en Angleterre où Jacques I^{er} l'accueillit avec bienveillance.

L'exil de Montchrétien dura environ 6 ans, de 1605 à la fin de 1610. Du jour où Jacques I^{er} eut obtenu sa grâce auprès d'Henri IV, Montchrétien dépouilla le vieil homme.

S'il avait renoncé aux vers, le poète tourmentait encore l'économiste. En maint endroit de son traité, on rencontre, ainsi que dans ce passage où il parle des étrangers qui nous achetaient la toile à voile, des traits de ce genre : « S'ils ont des navires nous en avons les ailes ». Ce n'était là qu'une façon particulière de dire, un don d'intellectuel, qui ne dépassait pas l'épiderme de l'écrivain ; car sa verve poétique ne lui fit jamais oublier comme à Saint-Amant, son compatriote, le côté pratique de l'existence. A peine rentré en France, il termine le roman ébauché autrefois avec « une dame riche appartenant à une des bonnes familles de Normandie » qu'il retrouva veuve et épousa. Avec l'argent qu'elle lui apportait, il commença de réaliser les projets qu'il avait conçus à l'étranger et fonda près d'Orléans une aciérie, fabrique d'ustensiles et d'outils. L'entreprise sans doute échoua puisque, vers 1619, Montchrétien s'essaya au commerce maritime et à la colonisation. Ami de la chicane, il cherche des ressources dans les

procès ; il en perd un avec les héritiers de sa femme qui contestent la validité de son mariage ; il plaide aussi à Rouen contre un sieur de Pont-Pierre « pour un embarquement ». Malgré son intelligence et son activité, comme il ne parvenait pas à la fortune, il se fit nommer, par l'intermédiaire du prince de Condé, Gouverneur de Châtillon-sur-Loire.

Cette nomination nous est une nouvelle preuve de son indifférence en matière religieuse : s'il eût été un huguenot convaincu, il n'aurait pas sollicité le patronage du prince de Condé, qui soutint les Jésuites et se distingua par son intolérance contre les Réformés. Ce ne fut pas non plus la profondeur de ses convictions qui l'entraîna bientôt dans les rangs des révoltés de la Rochelle. Il était simplement de l'école d'Henri IV qui trouvait que Paris valait bien une messe ; mais, à la différence du roi, il se déclara brusquement pour le Prêche ; et s'il se jeta avec les huguenots en pleine guerre civile, c'est qu'il eut le secret espoir d'en tirer parti. Lorsqu'il eut ouvertement opté pour les rebelles, il eut à guerroyer successivement à Jargeau, à Sancerre, à Sully, contre le prince de Condé. Ses débuts ne furent pas heureux. Chassé de ces différentes places par des forces supérieures, il se réfugie en Normandie et commence une propagande ardente en faveur des insurgés de la Rochelle. Son éloquence et son audace font merveille. De nombreux partisans l'envoient à l'assemblée de la Rochelle d'où il rapporte : « cent ou cent-vingt

commissions avec argent et lettres de change, tant pour lever des régiments de gens de pied que des compagnies de cheveu-légers ès-province du Maine, de Normandie et autres circonvoisines (1) ». Ces commissions étaient datées du 9 août 1621 et portaient la devise : *Pro rege et Christo*. C'était donc non contre le roi, mais contre ses conseillers que la lutte allait s'engager. Cette équivoque dut permettre à Montchrétien de rallier un certain nombre de mécontents même parmi les catholiques.

Pour ne pas laisser le temps aux troupes royales de se masser aux environs d'Argentan, sous le commandement de M. de Matignon, Lieutenant-Général, Montchrétien fixa un rendez-vous à ses partisans pour le 11 octobre, dans les forêts d'Andaine et d'Alençon. Mais, quatre jours auparavant, dans la soirée du 7 octobre, comme il soupait avec sept de ses gens en une hôtellerie du bourg de Tourailles, entre Domfront et Falaise, il fut surpris par une vingtaine d'hommes armés que commandait Claude Turgot, seigneur du château voisin. Montchrétien défendit chèrement sa vie, mais succomba sous le nombre. Son cadavre fut traîné sur la claie et, suprême injure, sa mémoire dédaigneusement traitée par son confrère en poésie, Malherbe, qui lui consacra pour toute oraison funèbre ces quelques mots, arrachés par la peur que son entreprise avait

(1) Mercure François.

inspirée : « Tant y a que par sa mort, nous croyons être en repos en Normandie (1) ».

Il serait difficile aujourd'hui de porter un jugement définitif sur Montchrétien, car le bruit qu'il a pu faire un instant dans le monde ne nous a été répété que par un écho hostile. Les historiens ou critiques modernes, qui ont parlé de lui, n'ont pas eu à leur disposition de nouveaux documents de quelque valeur (2). Une sage réserve aurait dû par conséquent s'imposer à leur appréciation, mais ils se sont au contraire, en quelque sorte, donné le mot pour renchérir sur les insinuations du *Mercur*.

Dans ses *Études sur le seizième siècle en France* (3), Philarète-Chasles écrit : « La vie de Montchrétien fut malheureuse, coupable et sa mort sanglante ». Coupable ? En quoi ? Philarète-Chasles aurait-il ajouté foi aux calomnies qui représentèrent le fabricant d'outils de la forêt d'Orléans comme un faux monnayeur ? Mais, cette accusation vague a toujours atteint ceux qui travaillaient les métaux. Et Bernard-Palissy lui-même en fut également victime.

(1) Tels sont les mots cruels, extraits de la lettre où Malherbe raconte à son ami Peiresc la fin tragique de Montchrétien. Voir dans les *Œuvres de Malherbe* (*Édition des grands écrivains de la France*) les passages où le poète normand parle de Montchrétien.

(2) M. Ch. de Beaurepaire a communiqué quelques documents inédits sur Montchrétien à la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure.

(3) Paris, AMYOT, p. 202.

Dans son *Histoire des princes de Condé* (1); le duc d'Aumale se montre plus sévère encore : « Un aventurier, dit-il, fils d'un apothicaire de Falaise, qui avait été duelliste, poète dramatique, escroc... ». Voilà une dernière imputation qui aurait exigé, au moins, quelques pièces justificatives.

A ces accusations légèrement prononcées nous nous contentons d'opposer un argument de fait. Si Montchrétien eût été le drôle qu'on veut bien nous dépeindre, aurait-il reçu bon accueil dans la meilleure société de Normandie ? Aaurait-il été l'ami d'un des médecins les plus considérés de l'Université de Caen, Jacques de Cahaigues (2), fin lettré, qui lui dédia une pièce de vers latins ? Aaurait-il été l'hôte du Président Claude Groulart, un des magistrats les plus intègres du temps, un modèle de courage civil ? (3)

Orphelin, jeté dans la vie sans direction, comment Montchrétien n'aurait-il pas commis de fautes ? Dans la guerre civile, où il ne vit probablement qu'un moyen de parvenir, il se conduisit du moins avec bravoure. Ce fut un vaillant capitaine et non un bandit, comme tel de ses compagnons d'armes qui s'autorisèrent de leur commission, délivrée par

(1) Paris, LÉVY, 1866, t. III, p. 152.

(2) Manuscrit de Jacques de Cahaigues, conservé à la Collection Mancel (Caen), p. 164.

(3) Montchrétien acquitta sa dette de reconnaissance au président Groulart en publiant, dans la première édition de ses *Tragédies*, une complainte sur la mort de la seconde femme du magistrat.

les rebelles de la Rochelle (1), pour détrousser sur les grands chemins les marchands ou les voyageurs attardés.

Nous avons dit quelques mots du poète, essayé d'esquisser le caractère de l'homme ; nous allons maintenant étudier l'économiste.



(1) Telle fut la conduite de Charles Le Verrier, sieur de Bréault, dit de La Grotière, engagé dans la rébellion de la Rochelle et commissionné le 20 mai 1628. (Voir l'article *Au temps du Siège de la Rochelle*, par Louis Batiffol, dans la *Revue de Paris* du 1^{er} septembre 1902.)

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DU TRAITÉ

Il suffit de parcourir la table des matières que Montchrétien a dressée des sujets exposés dans le *Traicté* pour comprendre l'innovation didactique qu'il apportait. Sans employer les abstractions de la science à venir, il divisera son œuvre en quatre livres : *Les Manufactures, Le Commerce, La Navigation, De l'Exemple et des soins principaux du Prince.*

Ces quatre livres peuvent se réduire à trois : *Les Manufactures, Le Commerce et la Navigation, Les Soins principaux du Prince* : de telle sorte qu'ils correspondent : le premier, à la production, le deuxième, à la circulation, le troisième au rôle de l'État.

Chacun de ces livres est construit suivant un plan qui, s'il n'est pas absolument scientifique (il est bien difficile de justifier un tel qualificatif), est au moins assez constant et assez simple. En effet,

chaque livre commence par des considérations générales et philosophiques ; puis Montchrétien aborde les questions techniques, citant des faits et des observations personnelles ; enfin il conclut, mais ces conclusions sont embarrassées de tout l'appareil oratoire qu'il croyait indispensable pour frapper l'imagination de ceux que M. Funck-Brentano appelle « les deux grands enfants » auxquels il dédiait son œuvre : Louis XIII, adolescent, et Marie de Médicis ; elles ne sont, en somme, que la répétition des conclusions particulières qui accompagnent l'étude des points spéciaux.

CHAPITRE PREMIER

La Production

Si nous observons dans leurs grandes lignes les divisions du *Traicté*, nous ne nous astreindrons pas à le feuilleter page à page ; nous en indiquerons les passages saillants. Bien qu'il ait eu conscience des forces économiques, de leur nature et de leurs effets, Montchrétien commence d'envisager les manifestations de l'activité sociale avant de poser le principe directeur de cette activité. Au premier livre, il traite des manufactures avant de donner au travail le rang qu'il lui assignera parmi les facteurs économiques. Peut-être le plan suivi par l'auteur tient-il

aux circonstances, qui dictaient à Montchrétien de relever avant tout l'industrie et l'obligeaient à étudier le détail de la production ; peut-être devons-nous voir ici un exemple de l'induction primitive qui est à l'origine de toute science d'observation.

Nous pensons que Montchrétien a obéi aux circonstances. Nous ne tiendrons désormais aucun compte de la composition générale du livre ni de la succession un peu arbitraire des facteurs économiques : nous examinerons l'analyse qu'il en trace, non la place qu'ils occupent dans l'ouvrage, l'importance essentielle ou métaphysique que Montchrétien leur attribue, non l'importance formelle dont il les a revêtus, ce qui nous amènera à comparer Montchrétien avec les auteurs précédents, ses croyances économiques avec celles de son temps.

§ 1. — LA RICHESSE

Le côté le plus original peut-être du livre de Montchrétien, est d'avoir franchement posé comme fin à l'activité de l'Etat la possession de la richesse.

De l'œuvre de Bodin elle-même, à laquelle nous reviendrons sans cesse, ne se dégage pas avec autant de netteté le concept de la richesse, origine et but de tout mouvement social.

L'idée de richesse n'est pas uniquement liée, dans l'esprit de Montchrétien, à l'idée d'argent. S'il con-

clut en faveur de l'accroissement du stock monétaire et s'enrégimente ainsi dans le mercantilisme, il ne s'arrête pas à la représentation primitive du métal précieux, richesse en soi et seule richesse. Cette conception puérile n'était d'ailleurs ni celle de Sully, qu'on montre volontiers rassuré à la vue des caves remplies d'or de l'Arsenal, ni celle des premiers grands mercantilistes d'Etat, au sujet desquels on ne manque pas d'invoquer le mythe du roi Midas.

On peut dire qu'avec Montchrétien, se précise le long débat théorique sur la nature de la richesse : éthiques chez les Grecs, seulement théologiques au moyen âge, les dissertations sur la richesse prennent, à la Renaissance, un caractère plus pratique, et c'est, en définitive, l'élément *bien-être* qui est à la base des discussions chrématistiques entre les derniers mercantilistes, les premiers Physiocrates, et les néo-mercantilistes. On a une tendance à envisager l'histoire des doctrines comme une série d'oppositions et les différents systèmes comme une série de réactions : le Physiocratisme n'a pas essentiellement réagi contre le mercantilisme, il a été influencé par l'esprit naturaliste du XVIII^e siècle qui, peu confiant dans les entreprises et dans les lois humaines, préférait « laisser faire » la nature dont l'homme n'est qu'un élément harmonique. De même, les économistes de la fin du XVI^e siècle, encore imprégnés du spiritualisme médiéval, croyaient en la puissance illimitée de la volonté

humaine, en la réussite des « desseins humains » qui étaient un peu les desseins de Dieu.

La caractéristique de la philosophie du XVI^e siècle est une foi dans la force intellectuelle : de là naît une économie individualiste qui se confond avec l'influence subsistante de l'économie religieuse du passé. De là aussi naît une économie pratique : « au point de vue des bases même de la philosophie sociale, l'Humanisme innova largement, en dégageant le rapport de l'homme à la richesse du joug de l'ancienne morale ascétique et en proclamant la légitimité du développement matériel indéfini (1) ».

Les canonistes condamnaient la recherche des richesses, non seulement parce que cette recherche leur semblait vaine, mais encore parce qu'ils ne savaient pas en séparer l'idée de luxe, de bien-être vaniteux et égoïste ; d'ailleurs, à un moment où l'organisation sociale donnait un spectacle de luttes acharnées d'intérêts locaux, la richesse ne pouvait être regardée favorablement par les penseurs et les théologiens.

Les événements, le besoin de numéraire pour l'entretien des soldats, les exemples de fait tirés des découvertes maritimes et des premiers essais de colonisation modifièrent les théories.

Les humanistes, eux aussi, n'attachaient pas une valeur morale plus grande à l'acquisition indivi-

(1) DE GIRARD, *op. cit.*, 258.

duelle de la richesse, mais ils raisonnaient au point de vue politique, et tandis que l'impulsion du nouvel esprit social renversait ce que Schmoller appelle « l'égoïsme urbain (1) », les humanistes préconisaient la recherche de la richesse dans un but de bien-être collectif et national. Le superflu, que les canonistes voulaient attribuer aux pauvres, l'individu peut le garder pour lui, il y aura toujours un moment où la collectivité, et le Prince qui la personnifie, en profiteront.

L'influence de cette opinion sur Montchrétien n'est pas douteuse : « la richesse de vos sujets est vostre, non celle des estrangers » ; et plus loin : « vous n'avez pas de meilleure épargne ni de plus seure que la richesse qui demeure ès mains de vos seigneurs et gentilshommes, de vos marchands et laboureurs (2) ».

Et cette richesse qui demeure « ès mains » des sujets, n'est pas l'or qu'ils ont su recueillir ; c'est une richesse en puissance : bravoure militaire chez les gentilshommes, industrie et travail chez les artisans et laboureurs.

L'homme est la source de toute richesse.

Montchrétien n'admet qu'un élément de richesse sociale, élément humain, subjectif : la satisfaction des nécessités de la vie, la possibilité pour un État

(1) SCHMOLLER. *Jahrbuch*, 1884, p. 17.

(2) *Ed. F. B.*, p. 124. — *Ed. 1615*, p. 173.

de subvenir à l'existence des sujets et, par conséquent, de réduire leurs charges, est le critérium de sa richesse : « ce n'est pas l'abondance d'or et d'argent... la quantité de perles qui fait les Etats riches et opulents, c'est l'accommodement des choses nécessaires à la vie et propres aux vêtements, qui plus en a plus a de bien (1) ».

Cet élément subjectif de la richesse, nous le retrouverons analysé dans les œuvres des mercantilistes postérieurs, et le passage que nous venons de citer sera repris pour ainsi dire à la lettre par R. Cantillon, un disciple de Mün gagné aux idées physiocratiques : pour Cantillon la richesse n'est envisagée qu'à l'égard de l'homme : « c'est les commodités, les agréments, les nécessités de la vie (2) ». Aussi, malgré le désir que nous avons de placer le *Traicté* de Montchrétien dans une situation beaucoup plus modeste que ne l'ont fait ses historio-graphes, nous ne pouvons admettre cette laconique critique de M. Levasseur : « le volume ne contient aucune idée sur la formation, la distribution, la consommation des richesses, c'est-à-dire sur les principes de la science économique (3) ». Que Montchrétien ait ignoré les lois de la distribution et de

(1) *Ed. F. B.*, 241. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 153.

(2) Voir : *Un mercantiliste précurseur des Physiocrates*, par LEGRAND (Thèse), p. 42.

(3) LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières*, t. II, p. 184.

la consommation des richesses, cela est indéniable, mais il n'est pas douteux qu'il a soupçonné celles de leur formation. Il est le premier auteur français qui ait formulé la suprématie absolue de l'élément travail. Son *Traicté* est une réhabilitation théorique et définitive du travail, méprisé depuis l'antiquité jusqu'à la Renaissance.

« L'heur des hommes pour en parler à nostre mode consiste principalement en la richesse et la richesse en travail. »

Il faut se garder cependant de lui décerner la priorité d'une telle découverte. Montchrétien est précédé par les italiens Machiavel, Botero et Serra.

Machiavel avait à la fois reconnu que la prospérité est indispensable pour faire une grande nation, et à la fois assigné à la richesse publique une double source : la nature et le travail (1). Machiavel, bien que Bodin se soit élevé contre lui avec la dernière énergie (2), a eu l'influence qu'on devait attendre d'un écrivain qui employait d'une façon si pénétrante la méthode expérimentale, et, cette observation : « les hommes travaillent ou par besoin ou par choix ; on a remarqué que la vertu a plus d'empire là où le travail est plus de nécessité que de choix (3) », n'a-t-elle pas été paraphrasée par Montchrétien :

(1) DE GIRARD, op. cit., page 174.

(2) Il a mis pour deux fondements ès Républiques, l'impiété et l'injustice. (*La République*, Préface).

(3) MACHIAVEL. Disc. s. Tite-Live, ch. I.

« c'est une bonne fortune quand tous les sujets ont les moyens suffisants à leurs nécessités ou ne les ayant point peuvent les acquérir. C'est la plus seure bride pour ce Typhée à plusieurs bras et plusieurs testes, lequel quand il se fasche et ennuye de ne gagner rien se remüe... et excite quelquefois des tremblements de terre (1) ».

Quant à Antonio Serra, que nous aurons l'occasion d'étudier de plus près, il divisait aussi les causes de la richesse en deux classes : les causes naturelles et les causes artificielles ; au-dessus d'elles il place la domination intelligente du gouvernement. Sa conclusion générale sur les institutions politiques, base de la prospérité des nations, son admiration pour la puissance productive du travail réglementé par l'autorité gouvernementale (2), en font le précurseur direct des idées fondamentales de Montchrétien.

La conviction de Montchrétien que l'homme est un élément d'inépuisable richesse lorsque l'État sait diriger son activité (direction qu'il appelle, après Aristote, l'enteléchie « Acte premier et plus parfait de ces grands corps organiques »), le conduit à considérer la population comme une des causes de la richesse et à tenir ce raisonnement simple : l'homme étant par lui-même une source de richesse, plus il y aura d'hommes dans une nation donnée, plus

(1) *Ed. F. B.*, p. 99. — *Ed. 1615*, liv. I, p. 121.

(2) *ESPINAS. Histoire des doctrines économiques*, p. 144.

cette nation sera prospère (1). « De ces grandes richesses, la plus grande c'est l'inépuisable abondance des hommes ». Il n'y a pas de rapport, pour Montchrétien, entre le développement de la population et la diminution des moyens de subsistances. Si le pays ne procure pas de subsistances en proportion avec le nombre des sujets et si le paupérisme sévit, c'est que l'organisation est vicieuse, c'est faute de savoir employer les indigents que l'on tient éloignés de cette harmonie à laquelle ils doivent concourir. « Son plus grand bien, par l'ignorance ou la négligence de les employer, devient son plus grand mal (2) ». Il ne se demande pas si le pays sera en mesure de fournir indéfiniment à la consommation de ses habitants, et s'occupe aussitôt des moyens pratiques de combattre le paupérisme.

Montchrétien se conforme, en cette matière, aux idées de Bodin : « Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets, trop de citoyens, veu' qu'il n'y a ny richesses, ny forces que d'hommes, et qui plus est, la multitude des citoyens empesche toujours les séditions et factions (3) ». Bodin, comme Montchrétien, ne s'arrête pas à discuter la valeur de sa

(1) Nous mentionnons, sans insister autrement, ce passage de Voltaire : « La richesse consiste dans le grand nombre d'hommes laborieux. Le but, le devoir d'un gouvernement sage est donc la peuplade et le travail » (Dialogues).

(2) *Ed. F. B.*, 25. — *Ed. 1615*, liv. I, pp. 34, 35.

(3) *La République*, liv. V, ch. VII.

théorie, mais Montchrétien, écrivant son traité en 1615, aurait peut-être pu connaître celui de Botero (1588), qui, le premier, aborda le problème de la population avec la volonté d'en tirer des conclusions assez avancées, puisqu'il est amené à poser aux partisans de la théorie courante, les objections que Malthus reprendra : il ne se contente pas d'énumérer les causes accidentelles qui entravent l'accroissement de la population, il voit dans la « peuplade » une limitation à son développement, il comprend que la population porte en elle-même le principe de sa limitation, parce qu'il y a « manque d'équilibre entre la vertu génératrice des hommes et la vertu nutritive des villes (1) ». Botero vante l'utilité des colonies qui attirent l'excédent de la population et délivre souvent la métropole d'un superflu d'habitants que leur oisiveté rend nuisibles.

Montchrétien émet un avis analogue quand il conseille, au livre de la *Navigaton*, de procurer aux sujets la faculté de déployer « honnestement » leur énergie. Nous devons cependant signaler que Montchrétien envisage la colonisation d'une façon moins étroite qu'on ne l'a fait avant et même après lui. Les hommes d'Etat et les économistes des XVI^e et XVII^e siècles, assistant à la découverte des terres nouvelles, attendaient de l'extension coloniale, moins l'honneur d'élargir la sphère d'influence, que la pos-

(1) COSSA. *Histoire des Doctrines économiques*, p. 181.

sibilité de retirer des pays exotiques des richesses spéciales, ou de tenir en échec quelque adversaire commercial. Ainsi, l'origine de plusieurs voyages célèbres fut la recherche des épices.

Bien que la question coloniale embarrasse Montchrétien parce qu'elle met en conflit son désir de faire bénéficier le commerce extérieur de la France des conquêtes maritimes, et son sentiment vif de la restauration industrielle à l'intérieur du pays, il conseille l'extension coloniale parce qu'il souffre d'assister aux progrès coloniaux de l'Espagne et de l'Angleterre, et trouve là un débouché naturel à la surpopulation. Il est vrai que Montchrétien a tort d'attribuer à la paix la cause de la surpopulation : « Depuis que nous jouissons de la paix, le peuple s'est infiniment multiplié en ce royaume, on s'y entr'étouffe (1) ». La population, au contraire, n'avait pas encore atteint en 1615, le chiffre qu'elle atteignait en 1580, époque depuis laquelle elle avait baissé de trois millions à la suite des guerres (2) ; le retour de la population à sa densité précédente induisait Montchrétien en erreur : il y avait tendance à l'équilibre et non accroissement anormal.

Cette erreur facilitait la conciliation de ces deux propositions contradictoires développées, l'une au Livre I^{er}, l'autre au Livre III ; attacher les natio-

(1) *Ed. F. B.*, p. 315. — *Ed. 1615*, p. 255.

(2) FAGNIEZ. *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 331.

naux aux industries métropolitaines (1), ne rien ménager pour l'extension coloniale.

C'est bien l'excédent de la population que Montchrétien propose d'expatrier, mais un excédent honnête : alors que Botero désigne « la partie exubérante de la population, c'est-à-dire, le sang superflu et corrompu » Montchrétien désigne la partie laborieuse et inactive : « Les hommes chargés de grandes familles, vivans en estraême pauvreté... c'est de ces gens, non de fainéans, de scélérats et de criminels qu'il faudrait peupler un nouveau monde. » (2) Et cette observation, vieille de trois siècles, a conservé de nos jours, quelque valeur.

Ainsi Montchrétien souhaite que les terres nouvelles se peuplent de colons poussés au travail par la nécessité.

Ces travailleurs rendraient prospères les colonies qui, à leur tour, déverseraient leurs produits sur la métropole, directement (3).

(1) Montchrétien cependant préfère les perfectionnemens nationaux aux conquêtes lointaines : « J'aime mieux ne partir point de chez nous ».

(2) *Ed. F. B.*, p. 315. — *Ed. 1615*, p. 255.

(3) Avant Montchrétien, on gardait presque exclusivement pour la métropole le droit de faire le commerce avec les colonies et de fournir en retour des marchandises européennes. On ne souffrait l'importation de produits coloniaux que lorsqu'ils venaient directement des colonies, sans passer par d'autres ports européens, (SCHMOLLER. *Jahrbuch*, 1884).

§ 2. — LE TRAVAIL

A. — NATURE ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL

Montchrétien développe assez longuement le thème du travail, source de tous les biens sociaux, il l'envisage dans ses résultats moraux et dans sa puissance économique. Il condamne l'oisiveté parce qu'elle est à la fois contraire à la morale et à l'État.

Si les humanistes toscans et si Machiavel réprouvaient l'oisiveté parcequ'elle constitue un danger pour la sécurité de l'État (1) plus qu'un retard aux progrès économiques, Montchrétien ne subordonne pas ici l'intérêt économique à l'intérêt politique : ces deux intérêts sont pour lui confondus. Une économie rationnelle doit provoquer une bonne politique, et une bonne politique consiste en une direction harmonieuse des énergies individuelles.

L'idée dominante est qu'aucun labeur n'est vil, qu'il n'y a de tâche si humble qui n'ait son utilité sociale et ne profite à la nation. Cette idée simple est cependant, à la fin du XVI^e siècle, sinon une innovation au moins une originalité hardie. De même que le concept richesse se dégage des traditions éthiques, de même le concept travail, inséparable du premier, se dégage des considérations morales.

L'idée de travail est mieux analysée que celle de

(1) DE GIRARD, op. cit. 173.

richesse ; il proclame l'obligation d'universaliser, d'ordonner et de protéger le travail. Nous le voyons ainsi en opposition avec les Anciens (1) qui dédaignaient le travail manuel, et avec les scolastiques qui lui donnaient une fin religieuse et en faisaient un moyen de salut ou de rédemption. Cette conception est la conséquence du courant utilitariste du XVI^e siècle.

La différence essentielle entre les scolastiques et Montchrétien est qu'il démontre l'utilité objective et sociale du travail, alors que les premiers ne retenaient guère que son utilité subjective et personnelle, mais il est aisé de retrouver ici encore les rapports qui relient Montchrétien à l'économie théologique : comme les canonistes, il croit que la nécessité de travailler a été imposée par Dieu : « nous tenons pour résolu que ce n'est nullement par fortune que nous venons à notre profession, mais que d'une Providence supérieure chacun reçoit sa tasche en ce travail public de la vie, auquel nous sommes, sans exception, nés et destinés, un seul et même esprit opérant toutes choses en tous (2) ».

La divergence de fins que nous avons signalée nous paraît, ici, différencier Montchrétien des scolastiques plus profondément que la divergence d'idées sur la vie contemplative et l'action ; car, bien

(1) *Ed. F. B.*, p. 14. — *Ed. 1615*, p. 15.

(2) *Ed. F. B.*, p. 14. — *Ed. 1615*, p. 15.

qu'il ressorte de tout l'œuvre de Montchrétien, que l'action est indispensable aux hommes et aux républiques, l'auteur fait encore quelques concessions à la contemplation ; soit par respect d'humaniste pour l'antiquité, soit dominé par l'influence canoniste, il n'ose mettre l'action au premier rang des facteurs économiques (1) : « la vie comtemplative, à la vérité, est la plus approchante de Dieu, mais, sans l'action, elle demeure imparfaite et, possible, plus préjudiciable qu'utile aux républiques (2) ».

Nous constatons encore, à propos de la coexistence de l'action et de la contemplation, l'optimisme dont Montchrétien fait preuve à plusieurs reprises, et sa confiance dans l'ordre établi par la nature ou par Dieu.

Il s'étonne que les Anciens n'aient pas entrevu l'harmonie des efforts combinés des travailleurs en une même nation et n'aient pas réagi contre le mépris du travail manuel ; cependant, reprenant la comparaison platonicienne de l'organisme social à un organisme vivant, c'est au travail qu'il décerne la fonction vraiment vitale : le travail satisfait aux différentes fonctions de l'être, le travail de la terre répond à la « végétative », c'est-à-dire à la nutrition, les différents métiers à des besoins plus élevés, le commerce enfin, à la circulation. Le

(1) *Ed. F. B.*, p. 21. — *Ed. 1615*, p. 26.

(2) Voir également BODIN, *République*, liv. I, chap. I.

travail, avant d'être une loi économique, est une loi de nature. Chaque homme est désigné pour accomplir une tâche déterminée et contribue à l'ordre général. Montchrétien n'ajoute rien à Platon bien qu'il pense être « instruit en meilleure eschole » parce qu'il attribue à Dieu le pouvoir de prédestination que Platon attribuait à la terre, dans la célèbre fiction de la *République* (1). Il semble distinguer le rôle de la nature, qui est de fournir la matière première et celui du travail qui est de transformer cette matière première en richesse. Il comprend également que la nature fournit les forces nécessaires à cette transformation. L'homme tient d'elle sa puissance productive (2); il ne fait que lui obéir en travaillant.

Donc, dans un Etat, le devoir des sujets sera de mener à bien la tâche imposée par Dieu, et, d'autre part, le devoir du Prince sera de respecter l'équilibre des efforts individuels, de développer et de régler le travail des sujets.

Montchétien croit à la production illimitée parce qu'il croit les agents naturels en quantité inépuisable (3). Il est logique, qu'après avoir souhaité l'extension de la natalité, il désire tirer des ressources naturelles ou nationales, des richesses croissantes à

(1) *République*, liv. III.

(2) *Ed. F. B.*, p. 16. — *Ed. 1615*, p. 18.

(3) Excepté pour les mines.

un moment où la concurrence avec l'étranger mettait la France en danger ; d'ailleurs, sans avoir recours à des explications historiques, on peut trouver en lui-même, en son optimisme plusieurs fois signalé, la raison de ce postulat que, plus il y aura d'hommes dans une nation, plus cette nation sera économiquement riche, parce que, plus le travail sera morcelé et étendu, plus la nature produira. Montchrétien conçoit toutefois une limitation d'une nature spéciale et pose la formule parfaite non pas absolument de la *surproduction* (ainsi que M. Funck Brentano le met en note), mais plutôt d'une absence de débouchés. Montchrétien redoute qu'un jour vienne où les produits ne trouveront plus de consommateurs où, pour employer les expressions modernes, la demande ne s'équilibrera plus avec l'offre : il imagine un excès de l'offre de toutes les marchandises, une poussée de sève trop forte dans la plante dont les fibres éclatent : « la clarté s'éteint dans les lampes quand on y verse de l'huile trop abondamment. » Il est en ceci le précurseur des théoriciens de l'offre dangereuse que S. Mill combattrait vivement (1). Il est loin de songer que « l'équilibre de divergences opposées produit une convergence générale. » Et son optimisme l'abandonne quand il pense que le pays a produit trop de richesses, que la nature a trop vite répondu aux labeurs humains et que l'effort ne sera

(1) S. MILL. *Principes d'économie politique*, t. II, p. 85 et suiv.

pas récompensé : « Le sage politique doit prudemment inventer les moyens de faire régner en ce fait une juste et tempérée modération entre le trop et le trop peu... faute de besongne à faire, l'artisan languit et meurt de faim, trop grande quantité de besongne faite, l'empesche de gaisgner (1). » Le seul palliatif est : que le pays fournisse le pays. De toute façon, Montchrétien effleure une des questions capitales de l'économie politique à venir. Il touche à un important problème et s'il est guidé par la crainte de l'importation étrangère plus que par l'observation, le raisonnement scientifique ou la divination, s'il n'en poursuit ni l'exposé complet, ni la solution, il souligne que le gain de l'artisan diminue en raison directe de la demande, et la valeur commerciale, en raison directe de l'offre.

Il est à peine besoin d'indiquer la naïveté du remède qu'il propose. Il croit que la nation, petite société, sera à l'abri, en usant uniquement de ses forces, d'un danger qui menace l'ensemble des nations, la société entière. Il n'y a aucun rapport entre le mal signalé et le remède préconisé. Il prévoit, avec l'abaissement des prix, un abaissement des salaires et une « émotion (2) » des travailleurs,

(1) *Ed. F. B.*, p. 112. — *Ed. 1615*, I, 136.

(2) Cette expression est à peu près synonyme du mot grève, bien qu'une des premières grèves, ou peut-être la première, ait éclaté à Lyon en 1744, à cause du peu de débouchés offerts aux produits lyonnais.

mais il méconnaît le plus sûr moyen de faciliter l'expansion industrielle : le jeu des échanges internationaux.

La triple fonction du travail qu'il décrit en s'aidant de la physiologie rudimentaire de l'époque, le conduit à diviser les producteurs en laboureurs, artisans et marchands (1), et, bien qu'il proclame l'utilité de tous les arts mécaniques (2), qu'il compare les producteurs, soit aux doigts d'une même main, soit à trois canaux de l'utilité commune portant et versant l'eau dans les cités (3), il s'exprime à l'égard des marchands avec une réelle partialité admirative. Nous ne saurions voir dans ce jugement favorable aux marchands, qu'une sympathie de mercantiliste pour la classe des travailleurs qui vraiment *produisent* dans le sens mercantiliste, c'est-à-dire convertissent en numéraire le labeur et l'habileté des deux classes précédentes et, malgré les liens qui rattachent Montchrétien humaniste à l'antiquité, nous ne pensons pas qu'il ait usé, en ce qui concerne les producteurs, de la classification que Platon donnait des citoyens, et mis au premier rang ceux qui déployaient le plus d'ingéniosité ou font preuve de qualités intellectuelles supérieures.

(1) *Ed. F. B.*, p. 32. — *Ed. 1615*, I, p. 45.

(2) « La vigilance du bon économe s'étend jusque aux plus viles et abjectes choses de son ménage, et est bien souvent de là qu'il tire son plus grand revenu. »

(3) *Ed. F. B.*, p. 12. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 10.

B. — ORGANISATION ET DÉVELOPPEMENT

Le devoir imposé à l'individu de développer son activité a, nous l'avons dit, pour corollaire, le devoir du gouvernement de conserver l'ordre qui permet aux activités personnelles de participer à la tâche générale. Le souverain veillera au maintien de conditions intérieures et extérieures satisfaisantes.

Quant aux conditions extérieures, il s'efforcera d'établir et de garder la paix : le *Traicté* est écrit dans un esprit très pacifique. Après avoir redouté, surtout au premier livre, l'hypothèse d'une guerre civile, Montchrétien vante, au livre second, l'amitié mutuelle des chefs d'État, amitié « mère et nourrice de la paix (1) ». Nous pourrions peut-être faire rentrer parmi les conditions intérieures ou politiques, l'ensemble des mesures que Montchrétien défend avec ardeur, telle que l'égalité de traitements entre français et étrangers (etc.). Mais l'idée de paix intérieure et extérieure est la seule qui domine le développement du travail, les autres mesures y concourent : nous les analyserons plus tard.

Quant aux conditions intérieures elles sont psychologiques et concernent les travailleurs, ou techniques et concernent l'industrie.

(1) *Ed. F. B.*, 159. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 36.

A. — *Les Producteurs*

Le soin que Montchrétien prend d'anoblir le producteur, si infime soit-il, de dissserter sur l'utilité sociale des labouréurs, artisans et marchands, semble enfantin, si on oublie que le producteur a été considéré jusqu'au XIII^e siècle comme un serf, que l'idée antique de servilité s'attachait encore aux classes ouvrières, après la révolution communale qui marqua le début d'une ère économique nouvelle, et après que l'agriculture, le métier et le commerce, eurent formé trois branches distinctes de l'activité humaine (1). Il ne faut pas omettre non plus qu'à cette survivance des préjugés économiques grecs, s'était ajoutée la question des salaires (2) dont on taxait et réglementait le taux, cette question était soumise à l'influence persistante des débats théologiques sur le juste prix, qui occupent l'économie des XV^e et XVI^e siècles, soit chez les derniers canonistes, soit chez les Réformateurs réactionnaires. Il ne faut pas s'étonner que Montchrétien légitime le profit tiré du travail ou de la vente. Enfin, les salaires avaient souffert de la variation des prix, durant la période de renchérissement général illustrée par la polémique entre Bodin et Malestroit.

Les salaires avaient monté moins vite et moins

(1) DE GIRARD.

(2) SCHMOLLER, cité par DE GIRARD.

haut que le prix des marchandises et les salariés subissaient un amoindrissement de bien-être (1); ces événements qui se déroulaient quarante ans avant la régence de Marie de Médicis et avaient provoqué les ordonnances de 1572 et 1577 sur la réglementation du travail, le tarif des journées d'ouvriers, etc., reprenaient une sorte d'actualité en 1615, tandis que le Gouvernement, absorbé par la lutte contre le néoféodalisme, délaissait les projets d'Henri IV et se désintéressait de la nouvelle crise industrielle.

Telles sont les deux raisons historiques pour lesquelles Montchrétien revendique un profit ou un salaire dignes des producteurs. Profit et salaire, encouragements naturels des producteurs, appréciations matérielles du service rendu, le souverain s'assurera que l'artisan et l'ouvrier les reçoivent intégralement : c'est, pour le gouvernant, un moyen de garder les producteurs dans le pays, d'éviter les émigrations ou les soulèvements : « qui peut s'accommoder bien à propos de cet instrument vivant, de cest util mouvant... se peut glorifier d'avoir atteint en sa maison le plus haut point de l'œconomie (2) ».

Les autres points touchant l'activité du producteur, Montchrétien les expose sans ordre, sans

(1) LEVASSEUR, op. cit., p. 69 : le salaire nominal augmentait et le salaire réel diminuait.

(2) *Ed. F. B.*, p. 25. — *Ed. 1615*, I, p. 34.

méthode, un peu au hasard. Nous essaierons de les définir et de les grouper.

Le producteur doit être instruit, stimulé et fournir un travail honnête.

α) *Instrucción des travailleurs.* — Il faut les instruire de très bonne heure.

Montchrétien demande la création d'ateliers placés sous la direction du Gouvernement. Ces ateliers seront de deux sortes et répondront à deux buts différents. Les premiers, institués dans chaque province, serviront à donner aux jeunes gens une instruction technique spéciale selon les anciennes traditions des métiers, de façon à empêcher les artisans de fabriquer des marchandises défectueuses dont les acheteurs nationaux eux-mêmes ne veulent plus, et à lutter, par la qualité de la fabrication, contre la quantité d'objets analogues importés de l'étranger (1); ces ateliers auront encore cet avantage, de faire connaître les dispositions originelles de chaque instrument vivant et de le diriger dans la voie assignée par Dieu, mais qu'il ignorait lui-même.

Les ateliers seront surveillés par « des esprits capables et pleins de l'intelligence requise à chacun selon son espèce afin qu'ils départent les tâches et labeurs entre les artisans selon leur portée et

(1) *Ed. F. B.*, p. 54. — *Ed. 1615. I*, p. 76.

capacité acquise ou naturelle (1) ». Ces ateliers aideront à l'harmonie des arts industriels.

Les seconds seront institués, non plus seulement pour faire face à la concurrence étrangère, mais pour procurer des ressources aux indigents et employer les désœuvrés. C'est là une tentative d'assistance par le travail sur laquelle Montchrétien, après Bodin, après Laffemas, insiste particulièrement. Il décrit l'administration urbaine des Pays-Bas; le système d'assistance publique est la base de l'enrichissement des villes flamandes et Hollandaises où « il n'y a pas moyen d'être ensemble ignorant et paresseux. (2) » Il cite en exemple la Suisse et l'Allemagne où « il n'y a guère de bourg esquel le seigneur du lieu n'entretienne quelque collège pour instruire ses pauvres sujets tant aux arts libéraux qu'aux métiers mécaniques. (3) » L'extension de la lutte administrative contre le paupérisme, dans les pays du Nord et de l'Est, datait de la Réforme (4).

En effet, la Réforme était hostile à l'oisiveté autant qu'hostile à la contemplation. Elle se sépare de la scolastique, en ce sens qu'elle envisage le résultat social de la direction morale et de l'idéal

(1) *Ed. F. B.*, p. 38. — *Ed. 1615. I.* p. 52.

(2) *Ed. F. B.*, p. 101. — *Ed. 1615. I.* p. 124.

(3) *Ed. F. B.*, p. 102. — *Ed. 1615. I.* p. 124.

(4) En Angleterre, des mesures analogues à celles que proposent Bodin et Montchrétien avaient été préconisées par Vivès en 1526 (ASHLEY) (II, 401).

religieux, qu'elle place le souci d'un altruisme actif au-dessus de l'altruisme mystique des communautés, qu'elle combat également l'extrême richesse (continuant la théorie canoniste du superflu) et l'extrême pauvreté qui incite l'homme à pécher (1), et que, loin de condamner la possession des biens matériels dans une juste mesure, elle encourage l'industrie et le commerce. Beaucoup plus tôt et plus profondément que la France, demeurée très imprégnée des idées scolastiques de renoncement, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suisse avaient compris le rôle moralisateur du travail et son importance économique. Zwingli, à Zurich, interdisait la mendicité ; Calvin, à Genève, affirmait : « Qui ne veut pas travailler ne doit pas non plus manger (2) », et, en Allemagne, Luther avait déclaré la guerre aux ordres mendiants qui donnaient le spectacle de l'oisiveté ; il voulait retirer à quelques rares monastères le soin de nourrir des indigents et l'imposer aux communes ; elles accompliraient ce devoir d'une façon administrative. Ces pays étaient moralement préparés à l'assistance des indigents et, dans les Pays-Bas, où le commerce réclamait une activité considérable, l'obligation de l'assistance revêtait un caractère utilitaire.

L'assistance par le travail comprendrait des

(1) DE GIRARD, p. 162.

(2) DE GIRARD, p. 167.

écoles professionnelles pour les enfants pauvres et des ateliers pour ouvriers misérables.

Les Hollandais, d'après Montchrétien, suivent deux méthodes : les indigents adolescents ou adultes s'engagent, après serment devant le magistrat, à travailler pour un salaire minime chez un patron, avec l'autorisation de disposer d'une heure par jour, pour se nourrir dans des maisons désignées, sans doute analogues aux modernes fourneaux municipaux.

L'autre méthode, qui semble avoir la préférence de Montchrétien, consiste en la création de refuges ou ouvroirs où les garçons et les filles sont séparément éduqués et étroitement surveillés : « Quand les garçons savent un art, on les mène voir les filles qui sont nées et gouvernées de même sorte, pour les faire choisir femme (1) ». Montchrétien ne fait aucune observation sur ce naïf système ; de même que les Hollandais, il ne juge aucune mesure inutile dès qu'il s'agit de former des producteurs et des marchands. Ce ne sera d'ailleurs point dans cet esprit mercantile que l'avenir réalisera ces rêves de relèvement, mais dans une intention désintéressée et charitable (2).

Pour les ateliers de charité, proprement dits, Montchrétien ne fait que reprendre l'idéal pratique

(1) *Ed. F. B.*, p. 104. — *Ed. 1615*, I. p. 128.

(2) Voir *Ed. F. B.*, p. 104, la note sur Saint-Vincent de Paul.

de Laffémas, avec des arguments moraux puisés dans Bodin. Pour occuper tous les oisifs, on dresserait dans chaque province des ateliers de diverses manufactures, on atténuerait ainsi la mendicité, on empêcherait les vols et, comme l'écrivit Bodin : « On jetterait à bas mille roues et mille potences... dont les spectacles ne sont pas moins horribles que nécessaires. » Laffémas proposait la création de villages, on dirait aujourd'hui de colonies d'indigents, car il voulait éviter les dangers de la promiscuité et faire travailler, sans les réunir, les pauvres valides des deux sexes et les enfants rebelles à l'autorité paternelle (1) ; en espaçant les colons, Laffémas montre plus de défiance que Montchrétien qui, lui, croyait à l'effet immédiatement moralisateur du travail, même en commun.

On sait que le règne de Henri IV fut souvent troublé par la question du paupérisme, le pays étant sillonné par des bandes armées, débris des troupes de la Ligue ; Henri IV ne mit pas à exécution le conseil de Laffémas, et c'est en 1612, que parut une ordonnance, préparée par lui, aux termes de laquelle les mendiants valides seront employés à battre du ciment, manœuvrer des moulins à bras, scier des planches, etc. (2). Montchrétien rappelle cet édit qui ne reçut pas d'application (3).

(1) FAGNIEZ, op. cit., page 152.

(2) ISAMBERT, p. 287, cité par PIGEONNEAU. *Histoire du Commerce de la France*.

(3) *Ed. F. B.*, p. 105. — *Ed. 1615*, I, p. 128.

« Il n'y a pas de plus beau moyen pour remédier à tous ces maux ensemble que d'employer les hommes..... comme les autres peuples le font aux divers artifices... les ateliers doivent, en l'État bien ordonné, tenir le second lieu après les familles, puisqu'il faut nourrir et conserver, ayant engendré... (1) ». En résumé, en traitant du paupérisme, Montchrétien demande à la nation de combattre l'indigence, non de punir les indigents ; il distingue le nécessiteux du vagabond. Pendant tout le moyen-âge, on avait confondu dans l'aumône les paresseux valides, les impotents et les nécessiteux, parce que l'aumône, même maladroite, devait sauver l'âme du donataire avant de secourir le malheureux. Montchrétien, bien qu'il reconnût, lui aussi, la vertu mystique de l'aumône (2) semble pénétré de l'esprit de la Réforme, et cela n'est pas sans intérêt, car, au commencement du XVII^e siècle, les monastères revendiquaient encore le rôle d'hospices qu'ils avaient tenu durant les siècles précédents et le gouvernement les encourageait, heureux de les charger du soin d'endiguer la misère. M. Duval (3) remarque avec raison que Montchrétien passe sous silence la fameuse *Taxe des Pauvres* d'Élisabeth ; or, cet édit consacrant le droit des pauvres, avait été

(1) *Ed. F. B.*, p. 106. — *Ed. 1615*, I, p. 129.

(2) *Ed. 1615*, p. 90.

(3) DUVAL, *op. cit.*, p. 53.

rendu deux ans avant son départ pour l'Angleterre, son application, toute d'actualité, n'avait pu passer inaperçue, mais cette taxe, qui résumait la législation charitable antérieure, lui déplaisait doublement quoiqu'elle tendit à supprimer la mendicité : en effet, elle substituait aux dons privés, un système de dons publics alimentés par un impôt vexatoire. Ainsi, en laissant substituer le principe de l'aumône, elle favorisait les paresseux en n'obligeant pas les indigents valides à travailler. Les inégalités demeuraient aussi flagrantes qu'auparavant. En second lieu, cette ordonnance confiait aux paroisses la répartition de l'impôt : c'était comme un retour à la domination locale, à la prépondérance urbaine, une tentative de décentralisation dont Montchrétien était politiquement l'adversaire.

Le souci des masses indigentes ne lui fait pas oublier le sort des classes laborieuses et, un instant inquiet de savoir si le travail effectué dans ces différents ateliers ou refuges, ne nuirait pas à la production des industries privées, il se rassure vite : « Ce travail public ne gastera point le particulier, car il suppléera seulement à son défaut, et sera supposé au lieu de celui de l'étranger (1) ». A cet avantage, s'ajoutera une supériorité de fabrication, car il sera possible d'assigner telle besogne à tel

(1) *Ed. F. B.*, p. 107. — *Ed. 1615*, I, p. 132.

atelier et de remédier ainsi à la confusion des métiers exercés souvent par les mêmes artisans au détriment des produits : « Les Français voulant tout faire sont contraints de mal faire (1) ».

Plus loin, ce passage : « En ce travail public divisé en tant d'arts et métiers on doit faire observer de ne les mélanger et diversifier point tant en une seule main » ; et cet autre, où il conseille d'imiter les Allemands « qui ne s'employent volontiers qu'à une besogne » parceque « l'esprit se fait moindre, s'appliquant avec attention à divers objets... » ont amené M. Funck-Brentano à rappeler laconiquement la division du travail selon Smith. C'est peut-être pousser un peu loin la faculté divinatrice de Montchrétien et dépasser ce qu'il a voulu exprimer. Pour nous, il ne peut être ici question de la division du travail, telle que Smith l'a analysée : la phrase du *Traicté* correspond tout juste à l'une des trois observations de Smith, vérité connue depuis longtemps : que le moindre effort naît de l'effort répété et l'habileté professionnelle, de l'entraînement à une même tâche. Certes, si générale que soit l'idée de la division du travail et bien qu'elle comprenne la division des industries, elle n'est pas entendue par Montchrétien dans son sens économique de séparation indéfinie des emplois et des procédés (de façon à rétrécir de plus en plus le cercle des opéra-

(1) *Ed. F. B.*, p. 38. — *Ed. 1615*, I, p. 52.

tions de chaque travailleur), d'économie de temps, de source d'inventions mécaniques. Nous pensons qu'il veut surtout, à l'aide des ateliers nationaux, réaliser une division géographique du travail ou plutôt la maintenir ainsi qu'elle s'était manifestée dans toute l'Europe depuis le XV^e siècle, c'est-à-dire depuis la décadence des centres urbains et l'acclimatation des industries spéciales en des provinces spéciales (1). Ce qu'il désire c'est la spécialisation centralisée.

β.) *Stimulation des Travailleurs.* — « L'émulation est en toute chose un aiguillon à bien faire ; par elle, les hommes peuvent monter à la perfection de tous arts (2) ». Il sera utile d'exciter la production nationale, en attirant quelques artisans étrangers qui enseigneront le secret de certaines fabrications de leurs pays (3). Montchrétien, évoquant par là, l'histoire industrielle anglaise (4), s'empresse de dire que c'est à la seule condition d'en tirer profit, qu'il faut ouvrir aux artisans étrangers l'accès des centres industriels, car jusqu'alors, ils sont venus en France « plus pour en remporter que pour y apporter. » Les traités désavantageux pour le commerce, mais

(1) SCHMOLLER, cité par ASHLEY, op. cit., 68.

(2) *Ed. F. B.*, 37. — *Ed. 1615*, I, p. 51.

(3) *Ed. F. B.*, 37. — *Ed. 1615*, I, p. 51.

(4) Voir plus haut page 33.

politiquement adroits de Henri IV, expliquent en partie cette animosité que nous retrouverons au chapitre du commerce.

Le stimulant constant à la production nationale est la concurrence. « Il n'y a pas de plus court moyen pour faire bien tost gagner le haut comble à ceux qui exercent les arts, que de les commettre en concurrence d'industrie (1). » Il ne distingue pas la concurrence intérieure de la concurrence extérieure : elles ont, avec une étendue plus ou moins grande, les mêmes avantages économiques et le même pouvoir stimulant. Mais ce qu'il redoute, c'est la concurrence déloyale de l'étranger qui alimente le pays de marchandises à bon marché et sans valeur, et son protectionnisme est, on le verra, surtout provoqué par la situation de la France vis-à-vis des autres nations.

Un troisième stimulant du travail est la protection spéciale accordée aux inventeurs sous forme de privilèges. Sa théorie des privilèges industriels s'inspire des deux idées suivantes : intervention du pouvoir public en matière d'action individuelle, conviction que la mécanique industrielle ne nuira pas aux artisans.

La première idée fait partie de cet ensemble de conceptions politiques qui poussait Montchrétien à donner au gouvernement une autorité croissante ; la

(1) *Ed. F. B.*, 37. — *Ed. 1615*, p. 52.

seconde est une idée heureuse d'économie pratique (1).

C'est de la concurrence, de la lutte industrielle, que Montchrétien attend le progrès de la technique. Gentilhomme forgeron, il avait constaté que l'industriel tire des bénéfices proportionnels au perfectionnement de l'outillage, et, pour lui, le profit du producteur est immédiatement suivi du profit général : en souhaitant le développement de l'outillage et des machines, il est plus éclairé que Colbert, repoussant un inventeur sous prétexte qu'il fallait laisser vivre les ouvriers et non les priver de leur ouvrage par des moyens mécaniques (2). Montchrétien s'aperçoit, lui aussi, que l'extension de la mécanique réduit le nombre des artisans ; mais il ne se tourmente pas de ces bras inemployés, soit qu'il soupçonne la vérité consacrée par les temps modernes que plus l'outillage se perfectionne plus la demande de bras est intense, soit qu'il espère, grâce à l'abaissement des prix, consécutif de la diminution des frais de besogne, (3) procurer aux nationaux une meilleure organisation économique.

(1) Il cite à nouveau les Hollandais qui ménagent les inventeurs : « ainsi ne faut-il point s'estonner si l'industrie fait là de plus grands efforts que parmi nous. » (*Ed. F. B.*, 119. — *Ed. 1615*. I., p. 166).

(2) Voir BAUDRILLARD : article sur Montchrétien, *Dictionnaire économique*.

(3) *Ed. F. B.*, p. 119. — *Ed. 1615*, p. 166.

γ). *Probité du travail*. — Enfin, le producteur accomplira un travail honnête, car, aussitôt que la production nationale baisse de valeur qualitative, les étrangers fournissent le pays. Le pouvoir tiendra les artisans en haleine, fera observer les anciennes traditions de rude apprentissage et abandonnera la pratique financière, désastreuse pour le bon renom de l'industrie et peu profitable au Trésor, des lettres de Bulle. Sans doute, Montchrétien entend par là les lettres de maîtrise contre lesquelles les corporations ne cessent de lutter, au moins autant par intérêt, que par esprit de dignité professionnelle et de tradition antigouvernementale (1). Ces lettres, qui autorisaient, dans chaque métier, l'entrée d'un maître dispensé de subir les épreuves inhérentes à la maîtrise, demeuraient entre les mains du roi un procédé fiscal : imaginées par Henri III, elles figuraient parmi les réformes de législation industrielle inaugurées par l'édit de 1580 ; et l'ordonnance de 1577, qui avait aboli plusieurs entraves à la liberté industrielle, par exemple, en supprimant les rois des merciers, conservait, malgré les protestations des corps de métier, l'usage des lettres de maîtrise. Montchrétien, apologiste de la politique de Henri IV, ne peut s'empêcher de blâmer l'exis-

(1) Les corporations ont constitué un pouvoir local en opposition au pouvoir centralisateur. Elles comprenaient que « l'avènement des grands états à l'unité politique amenait la disparition de leur autonomie » (DE GIRARD, p. 138).

tence de ces lettres « au moyen desquelles, il est permis, en garnissant quelques sommes, de faire profession de tel métier que l'on veut sans en avoir fait le chef-d'œuvre (1) ». Ce sont à peu près les seules lignes qu'il consacre aux corporations et maîtrises. Il n'a vraiment relevé que le petit côté de la question des corporations. Il ne mentionne ni les confréries, c'est-à-dire la corporation dominée par le mysticisme, ni le compagnonnage, c'est-à-dire l'association des ouvriers et artisans inférieurs : il n'est soucieux que d'opposer à l'étranger un régime de production intensive et « honnête », voyant en la probité des produits un facteur de grande importance.

En cela Laffémas lui est bien supérieur, dont le plan de réformes économiques témoigne d'une documentation plus précise.

Laffémas n'est pas hypnotisé, comme l'auteur du *Traicté*, par le péril étranger ; il semble mieux connaître les lois de l'extension industrielle et la puissance politique de l'agent producteur « la corporation », lorsqu'il soumet le projet de faire surveiller et administrer les corporations par des chambres syndicales : créer ces syndicats, institués pour chaque corps ou pour la totalité des corps de métier d'un même diocèse, c'était placer un intermédiaire entre le Pouvoir et la corporation,

(1) *Ed. F. B.*, p. 109. — *Ed. 1615*, I, p. 133.

c'était remédier à l'antagonisme latent que Montchrétien paraît ignorer (1).

Le rapprochement entre Laffémas et Montchrétien s'impose d'autant plus qu'ils écrivaient à douze ans de distance, en des circonstances économiques semblables, car la crise, qui éclata quelque temps après la mort de Henri IV, rappelait la crise des premières années de son règne.

B. — *Les Produits*

L'activité laborieuse de la nation se mesure à l'activité particulière de chaque branche d'industrie.

Montchrétien passe en revue les principales industries françaises, répétant pour chacune d'elles les observations qu'il a faites pour l'ensemble des productions. Il y ajoute des remarques techniques. Il a étudié avec le producteur l'élément psychologique de la production, il va maintenant attirer l'attention du Prince sur le rendement des *Manufactures*.

Le titre de ce premier livre et la succession assez logique, dans laquelle il énumère les industries, indiquent l'importance qu'il attachait aux progrès de l'industrie, à l'outillage, aux procédés, à ce

(1) La corporation, devenue un corps fermé et méfiant, perdait complètement de vue l'intérêt général qui avait été sa raison d'être, et le Gouvernement, entraîné par le progrès de la centralisation, et dans un but fiscal, perdait de vue ce même intérêt qu'il était chargé de défendre.

qu'on peut appeler l'élément matériel de la production. S'il est le premier économiste français qui ait groupé les manufactures dans une même étude analytique, il a été devancé, en Allemagne, par Bornitz qui, lui aussi, ayant voyagé en Hollande, en Angleterre, en France et surtout en Italie (ce qui lui donne une supériorité incontestable sur Montchrétien) et observé les ouvriers, écrivit en 1604 et publia en 1608 un ouvrage traitant des monnaies, de l'argent et, en même temps, des premiers principes de l'économie populaire et de la politique commerciale (1). Il a, moins que Montchrétien, l'intention de décrire les métiers par le menu : les industries sont autant de biens que la République doit conserver et son livre ressemble plus que le *Traicté* à une encyclopédie des ressources de la richesse nationale ; son principal mérite, dit Roscher, est d'être très nourri et systématique. Bornitz, toujours d'après Roscher, dans la fastidieuse étude des branches de l'économie privée, laisserait loin derrière lui Montchrétien qui ne traite presque pas de l'agriculture et s'attarde aux arts mécaniques. Or, Montchrétien, médiocrement favorable aux systèmes annonaires, fait au moins preuve d'impartialité, en plaçant le labourage à la base des « manufactures (2) ».

(1) ROSCHER : *Geschichte. der Nat. œkonomik*, p. 190.

(2) L'expression « manufactures » est prise dans son acception large et signifie « industries ».

Nous devons nous demander à quel critérium il a obéi pour la classification des manufactures qu'il présente dans la progression suivante : la forge, le vêtement, le bâtiment, l'imprimerie, la verrerie. L'utilité sociale (1) des produits, non leur valeur intrinsèque, détermine leur rang (2).

Agriculture. — Bien que l'agriculture soit la première industrie citée par lui, on ne peut pas dire que Montchrétien anticipe sur le physiocratisme. Il n'est question pour lui ni de revenu agricole, ni de produit net.

Il est même, dans la forme, moins enthousiaste de l'agriculture que Sully, pour lequel le labourage et le pâturage étaient « les vrais mines et trésors du Pérou ». La comparaison célèbre de Sully n'a d'ailleurs aucun rapport avec l'idéal physiocratique. Ni Sully, ni Montchrétien n'ont fait reposer sur la production du sol, et sur l'adaptation des capitaux à l'industrie agraire, un système scientifique de circulation et de distribution des richesses ; Sully voulait imposer à Henri IV sa propre conception sur la puissance de l'agriculture, considérée à un point de vue national et, pour le détourner des avis d'Olivier de Serres et de Laffémas sur l'acclima-

(1) L'expression *sociale* est, chez Montchrétien, synonyme de *nationale*.

(2) « Les arts sont rendus nécessaires par usages et coutumes. »

tation du mûrier, il emploie des expressions ou propose des réformes fiscales qui ont un caractère de physiocratism appliqué. L'analogie s'arrête là. Ni Sully, ni Montchrétien ne préparent le physiocratism ; ils se font l'écho des économistes de l'antiquité. Leur conception agraire est celle d'Aristote et de Platon : l'agriculture est nécessaire à la République parce qu'elle nourrit les citoyens et les prépare à la guerre. Mais la notion de l'Etat s'étant modifiée, la guerre étant devenue un des principaux moteurs de l'activité nationale, la classe des laboureurs, que Platon reléguait au dernier rang, occupe le premier parmi les utilités sociales : ils approvisionnent le pays, le préservent de la famine et sont des guerriers endurcis (1) : « Ceux qui l'exercent (le labourage) sont tranquilles et patients, amis de simplicité, ennemis de tumulte et de toute discorde (2) ». Montchrétien reproduit Aristote en estimant que le labourage est le commencement de toutes « facultés et richesses ».

Toutefois, il délaisse la théorie Aristotélicienne « pressentiment de la théorie du produit net (3) » qui fait de l'agriculture la seule industrie produc-

(1) Sully voyait en la classe des paysans le plus ferme appui du trône et le plus sûr élément des forces militaires (BONNAL. *Sully économiste*, p. 15).

(2) *Ed. F. B.*, p. 41. — *Ed. 1615*, I, 57.

(3) DE GIRARD, p. 22.

tive, c'est-à-dire qui donne une plus-value, en créant la matière première. C'est parce qu'elle est indispensable à l'existence et non parce qu'elle est source initiale de richesse, que Montchrétien appelle l'agriculture « un art saint et sacré ».

Il invite le Prince à améliorer le sort des classes rurales et n'hésite pas à faire retomber sur la bourgeoisie, et sur la noblesse, la responsabilité de la crise agricole. Il se plaint qu'on déserte les campagnes; les paysans, parce qu'ils se détachent de la terre qui ne leur permet plus de vivre, les propriétaires fonciers, parce qu'ils espèrent obtenir une charge du roi.

Le mal réside, d'une part, dans le *fonctionnarisme*, terme ignoré alors, mais dont le passage suivant est la périphrase : « Plus d'hommes encore s'emploieraient en ce louable travail si la plupart ne se jetaient entre les bras des charges publiques (1). » Il regrette le temps où « la noblesse vivait toute aux champs avec autant de contentement que de repos d'esprit. » Il ne trouve pas les véritables raisons de cet exode vers les centres urbains. Les nobles avaient gagné les villes au moment où les populations rurales refluaient vers les campagnes, après la pacification (2).

En effet, la campagne avait reconquis son contin-

(1) *Ed. F. B.*, p. 41. — *Ed. 1615*, I, p. 61.

(2) FAGNIEZ, *op. c.*, 40.

gent de travailleurs, mais les capitaux manquaient, à la suite du discrédit jeté sur les terres par l'abus des hypothèques occultes et par la trop grande division des propriétés (1). Une autre raison d'ordre politique est que les hobereaux suivaient le mouvement centralisateur ; à l'affût de créations administratives nouvelles, ils circonvenaient les conseillers du roi, cherchaient des ressources auprès de la cour, soit en se livrant à des entreprises financières, soit en obtenant des pensions dont le chiffre annuel, s'il faut ajouter foi à la relation de l'anglais Carew, dépassait un million d'écus.

D'autre part, le mal vient de ce qu'on ne protège pas les travailleurs agricoles ; en quelques mots, Montchrétien en dépeint la misère et confirme les doléances du Tiers (2). Henri IV avait sensiblement

(1) FAGNIEZ, p. 40.

(2) Du désordre et des hésitations des États ressortent cependant deux points précis. Le Tiers montre une volonté arrêtée de réduire les charges du peuple, volonté de plus en plus ferme et froide à mesure que la Régence s'entête à résister aux demandes d'économie ; elle allègue qu'un gouvernement comme celui du roi « ne pouvoit se soutenir sans grandes dépenses », et le Tiers riposte : « que, parlant au nom du peuple, il ne pouvoit oublier ses charges ». Le pouvoir se décida alors à révoquer les édits trop lourds pour la nation, à réduire les tailles. Ces concessions, il est vrai, restent à l'état de promesses.

Le second point remarquable est la ténacité du Tiers à accuser la noblesse de peser sur les classes rurales : « Défendez, sire, les corvées qui chargent le peuple autant que les tailles ; un pauvre homme est contraint de laisser ses semailles, d'abandonner son

allégé les impôts (1). Il faut croire que les abus dont les paysans pâtissaient avaient reparu en l'espace de quatre ans. Peut-être est-ce là l'origine du mécontentement des agriculteurs qui devait aboutir aux nouvelles Jacqueries de 1636 à 1639.

Montchrétien ne propose ni système protectionniste, ni système libéral, soit qu'il veuille passer sous silence la politique libre-échangiste de Henri IV, soit qu'il pense qu'aussitôt encouragée par le retour des nobles, servie par une population rurale mieux instruite, plus libre et plus forte, l'agriculture reprendra son rang sans le secours d'artifices douaniers.

août et d'aller à la corvée pour le gentilhomme.... Combien de gentilshommes ont envoyé des gens d'arme chez leurs voisins et quelquefois en leurs propres villages pour se venger d'eux, ou de corvées non faites ou de contributions non payées... de sorte, sire, qu'à bien considérer tous les États de votre royaume, on trouvera les vertus de nos pères entièrement taries en nous. La gangrène ou vice a tantôt gagné les plus nobles parties du corps. » (Picot, op. cit., p. 381, 82, 400 et suiv.). Et Montchrétien : « on peut dire que les laboureurs sont les pieds de l'État... c'est par eux que vous soudoyez vos armées, que vous payez vos garnisons, c'est par eux que votre noblesse vit et que vos villes sont nourries. (*Ed. F. B.*, p. 43. — *Ed. 1615*, I, p. 63.)

(1) Depuis 1595, Henri IV prit une série de mesures dans l'intérêt des classes rurales. En 1598 il les protège contre les bandes armées ; en 1600, il réduit la taille qui baisse désormais progressivement et, de vingt, arrive à quatorze millions ; il en perfectionne le mode de perception, etc.

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Forge. — La métallurgie est « l'art des arts ». Elle les contient tous en puissance, puisque tous emploient l'acier.

Il est à remarquer qu'il ne donne pas d'abord à la métallurgie une utilité militaire. La fabrication des armes passe après la fabrication des faux et des machines. Il y a même comme un besoin d'excuser la fabrication des armes : c'est par une nécessité de défense légitime que l'homme forge des épées. Puis, comme s'il eût regretté ces paroles, et craint d'être accusé de timidité auprès de l'aristocratie batailleuse, il fait l'éloge des armes : « Grâce auxquelles la gloire de cest État est monté jusques au ciel ». Il ne faut point s'arrêter à cette contradiction, il vaut mieux souligner que l'idée de la défensive seule est fortement exprimée.

Il est surprenant de ne pas rencontrer plus de détails techniques sur la forge ; rien ne révèle spécialement le maître de forges, il se contente de considérations générales un peu vagues. Il réclame l'application d'un protectionnisme sévère, afin de lutter contre la métallurgie allemande (1) : l'effet des

(1) A la fin du règne d'Henri IV, les fabricants de faux établis à Vizille et à Voiron, en Dauphiné, voyant leur industrie menacée par des produits étrangers, sollicitèrent la prohibition des faux étrangères et le monopole de la fabrication française (FAGNIEZ, 158).

guerres religieuses ne s'était pas fait attendre. Les craintes de Montchrétien ont quelque ressemblance avec celles qu'on entend formuler après chaque Exposition, où les sections allemandes présentent leurs ouvrages métallurgiques.

Or, à cette époque, l'exploitation des mines, la proximité de la matière première étaient deux causes déterminantes du développement métallurgique allemand.

Vêtement. — La forge fournit les faux qui coupent les blés : la forge, secondant ainsi l'agriculture sert indirectement à l'alimentation. Préservé de la faim, l'homme se vêt. Montchrétien consacre d'assez longues pages aux industries du vêtement dont il déplore que l'homme ait tiré vanité ; d'après lui, les plus graves désordres des États, la ruine des familles nobles qui portent « leurs moulins, leurs forêts, leurs prés sur le dos (1), » les aspirations des classes inférieures à imiter les classes plus élevées, la recherche de l'apparat et le dédain des vertus intimes, la disparition des différences sociales, l'affaiblissement de toute hiérarchie, la menace de l'anarchie, la cause en serait due à la vanité, que les arts du vêtement ont peu à peu exaspérée. Dans une tirade violente, où il est aisé de retrouver l'âpreté coutumière aux orateurs du temps de la Ligue,

(1) *Ed. F. B.*, 59. — *Ed. 1615*, I., p. 82.

Montchrétien combat le luxe, avec les arguments de Sully.

Ce sont ensuite des préceptes de pure pratique, soit au sujet de la chapellerie qu'il veut défendre contre les fraudes grossières de l'étranger (1), soit en ce qui concerne les toiles auxquelles les eaux de la France donnent une blancheur incomparable, et dont il traite avant l'industrie drapière, pour cette raison naïve que « la chemise est plus près de la chair que le pourpoint. » Il signale les manœuvres des Hollandais, il regrette l'hospitalité que Henri IV leur octroya et qui eut pour résultat de les accoutumer de vivre et de « ménager en France » préférant « s'habituer en lieux propres et commodes au blanchissement de ceste manufacture que d'y travailler chez eux-mêmes ».

Ils accaparent cette industrie qui procure du travail non seulement aux hommes, mais aussi aux femmes « qui gagnent plus en ne bougeant de leurs maisons, que leurs maris en tracassant de ça et là ». Montchrétien le regrette d'autant plus que le commerce des toiles avec l'Espagne faisait affluer en

(1) Sur les instances du Conseil du commerce, Henri IV avait autorisé l'installation d'une fabrique de toiles fines et « façon de Hollande ». La Commission prétendait que la France les payait jusqu'alors très cher aux étrangers « où il se transporte une grande quantité d'or et d'argent ». La Commission pensait délivrer l'Etat de l'importation des toiles hollandaises. Montchrétien juge tout autrement cet essai d'acclimation industrielle.

France une quantité notable de numéraire espagnol, alors avidement recherché par tous les pays.

Pour l'industrie du drap, il se plaint, au contraire, que les artisans français aient instruit les Anglais. Montchrétien assiste ainsi à une évolution fatale. Il était naturel que l'industrie drapière française cédât devant l'extension manufacturière de la Grande-Bretagne. L'Angleterre disposait de la matière première en quantité toujours suffisante et son régime territorial économique coïncidait avec un système développé d'organisation du travail ; elle pouvait imposer au continent des « futaines et des bures » dont le prix très moyen triomphait des produits français plus coûteux. Rouen était à peu près la seule ville qui résistât, grâce à sa fabrication de draperie fine ou draperie marquée du sceau royal. La décadence du commerce des draps a une autre cause que la faiblesse des gouvernements à l'égard de l'importation étrangère, elle tient à un déplacement de l'activité industrielle et à la vogue des étoffes de soie.

Il est difficile de distinguer dans le *Traicté* les influences des livres ou des événements antérieurs, autrement que par des rapprochements et des analogies, puisque Montchrétien ne cite presque jamais un nom et ne précise jamais une date. Cependant, encore qu'il ait séjourné en Angleterre, tandis que paraissaient, en France, les déclarations généralisant la sériciculture, il est peu probable que

les œuvres de Laffémas et d'Olivier de Serres, les premières expériences tentées par le roi dans le jardin des Tuileries, les divergences d'opinions politiques entre Henri IV et Sully, Montchrétien les ait ignorées complètement, ainsi que le prétend M. Funck-Brentano, parce qu'il estime à cinq cent mille livres les bénéfices, réalisés par l'ensemble des provinces travaillant la soie, alors que la ville de Lyon en réalisait à elle seule quarante millions d'écus ; il ne faut pas conclure de là qu'il ne possède aucune donnée historique sur l'industrie de la soie ; car, nous rencontrons dans le *Traicté* certaines remarques de Laffémas sur l'usage des bas de soie, et quelques observations d'Olivier de Serres sur le profit que le pays peut tirer de l'exploitation du luxe (1) (il oublie ce qu'il a écrit contre le luxe quelques pages auparavant et ce n'est pas la première contradiction que nous ayons relevée).

Il ne compare pas « l'art de la soyerie » aux industries de nécessité première ; il ne lui semble pas hostile, comme le fut Sully, et l'envisage ainsi qu'il

(1) O. DE SERRES écrit : « Pour faire tant plus expérimenter au mesnager la libéralité de la nature, je le vestirai et meublerai pompeusement, en lui donnant l'adresse d'avoir abondance de soie dont il tirera grands deniers » (BONNAL, op. cit., p. 30), et MONTCHRÉTIEN : « Celuy s'imaginera facilement le profit qu'en tireront les personnes de tout âge et de tout sexe, qui connoist les véritables appétits du luxe à quoi notre nation est sujete » (*Ed. F. B.*, p. 78. — *Ed. 1615*, p. 100).

envisageait les autres arts nationaux. Le Prince prohibera l'importation des soieries italiennes (1); et, comme la recherche des étoffes de soie correspond à un désir plus qu'à un besoin, le Pouvoir en défendra l'usage, s'il ne parvient à en commander exclusivement la fabrication (2).

Qu'il s'agisse des dentelles ou des cuirs, Montchrétien ne se lasse de répéter avec une obstination puérile ces deux propositions, d'apparence contradictoires, que la France a une supériorité incontestée sur les États rivaux et qu'elle doit observer une politique protectrice.

Imprimerie et Librairie. — Et quand il aborde la genèse de l'imprimerie, après avoir tracé un parallèle littéraire entre l'invention de Guttenberg et la découverte de la poudre par Schwartz « moine et alchimiste de la même nation qui inventa l'artillerie, vraie foudre d'enfer, au détriment universel de tout le monde (3), » il est forcé de reconnaître la gloire d'un Allemand; il est vrai qu'il ajoute aussitôt : « l'Angleterre et la Hollande nous doivent également la science et pratique qu'ils en ont. »

De l'imprimerie, sur laquelle il semble assez

(1) La France souffrait, pour la soie, d'une importation italienne analogue à l'importation anglaise de la laine (voir FAGNIEZ, p. 109).

(2) *Ed. F. B.* p. 78. — *Ed. 1615*, I, p. 100.

(3) *Ed. F. B.* p. 89. — *Ed. 1615*, I., p. 3.

documenté (1), il passe à la librairie et la protection qu'il sollicite pour elle est à la fois économique et morale; sa haine et sa terreur de l'étranger vont jusqu'à lui faire interdire la vente de « la doctrine étrangère qui empoisonne nostre esprit et corrompt nos mœurs (2) ». A quelle littérature religieuse ou économique fait-il allusion? Peut-être songe-t-il aux ouvrages inspirés par l'ancien anabaptisme, ou à Morus, ou à Machiavel dont les doctrines, violemment critiquées par Bodin, étaient jugées contraires à la morale.

De toute façon, Montchrétien combat les longs privilèges, il les veut réduire à quatre ou six ans, estimant que ce délai est suffisant à l'auteur d'un bon livre pour en tirer profit et que les privilèges à longs termes favorisent les contrefaçons étrangères. Son désir de répandre les œuvres de valeur, sans contrainte ni réglementation d'aucune sorte, est encore une conséquence de son nationalisme : le livre est un produit dont la nation doit bénéficier.

Verrerie. — Enfin, il cite la verrerie qu'il désigne sous le nom de « noble manufacture » en souvenir des ordonnances qui, non seulement autorisaient les nobles à s'y livrer sans déroger, mais encore

(1) A Caen et à Rouen, l'art de l'imprimerie était très développé.

(2) *Ed. F. B.*, p. 92. — *Ed. 1615*, I., p. 114.

conférait aux verriers roturiers un titre de noblesse (1).

Telles sont les principales industries qui tiennent en puissance la richesse entière de la nation. La fin du Livre I est consacrée aux conclusions que nous avons cru rationnel d'exposer au début de cette analyse.

Toutefois, avant d'examiner ce que le deuxième et le troisième livre enseignent sur la circulation, sur la richesse en mouvement, il reste à éclaircir quelques sujets fondamentaux de toute économie politique.

Montchrétien ne soupçonne pas le rôle du capital, car ce n'est pas en tant que capital qu'il a parlé des machines et de l'outillage. L'homme est pour lui le capital : il crée des utilités, c'est-à-dire des richesses, tant que le sol et la nature lui fourniront la matière première. Il ne formule pas une fois le concept cependant primitif d'une adaptation de capital, ou produit du travail antérieur, à la production actuelle. La notion de capital ne se dissocie pas de la notion numéraire, et comme le numéraire doit demeurer dans la nation et ne pas être échangé, il est évident que l'industrie n'en retirera aucun secours. Il se représente l'industrie vivant d'elle-même (ce qui suppose, il est vrai, un capital accumulé préexistant),

(1) L'esprit de ces ordonnances, en vigueur depuis Louis XI, était de lutter contre Venise. Henri IV décida que la verrerie ne conférerait plus la noblesse.

grâce à Dieu qui a dispensé les premiers biens et grâce à l'homme qui les a fait fructifier ou les a transformés en objets d'usage. Chaque centre industriel est un centre productif que le pouvoir protégera contre les accidents qui peuvent ralentir son activité ; c'est un foyer, alimenté par le travail, d'où rayonne la richesse sans l'aide de la puissance intermédiaire du capital. L'harmonie naturelle dirigera l'industrie qui ne saurait être limitée par le capital. L'industrie française est indépendante, car la France a été élue par Dieu pour faire la loi aux autres États et leur distribuer l'excédent de sa consommation.

Aussi, pour Montchrétien, il n'y a pas plus de travail improductif qu'il n'y a de consommation productive. L'homme oisif est rebelle à la loi divine du travail ; il est inutile, il est un danger pour le pays, un élément de discorde ; Montchrétien ne le considère pas comme un consommateur improductif, parce que cette pensée aurait pour contre-partie la notion d'une consommation productive et il place la consommation en face de la production dans un contraste absolu. Lorsqu'il dit « la nécessité des choses en fait le travail et l'usage en produit l'abondance », il entend que la production est déterminée par le besoin de vivre ; qu'une fois produites les choses provoquent, chez le consommateur, un désir nouveau de consommation, mais il ne concilie nullement l'action réciproque de la consommation sur la production. La nature a exigé d'un côté une certaine con-

sommatation et de l'autre elle a doté l'homme d'éléments et de moyens de production illimités ; il ne peut donc y avoir équilibre entre elles que lorsque l'homme est négligent, car l'emploi raisonné de toutes les énergies amène, selon la volonté de Dieu, l'accroissement progressif de la production.

Que deviendra cet excédent de production ? Le pays le convertira par l'échange en numéraire et ce numéraire, il le conservera, non, comme nous l'avons signalé plus haut, parce que le numéraire est synonyme exclusif de richesse, mais parce que le pays n'accumulera jamais trop de métal précieux, afin de lutter contre le renchérissement provenant de la dépréciation des monnaies, et de subvenir aux charges qui ont augmenté en même temps que le revenu : « De vrai, nous sommes devenus plus abondants d'or et d'argent que n'étaient nos pères ; mais non pas plus aisés et plus riches (1) ».

En tout ceci, Montchrétien n'innove rien, il est bien l'interprète des idées économiques de son temps.

Il faut reconnaître qu'il a conscience du jeu de l'offre et de la demande. La « nécessité des choses » constitue la demande et, comme cette nécessité est d'ordre supérieur, constante, la demande ne faiblira jamais ; il faudra que l'offre y réponde d'une façon constante : la sanction serait un déplacement de la

(1) *Ed. F. B.*, 241. — *Ed. 1615*, I, p. 154.

demande vers d'autres sources productives, vers d'autres pays. Si le but du travail humain est la satisfaction de la demande, le but du travail national est de contenter la demande nationale, d'abord, internationale ensuite.

Il a de même conscience du rapport ou de l'équation des deux termes autour desquels gravitent les valeurs et les prix : « rien ne cause tant l'avilité que l'abondance ; l'abondance provient du labeur de plusieurs et le labeur de plusieurs ne peut manquer ès-choses qui sont de bonnes ventes (1) ».

Nous n'avons pas à commenter ces brèves propositions dont il restreint constamment la portée dans une étroite application politique des réalités économiques.

Le livre des *Manufactures* contient plusieurs remarques heureuses sur la production, au milieu d'un grand désordre et de tout un fatras de conseils techniques ; peu d'entre elles ressortent de l'ensemble des croyances ou préjugés contemporains ; beaucoup sont intimement liées à l'histoire sociale du règne d'Henri IV.



(1) *Ed. F. B.*, p. 54. — *Ed. 1615*, I, p. 77.

CHAPITRE II

De la Circulation et de l'Échange

Nous avons dit que nous comprendrions dans une seule analyse, les deux livres du commerce et de la navigation. Le commerce est la fin de l'activité nationale, la navigation en est le moyen ; elle porte aux nations éloignées les produits nationaux, ou vers la métropole les produits exotiques, elle ouvre des débouchés, elle fraie des routes nouvelles, elle augmente, par l'adjonction des colonies, les productions du pays. Le troisième livre doit faire corps avec le second. Nous ne nous bornerons pas à cette seule modification ; nous ne respecterons pas l'ordre des matières indiqué comme il suit par Montchrétien :

- 1° Du commerce intérieur et extérieur ;
- 2° De la trop grande immunité de quelques étrangers ;
- 3° De la monnaie ;
- 4° De l'inégalité de traitement entre Français et étrangers ;
- 5° De la différence de l'allié et du citoyen ;
- 6° Des commissionnaires ;
- 7° Du trafic des épices ;
- 8° Des Compagnies et Sociétés ;

9° Des ventes et achats qui se font dans les provinces.

Nous croyons sans intérêt de suivre ce plan ; plus simple et plus clair de présenter dans une succession normale les postulats de Montchrétien sur la circulation et l'échange.

Il étudie ces deux manifestations de la vie économique au livre qui, primitivement, devait être intitulé : *Trafique*. C'est un long exposé des conditions plus ou moins favorables au développement d'une nation donnée. Il a comparé l'Etat à un organisme dont la fonction crée des richesses et décerné aux marchands un rôle cérébral, ils sont les centres moteurs de cet organisme. Le commerce c'est la nation en mouvement, mouvement auquel le pouvoir imprime la direction voulue (1).

§ 1. — LÉGITIMITÉ DU COMMERCE

Avant d'aborder l'étude du commerce, il désire la légitimer.

Il se souvient qu'il a basé son livre précédent sur l'aphorisme : « Que le pays se suffise à lui-même ». Il lui faut réfuter les objections que son absolutisme pourrait soulever. De même que la production, le commerce est dominé par la nécessité. Le pays ne peut espérer de sa seule productivité toutes les ressources indispensables à son exis-

(1) *Ed. F. B.*, pp. 32, 137. — *Ed. 1615*, I, p. 44, liv. II, p. 9.

tence. Aussi, étant admis le principe de la nation se fournissant elle-même, il répond à la première objection, que deviendra « le trafic de peuple à peuple ? » : le trafic sera permis pour les produits qui sont bien la propriété de chaque pays. Tel est le plomb d'Angleterre qu'on échange contre les vins français.

2° Que deviendront les négociations et les relations avec l'étranger ? La réponse est plus simple et plus catégorique encore : la nation a bien assez de labour à s'occuper d'elle-même et les relations avec l'étranger distraient les nationaux des travaux utiles.

3° Les alliances ne se perdront-elles pas ? En économiste pour qui le travail est le premier bien, il s'inquiète du maintien des alliances, gages de pacification et auxiliaires du travail ; mais cela ne signifie pas qu'il recherche à tout prix les alliances ; il en donne même une définition dont la brutalité politique rappelle Machiavel (1) : on ménagera les pays rivaux uniquement pour s'assurer le calme fécond, on respectera les alliances dont le pays retire quelque bien ; Montchrétien justifie les manœuvres aux traités peu avantageux. Le souverain n'aura donc à considérer que les alliances utiles.

4° Les pays voisins ne seront-il pas offensés ? On

(1) MONTCHRÉTIEN écrit : « son intérêt et la commodité de ses peuples doivent être le seul but du souverain ».

ne doit redouter aucun ressentiment des peuples voisins si le traitement est égal et réciproque, avec une notion réciproque de l'équité. En quoi les étrangers se plaindraient-ils si nous nous suffisons et veillons avec soin à notre bien-être ? Quant à l'hypothèse d'un conflit, Montchrétien en sourit, car les autres nations ne peuvent que souhaiter « l'augmentation, la force et la grandeur de notre Estat ».

Il assujettit donc le commerce national à l'utilité nationale.

Il n'est pas éloigné de désirer entre la France et les autres pays une sorte de troc. En tout cas, il applique à l'échange international le principe antérieur de l'égalité, de la justice et de l'équivalence des opérations commerciales (1). L'enrichissement des négociants français par le commerce avec les nationaux ne nuira pas au pays puisqu'il y a là simple déplacement de numéraire. Au contraire, dans les opérations commerciales avec l'étranger, comme il peut arriver que l'un des contractants ne réalise de bénéfices qu'aux dépens de l'autre (2), le

(1) Même aux yeux des Réformateurs, le principe de justice qui devait présider aux relations d'échange, avait son expression dans une sorte d'*æqualitas*, et comme on considérait la richesse ainsi qu'une quantité limitée, une classe ne pouvait s'enrichir qu'en en appauvrissant une autre (voir DE GIRARD, 239).

(2) « On dit que l'un ne perd jamais que l'autre n'y gagne, cela se connaît mieux en matière de trafic » (*Ed. F. B.*, p. 161. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 38).

pays se défendra en sollicitant de l'étranger l'acquisition de denrées ou de marchandises qui lui font défaut et lui sont indispensables. La nation a le droit d'attendre un gain de ses opérations commerciales, comme le simple marchand.

Au sujet du gain, la survivance des discussions de l'économie religieuse est très sensible ; déjà, saint Thomas d'Aquin justifiait ainsi le commerce : « il est licite lorsqu'il est exercé dans l'intérêt du public, afin que le pays soit fourni de tout ce qui est nécessaire à la vie ». Montchrétien blâme Aristote d'avoir cru possible d'exclure les marchands de la République et pense évidemment aux Pères de l'Église : « tous les discours des philosophes contraires à ceste résolution, établie et fondée dans la raison même sont autant de chimères en l'air (1) ». Il rappelle que Platon vendit des huiles pour faire « emplette de sagesse, » enfin, que les marchands, dans beaucoup de Républiques, sont considérés comme des bienfaiteurs.

Le commerce nécessaire demeurera honnête. La recherche du gain pour le gain (et ici, il se sépare des théologiens) est morale. La soif d'acquérir est un moteur de l'activité humaine. On n'accusera pas les marchands de vouloir trop gagner quand le gain résulte d'une convention. L'homme qui altère cette convention est coupable, le fait ne peut rejaillir sur

(1) *Ed. F. B.*, p. 139. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 11.

le gain, *in abstracto*, légitime comme le salaire et qui, comme lui, sera réglementé par la police. Il faudra, cependant, que le gain ne soit pas scandaleux, disproportionné avec le service rendu. Il reproduit le vieux débat sur le juste prix ; les termes dont il se sert aux pages 12, 13 et 14 de l'édition originale sont exactement ceux des économistes religieux : « vouloir, au demeurant, en tirer un honneste gain, un moyen de commodément vivre, cela ne fut jamais réprouvé, car, rien n'empesche qu'il ne soit destiné à quelque fin ou nécessaire ou honnête, comme pour exemple si quelqu'un en négociant, cherche à profiter modérément, prenant pour son but l'entretien de sa maison et la subvention aux pauvres, ou bien s'il s'emploie pour l'utilité commune... C'est au directeur de police de donner ordre que les choses à vendre se vendent au plus juste prix, de tenir la main aux fraudes... (1) ». Saint Thomas s'exprimait ainsi : « le commerce est licite lorsque le marchand cherche un gain modéré pour subvenir aux besoins de sa famille ou pour l'assistance des indigents (2) ». Quant à l'intervention de l'État pour régler le juste prix, la moyenne valeur d'échange, saint Thomas n'en parle pas ; pour lui, le juste prix sera réglé par les contractants, dans un même souci de l'équité.

(1) *Ed. F. B.*, p. 141. — *Ed. 1615*, liv. II, pp. 10, 11, 12 et suiv.

(2) *ASHLEY*, II, p. 452.

La modification que Montchrétien apporte à la théorie de la *Somme* est d'origine réformiste. Il se sert des arguments de Luther en faveur de l'immixtion du pouvoir central. Luther, qui condamnait le gain illicite avec des raisonnements analogues à ceux de saint Thomas et imprimait, soixante ans avant l'adolescence de Montchrétien, une force nouvelle aux dissertations canoniques, demandait que le prix de vente fût fixé à l'avance par des taxes officielles. De cette façon, le gain ne serait ni supérieur ni inférieur à la somme nécessaire à rémunérer la peine, le travail, les frais et le risque (1).

Pour Montchrétien, la concurrence ne sera légitime qu'autant qu'elle stimulera les marchands à vendre dans les limites d'un gain honnête. La concurrence étrangère ne sera tolérable que lorsqu'elle n'arrêtera pas la force productive du pays.

Mais le temps est loin où les auteurs précédents dont il se fait un instant l'écho prétendaient : « il est honnête que l'abondance d'un pays remédie à la disette d'un autre ». Le pays bien pourvu profitera de la détresse voisine. Montchrétien se sépare également de Sully qui répète, à peu près, le langage scolastique en déclarant à Henri IV que « par le commerce et trafic des choses dont les uns ont abondance et les autres disette, la fréquentation,

(1) DE GIRARD, p. 241.

conservation et société humaine, soit entretenue entre les nations (1) ».

Donc, le commerce est un droit, parce qu'il répond à une nécessité.

Les préceptes moraux présideront à son exercice, mais son but non dissimulé sera d'accroître le stock du métal précieux par l'ensemble des traditions et des échanges. Après avoir énoncé au Livre I, la supériorité économique du fer sur l'or, il déclare maintenant que « l'or s'est maintes fois connu plus puissant que le fer (2) ». Il est vrai que la phrase est ambiguë, car, l'expression métaphorique « fer », peut être synonyme « d'armes ». Le voilà s'élevant avec ironie contre les philosophes qui considèrent le métal précieux ainsi qu'un ennemi : l'or et l'argent sont les premiers auxiliaires des républiques ; l'or, prix du travail, est indispensable au trafic et Montchrétien cite l'exemple de la Hollande rapidement enrichie, la Hollande, adversaire dangereux qu'il ne peut se défendre d'admirer, car elle a su joindre « au labeur français la ménagerie anglaise ».

Toutefois, cette course à l'argent, qu'il appelle pittoresquement une *faim d'or*, cette quintessence du gain amassé par le « trafic, le labeur et l'industrie des sujets », ne seront licites qu'à la condition

(1) *Economies royales*, p. 115 (cité par PIGEONNEAU, II, 315).

(2) *Ed. F. B.*, p. 142. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 15.

de « fournir aux despenses de l'Estat, aux nécessités de la couronne (1). » On a remarqué l'ordre dans lequel il vient d'énumérer les sources de gain ; en plaçant le trafic en tête, peut-être a-t-il l'intuition, qui ne se précise d'ailleurs pas au cours de l'œuvre, que le commerce crée une valeur nouvelle, indépendante de la valeur intrinsèque des produits.

§ 2. — NATURE DU COMMERCE

Le commerce est de deux sortes « il est du dedans et du dehors ». Colbert se servira encore de ces expressions cinquante ans plus tard (2).

Montchrétien analyse ces « deux sortes de commerce » ; il compare leurs avantages avec une préférence marquée pour le commerce intérieur, conséquence naturelle du thème posé au Livre I. Bien que l'autre soit « plus grand, plus fameux, plus hasardeux et à perte et à profit », Montchrétien ne dissimule pas qu'avec une sage ordonnance du premier, le pays pourrait éviter les périls du second. L'État devrait se contenter du trafic intérieur en le préservant des accaparements de l'étranger et chaque ville imiter Londres. Là, les métiers sont délimités en plusieurs classes où les trafiquants ne peuvent entrer dé-

(1) *Ed. F. B.*, p. 145. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 19.

(2) *Ed. F. B.*, p. 146 (*note*).

finitivement qu'après un stage de sept ans, ils y sont en quelque sorte enrégimentés, soumis à une discipline et à une hiérarchie spéciales. Montchrétien, d'ailleurs, paraît moins porté vers le commerce extérieur que ne le fut Sully, dont l'imagination avait été frappée par les villes hanséatiques et les républiques italiennes (1).

Les villes hanséatiques avaient montré la puissance du groupement, de la communauté d'intérêts, au moment où les Etats souffraient d'une division territoriale et politique. Elles avaient dominé les marchés européens. D'un autre côté, les républiques italiennes furent les rivales dont Sully, Laffémas et Henri IV redoutèrent la robuste organisation industrielle.

§ 3. — LE COMMERCE INTÉRIEUR ET LES ÉTRANGERS

L'hostilité de Montchrétien pour l'étranger prend la physionomie d'un véritable système.

Il revient sur ce qu'il a exposé au livre des manufactures et signale la trop grande liberté dans l'exercice du commerce en France, l'invasion des étrangers dans les centres industriels. Il demande au Gouvernement plus de prudence pour l'attribution des droits de naturalité. Une lettre des commerçants de Rouen à Richelieu (2), datée de 1626, montre

(1) BONNAL, *op. cit.*, 58.

(2) FAGNIEZ, p. 290.

que les Espagnols, Portugais et Anglais s'installaient librement et que les supplications de Montchrétien étaient demeurées sans le moindre effet. C'est sans doute à Rouen que Montchrétien a contracté cette irrémissible aversion pour eux ; il va jusqu'à déclarer coupables les facilités de séjour accordées par Henri IV (1), puis, comme ils se sont mêlés aux artisans des villes, il demande encore que ces villes soient garanties par des privilèges spéciaux. Il évoque aux yeux des souverains qu'il espère intimider, un soulèvement probable du peuple contre les concurrents déloyaux et le gouvernement qui tolère un tel état de choses. Enfin, les nationaux se découragent, et il décrit avec une certaine pénétration la lassitude de l'effort stérile, l'abandon de la confiance, cet élément psychologique que le pouvoir s'efforcera de maintenir chez les classes laborieuses.

Pour motiver l'éloignement des étrangers, Montchrétien donne deux raisons qui étaient, dit-il, inconnues des ancêtres, et il formule cinq principaux griefs. Les deux raisons, l'une générale, l'autre particulière sont purement historiques : 1° les étrangers n'entraient en pays quelconque que par le fait de la guerre ; 2° la France avait possédé un moment la première marine du monde.

(1) Le gouvernement n'envisageait pas cette immigration avec la même inquiétude que ceux à qui elle venait faire concurrence. L'intérêt majeur à ses yeux était de ranimer le trafic. Là où la population manquait pour cela, il n'hésitait pas à la tirer du dehors (FAGNIEZ, p. 291).

Que les étrangers n'aient jamais pénétré en France qu'à la suite de faits de guerre, et qu'ils en aient été chassés par les armes, que la nation ne les ait jamais attirés pour un motif mercantile, c'est là une erreur complète dont l'origine est en Bodin (1).

Et que la France ait possédé une marine supérieure à celles de la Hollande ou de l'Espagne, c'est là, encore, une des nombreuses exagérations patriotiques de Montchrétien. Il semble toutefois exact qu'en abordant le Brésil, les Portugais rencontrèrent des bateaux dieppois. Il est vrai que les navires français apportaient à la métropole les épices et les denrées exotiques sans qu'on eût recours aux intermédiaires; il est certain aussi que les derniers Valois ruinèrent le commerce maritime comme ils ruinèrent l'agriculture et l'industrie, arrêtant net, avec les guerres de religion, l'élan que la nation avait pris depuis la disparition du régime féodal.

Le XVI^e siècle a laissé de nombreux écrits (2) que Montchrétien a peut-être consultés et qui témoignent de la détresse du trafic. Les Espagnols, après les troubles religieux, parcouraient le territoire par bandes de vingt mille pillards (3). Montchrétien constate qu'ils sont restés. Ils ne saccagent plus les

(1) *République*, liv. IV.

(2) Parmi lesquels les statistiques macabres de FROUMENTEAU.

(3) PIGEONNEAU, II, p. 180.

villes, mais ils trafiquent. Il critique le traité (1) qui rétablit les relations commerciales avec l'Espagne : la paix rêvée par Henri IV avec l'Angleterre et l'Espagne ne lui apparaît que comme un moyen offert aux marchands de ces deux royaumes, délivrés de toute entrave, de s'introduire en France. Il oublie les résultats désastreux (2) de la sanction prohibitive infligée en réponse aux droits de 30 % dont l'Espagne frappait les marchandises françaises et juge sévèrement la politique précédente avec l'Angleterre.

Les principaux griefs de Montchrétien sont suscités par la politique trop généreuse de Henri IV et trop molle de la Régence. D'abord, les capitaux s'expatrient. L'étranger offre des revenus supérieurs de 2 ou 3 % aux revenus français, c'est-à-dire un intérêt égal à celui de l'argent avant l'année 1601 (3).

En outre, les étrangers n'accaparent point que le capital. En trompant l'opinion, en corrompant quelques magistrats soudoyés par les grands négociants commissionnaires, les Anglais et Hollandais exer-

(1) Traité de 1604.

(2) Les marchands de Marseille s'étaient révoltés : « pendant qu'on les forçait de demeurer les bras croisés, ils voyaient les Italiens venir à leur barbe leur enlever leurs denrées et leur dérober leurs profits » (SULLY, *Mémoires*, IV, p. 160).

(3) En 1601, Henri IV abaissa l'intérêt de 9 % à 6 % pour faciliter le paiement des dettes contractées entre particuliers pendant la perturbation de la Ligue.

cent dans les propres magasins des marchands français, dans les ports et les villes, le commerce de gros et de détail à un bon marché ruineux pour les artisans nationaux. Il en résulte un dommage matériel, puisque les marchands font banqueroute et un dommage moral, puisque la jeunesse, se désintéressant des opérations infructueuses, s'adonne à la débauche (1).

C'est, pour Montchrétien (qui traite, on ne sait pourquoi, ce sujet en deux passages différents) une suprême honte, de voir ses compatriotes servir de « ministres » aux étrangers. Ces derniers usent de deux catégories de citoyens : ceux qui, possédant quelques capitaux, se méfient des entreprises individuelles et ceux qui, dénués de ressources, se louent à gage.

Ce louage de service serait le vrai facteur du double profit réalisé par l'étranger. Montchrétien décrit ainsi le jeu des négociations espagnoles : l'Espagne envoie directement à ses commissionnaires français les produits des Indes qui, dégrevés de droits, sont vendus à meilleur compte que les mêmes denrées acquises aux colonies par les Français ; et les mêmes agents achètent en France des produits qu'ils expédient en Espagne et aux Indes, dégrevés des taxes imposées aux marchandises françaises. Le gain du commissaire étant infime, la

(1) *Ed. F. B.*, p. 168. — *Ed. 1615*, II, p. 45.

commission constitue un véritable leurre. Montchrétien, sans s'en douter, réclame la réapplication de l'ordonnance de 1586, qui n'autorisait les étrangers à vendre que dans les foires; en dehors de ces foires, ils étaient contraints de s'adresser à des commissionnaires officiels limités en nombre. L'institution de ces commissionnaires officiels avait été nécessitée par l'intérêt des négociants et surtout des corporations dont le monopole serait devenu illusoire. En fait, on n'observe pas l'ordonnance, quelques documents du temps et le *Traicté* le prouvent.

De plus, la France est sillonnée de colporteurs, de « forains » ambulants, qui achètent certaines denrées pour les vendre plus loin; « tirant » sur les petits métiers comme les gros marchands « tiraient » sur les industries plus considérables, ils complétaient l'œuvre de spoliation. Ce grief avait une portée réelle. Les provinces n'étaient en relation que d'une façon très irrégulière et les échanges ne s'accomplissaient entre elles qu'avec lenteur et danger.

Ces colporteurs, si leur trafic prospérait par la connaissance acquise des besoins et des ressources des contrées parcourues, facilitaient au moins aux provinces la réciproque pénétration de leurs produits. Tel était l'effet utile de leur activité dont Montchrétien n'aperçoit que le côté égoïste.

Le quatrième grief est très spécial : les domestiques et serviteurs sont tous employés chez des étrangers dont ils reçoivent des gages supérieurs.

Enfin les étrangers déprécient la monnaie en se livrant à un trafic illégal des métaux précieux ; nous examinerons plus loin les pages qu'il consacre à la question monétaire.

Aux conséquences malheureuses de l'altération des monnaies, s'ajoutent les fraudes douanières. Elles absorbent, dit-il, un sixième des droits de douane.

De tous les côtés, la contrebande s'exerçait et surtout sur les matières les plus imposées comme la soie (1).

Il réclame une surveillance douanière à l'entrée des fleuves et non à quelques lieues en amont, comme on a tort de le faire, dit-il, pour les bateaux qui, remontant la Seine, devraient être inspectés au Havre et non à Quillebeuf. Il redoute l'arrivée des navires de commerce étrangers dans les ports, pour cette raison que, des ports, les navires avancent dans le pays. Et, à ce sujet, chose singulière, il vante la commodité de la navigation fluviale au livre du *Commerce* et regrette, deux cents pages plus loin, les travaux entrepris par Sully pour le creusement des principaux canaux : « si nostre feu roi Henry eust entrepris quelque tel ouvrage au lieu

(1) Henri IV, voulant développer la sériciculture, avait réservé à la seule ville de Lyon le privilège de faire venir des soies d'Italie. Ce commerce enrichissait Lyon plus que la production et la fabrication de la soie.

du canal de Briard où de si grandes sommes d'argent ont été si inutilement dépendues (1) ».

Parmi les nombreux projets de canalisation que formèrent Henri IV et Sully, on est accoutumé de retenir presque exclusivement le canal de Briard (2). Ce canal dont l'exécution fut activement poussée sous les yeux du roi, inaugurait un système nouveau (3); de grosses sommes y avaient été consacrées (4), mais il n'était pas achevé en 1610. Il ne restait plus que deux lieues à tracer quand survinrent la mort du roi et la disgrâce de Sully. Montchrétien obéit au ressentiment général, il souscrit à l'animosité des ennemis de Sully, qui alléguaient que la continuation de l'ouvrage ne serait d'aucune utilité pour le public (5). L'œuvre avait été mieux comprise en son esprit économique par un contemporain (6).

(1) *Ed. F. B.*, 308. — *Ed. 1615*, liv. III, p. 247.

(2) Le creusement du canal de Briard était la réalisation d'un plan qui consistait à unir la Méditerranée à la mer du Nord.

(3) Canaux à point de partage.

(4) « Le canal qui se faict pour joindre les rivières de Seine-et-Loire coûte 180.000 écus (deux millions) en trois ans. » (SULLY, cité par POIRSON, *Histoire de Henri IV*, III, 440).

(5) DE THOU, cité par POIRSON.

(6) Voir BONNAL, p. 49.

LES MONNAIES

Nous réunissons, en terminant ce paragraphe, les fragments relatifs à la monnaie épars dans le *Traicté*, aux observations du Livre II.

Le danger que les étrangers font courir au pays du « fait des monnaies » est le billonnage.

Ce qui n'est qu'un détail du problème monétaire envisagé dans son ensemble, devient une question capitale pour Montchrétien. Il part de cette remarque particulière pour s'élever à des considérations générales ou pour proposer un remède à la crise dont il attribue la cause principale au trafic des étrangers et des changeurs. Nous examinerons en premier lieu ces considérations générales, c'est-à-dire les rapports qui relient ses théories à la science monétaire, en second lieu les remarques spéciales, c'est-à-dire les rapports avec les faits contemporains.

1° « La nécessité du commerce qui ne se faisait au premier temps que par la simple permutation a trouvé l'usage de la monnoye en l'estimation déterminée d'une matière divisée à laquelle la forme publique est ajoutée (1) ».

La définition de Montchrétien se rapprocherait plus de la définition de Paul que de celle d'Aristote :

(1) *Ed. F. B.*, p. 175. — *Ed. 1615*, II, p. 63.

« la vente commença par l'échange... Mais comme il n'arrivait pas toujours ni aisément que l'un possédât ce que l'autre désirait, on choisit une matière dont la constatation publique et durable permit de subvenir aux difficultés communes de l'échange par l'identité de l'évaluation (1) ».

Et si Montchrétien, comme le fait observer M. Funk-Brentano, comprend mieux qu'Aristote le rôle de la monnaie, si elle est pour lui plus qu'une marchandise intermédiaire facilitant l'échange (une marchandise dont la valeur propre sert de terme comparatif aux valeurs des autres marchandises) le passage du Digeste l'avait sans doute éclairé.

L'analyse de la nature et des fonctions de la monnaie est la branche de l'économie qui a fait le plus de chemin au XVI^e siècle. Le XVI^e siècle apporta une importante contribution à l'étude et à la solution des problèmes monétaires, dit M. de Girard. Montchrétien apporte-t-il à son tour quelque contribution nouvelle à la solution ou à l'éclaircissement de ces problèmes ? Il ne nous semble pas qu'il ait mis en lumière quelque aperçu original. Ici encore, Bodin est son guide ; et comme le VI^e livre de la *République* est, surtout en matière monétaire, la synthèse des idées courantes auxquelles l'auteur avait adjoint ses opinions personnelles, suggérées par le cas Malestroit, il serait facile mais fastidieux de

(1) Cité par WOŁOWSKI. *Ed. de Nicole Oresmes.*

trouver l'écho du passé en chaque proposition de Montchrétien (1).

« La raison et la loi seront constantes et immuables ».

A défaut de ce principe, les contrats et transactions deviennent impossibles, l'insécurité arrête les échanges ; aussi bien, la loi, ou rapport entre la valeur nominale et la valeur réelle, sera conservée par l'autorité royale : « Celuy seul est architecte de la loi, qui peut seul donner loy aux monnaies (2) ».

Ce qui est la transcription du passage de Bodin : « Le droit de monnéage est de la même nature de la loi, et il n'y a que celuy qui a puissance de faire la loi qui puisse donner loy aux monnaies (3) ».

La valeur réelle sur laquelle se base la loi, sera respectée : Montchrétien s'élève contre les altérations, corollaires désastreux du droit irréductible de la souveraineté, aucune hypothèse ne légitime l'altération (4).

Pour obvier aux altérations, la monnaie sera faite de métaux purs et simples (5), car la fraude est sur-

(1) Entre Oresmes et Bodin, les questions monétaires avaient été étudiées par plusieurs auteurs, et d'une façon complète par Biel et Agricola (voir DE GIRARD, 204 et suiv.), mais nous nous contenterons de rechercher le lien entre Bodin et Montchrétien.

(2) *Ed. F. B.*, p. 176. — *Ed. 1615*, liv. II, p. 64.

(3) *La République*, liv. I, p. 117.

(4) Les anciens auteurs admettaient qu'on y eût recours dans un cas très grave (ORESME).

(5) « Il faut que les monnaies soient de métaux simples » (BODIN).

tout aisée dans les alliages. De même que Bodin, il veut des monnaies sans alliage : « Le prix peut et doit quelquefois changer, non le titre, le carat et le pied (1) » ; un rapport normal entre l'or et l'argent est nécessaire, mais il ne le définit pas et en laisse le choix au souverain (2) ; enfin il faut réduire le plus possible le nombre et la diversité des espèces, ce qui permettra de « régler les paiements par le poids ».

Nous relevons ici une légère différence avec Bodin ; ce dernier était hostile au billon et, reconnaissant l'utilité sociale de la menue monnaie, désirait diviser la monnaie d'argent. Montchrétien, au contraire, s'appuie sur le même exemple historique : « la Reine d'Angleterre ayant voulu qu'en son royaume il n'y en eût que de deux sortes, a coupé plusieurs petites racines de charité », pour laisser subsister la petite monnaie.

Montchrétien étudie à peine le renchérissement des marchandises et la relation des prix avec la quantité de numéraire : « Il est impossible de faire maintenant que les marchandises se puissent donner

(1) Le titre des métaux précieux, mesuré aujourd'hui au millième, se comptait jadis en deniers pour l'argent, et en carats pour l'or. L'argent pur était à douze deniers, l'or pur à vingt-quatre carats (D'AVENEL. *Histoire économique de la propriété, des salaires, de tous les prix en général*).

(2) Le système bimétalliste de BODIN reposait sur le rapport de 1 à 12. MONTCHRÉTIEN qui s'en tient à *la République*, ne précise pas ce que son auteur avait déterminé dans la *Réponse aux Paradoxes*.

à aussi bon marché que par le passé à cause de la grande quantité d'or et d'argent qui se trouve à ceste heure dans l'Europe, par le moyen des mines d'Amérique ; laquelle a fait hausser le prix de toutes sortes de denrées (1) ». On le voit des différentes causes de renchérissement analysées par Bodin (2); Montchrétien ne reproduit que la première ; et sans s'expliquer clairement, il paraît excuser l'élévation du prix des marchandises, par l'abondance même du numéraire (3), à la condition que les espèces soient d'un type uniforme et qu'il ne circule en l'État que des monnaies nationales (4).

2° Les monnaies étrangères ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire économique de l'ancien régime, jusqu'au jour où Louis XIV en arrêta la circulation, les refondit et les frappa à son effigie.

On a dit justement qu'il n'y eut point d'époque plus cosmopolite que celle où survivaient les entraves intérieures de douanes et de péages. Les espèces étrangères, pour la plupart de mauvais

(1) *Ed. F. B.*, p. 257. — *Ed. 1615*, II, 184-185.

(2) L'abondance de métal précieux, les monopoles ou coalitions de producteurs, la disette de denrées agricoles, l'arbitraire des Princes.

(3) « S'il y avait telle disette d'or et d'argent que par le passé, toutes sortes seraient d'autant moins prisées et achetées que l'or et l'argent seraient plus estimés. » (BODIN cité par BAUDRILLARD.)

(4) En 1609, Coquerel avait proposé l'émission d'une monnaie unique d'or et d'argent appelée Henrique (FAGNIEZ, 359).

aloi, venaient augmenter la confusion. Le règne d'Henri IV offre de nombreux exemples d'une législation monétaire oscillant entre la crainte du numéraire étranger et l'ambition d'attirer les espèces espagnoles. Sully voulait supprimer les monnaies étrangères : « A l'exception de la monnaie d'Espagne dont la privation subite aurait produit un trop grand vide dans le négoce, il fut défendu d'exposer aucune autre monnaie que celle de France (1) ». Montchrétien fait allusion aux saisies d'argent opérées par l'ancien Ministre. Il se conforme d'ailleurs aux idées de Sully.

Cependant, Sully avait provoqué une crise monétaire en dépréciant les monnaies qui étaient entre les mains de tout le monde et dont on ne pouvait se défaire que sur le pied de la valeur réelle et en supportant les frais de la refonte (2). Montchrétien constate que « le décry des monnoies est un grand trouble » et s'en remet au Prince du soin de faire cesser cette « affliction extrême ».

Le Roi sévira contre le billonnage. Comment ? Montchrétien ne le dit pas. Il ne résout pas plus la difficulté que ne l'avait fait Sully. Avant l'émission des henriques, le ministre avait tenté de remédier à l'exportation de l'argent et aux spéculations des

(1) SULLY. *Mémoires*, III, 107.

(2) La déclaration de 1609 reposait sur l'erreur qui attribue un caractère de fixité à la monnaie (FAGNIEZ, p. 360).

changeurs en haussant la valeur des espèces françaises.

A vrai dire Montchrétien ne propose pas de hausser les monnaies, il se borne à signaler le mal (1) contre lequel les efforts de Sully étaient demeurés stériles. Le roi interdira aux sujets d'échanger le cuivre contre l'argent, il prohibera la circulation des monnaies étrangères. Montchrétien s'imagine que le souverain peut modifier à son gré, du jour au lendemain, la situation monétaire et empêcher la disparition des espèces nationales.

Il est formellement protectionniste. Il ne comprend pas mieux que Sully la fonction et l'utilité commerciale des monnaies étrangères, et il défend l'ancien système empirique tandis que Serra combat les restrictions issues des préjugés communs à tous les gouvernements et préconise l'exportation du numéraire.

Aussi bien, Montchrétien est-il à la fois très inférieur à Bodin pour l'analyse des relations entre la monnaie et les prix, et très en retard sur Serra qui établit le principe du rapport variable entre l'or et l'argent, rapport déterminé par les conditions

(1) « Les étrangers tiennent des facteurs et des changeurs parmi nous pour nous descharger de la monnaie de France et d'Espagne avec profit : car ils nous font valoir le quart d'escu 16 sols et demy ; ils nous baillent de la fausse monnaie pour de la bonne, je l'appelle fausse autant qu'elle est altérée d'une sixième part pour le moins » (*Ed. F. B.*, p. 192).

naturelles du marché, et non, comme le croit Montchrétien, par la loi souveraine.

Ce que Montchrétien appelle sa « digression sur les monnoies » le rattache aux théoriciens du passé.

§ 4. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce est aussi du « dehors ».

Il serait fastidieux et inutile de suivre Montchrétien dans tous les discours plus ou moins grandiloquents qu'un tel sujet devait provoquer. Nous réduirons à trois points l'ensemble de ses remarques : égalité de traitement, système de défense, moyens d'extension.

A. — ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

Essentiellement, le commerce, a-t-il dit, est égal entre égaux et de droit des gens. Mais le droit des gens n'est pas toujours respecté; car les rapports commerciaux ont quelquefois pris un caractère agressif, si bien que le commerce qui, selon Sully, était voulu par Dieu pour tenir les nations en amitié, les oppose les unes aux autres dans un état fréquent d'hostilité. Montchrétien commence alors une étude de la situation des Français dans les divers royaumes, étude symétrique de celle qu'il a tracée de la situation des étrangers en France.

Le commerce extérieur s'effectue entre la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande et le Levant.

α). *L'Angleterre*. — Les observations de Montchrétien sur la situation malheureuse des commerçants français en Grande-Bretagne sont confirmées par le document cité à la fin de l'ouvrage de M. Pigeonneau et de l'édition Funck-Brentano, bien que ce mémoire, adressé à Charles IX par l'ambassadeur de France à Londres, soit antérieur de cinquante ans au *Traicté*; Montchrétien réédite les plaintes qui firent l'objet de tant d'échanges diplomatiques, un peu avant le traité de 1606. Cependant, si ces récriminations contre l'Angleterre ont quelque analogie de forme avec les lettres royales de 1605, la cause n'est pas identique. Henri IV, cherchant des débouchés à la production qu'il avait activée, voulait forcer la barrière protectionniste anglaise. En 1615, la production périclita, et Montchrétien recherche moins les débouchés, que la protection des marchandises nationales. Henri IV, en conservant des relations paisibles avec Elisabeth et Jacques I^{er}, avait amené une amélioration notable dans le traitement de nos nationaux en Angleterre; de 1603 à 1610 il avait su libérer le commerce extérieur des entraves que ses prédécesseurs avaient laissé accumuler sur lui. Après sa mort, l'ancienne servitude reparait. Il ne fallait pas compter sur le secours de la flotte militaire, alors à peine constituée, pour sauvegarder, en cas de conflit, les droits acquis de la marine marchande.

Les articles que les Anglais frappent d'interdic-

tion ou de droits élevés sont les laines, les draps et l'étain.

Pour les laines, on a vu avec quel soin les Anglais en avaient protégé le commerce. En Angleterre, l'exportation de la laine étant le monopole d'une compagnie privilégiée, les commerçants anglais, et, *a fortiori* les étrangers, ne pouvaient « enlever » de laines.

Quant aux draperies, il était défendu aux Français d'en apporter, sous peine de confiscation. Le trafic de la draperie a tout un passé historique (1) et c'était peut-être en souvenir de la législation antérieure que les Anglais confisquaient à nouveau les draps fins de Normandie. A partir de 1610, de nouveaux tarifs sont substitués à ceux de 1606 « pour nous oster tout moyen et toute volonté de trafiquer, on y a imposé sur la draperie que nous enlevons trois quarts d'avantages que celle que les Anglais enlèvent (2) ».

(1) Le commerce des draps ordinaires ou grossiers constituait une des principales richesses de l'Angleterre. Pour intimider les Anglais, Henri IV avait confisqué une quantité considérable de draps défectueux et nommé, par une décision prise en son conseil, des experts chargés d'examiner la qualité des tissus importés. Cette mesure émut Jacques I^{er}; et tandis qu'Henri IV instituait (traité de 1606) une sorte d'expertise arbitrale à l'entrée des ports, le roi Jacques I^{er} assurait à notre commerce une franchise entière garantie par les conservateurs du commerce et par les tarifs. En 1610, les conservateurs du commerce ne comptaient plus en Angleterre que des Anglais : l'institution de ces conservateurs fut illusoire (Voir FAGNIEZ, 312).

(2) *Ed. F. B.*, p. 195. — *Ed. 1615*, II, p. 92.

Le manuscrit de 1564 indique que le droit de sortie de l'étain avait augmenté dans la proportion signalée par Montchrétien; Jacques I^{er} finit par en interdire l'exportation en faveur d'une compagnie.

Chaque année, Jacques I^{er} tourne en dérision le traité de 1606 (1), favorise des associations, contre lesquelles nous voyons Montchrétien épuiser les arguments ordinaires (2), et généralise en Grande-Bretagne un système pondéral ingénieux (3).

En tant que personnes, les Français endurent une législation vexatoire. Ils doivent payer un tribut à leur arrivée et à leur départ, supporter, même non naturalisés, les impôts ordinaires ou extraordinaires des citoyens anglais; ils sont assujettis à l'inspection des « promoteurs », enfin lorsqu'ils sont morts intestats, leurs biens sont confisqués par la Couronne (4).

Le parallèle est vite tracé. Aucune de ces exigen-

(1) On vit même reparaître les impositions que certains particuliers étaient autorisés à lever sur les marchandises exportées. Le roi permettait à un seigneur de percevoir 35 sols sur chaque pièce exportée. Il y avait eu en France l'équivalent de cet abus féodal : le comte de Soissons avait obtenu du roi l'autorisation de lever un impôt de 15 sols par ballot de marchandises sortant du royaume (SULLY, *Mémoires*, III, p. 471).

(2) *Ed. F. B.*, p. 197. — *Ed. 1615*, II, p. 95.

(3) L'acheteur devait se conformer au poids « domestique » inférieur et le vendeur au « poids du roi » supérieur.

(4) Le droit d'aubaine avait été supprimé en 1603 comme contraire aux principes des relations internationales, la coutume s'introduisit ensuite des lettres de naturalisation (Voir BODIN, *La République*, liv. I, p. 70).

ces n'existe en France où le Gouvernement continue de respecter l'esprit du traité de 1606 : « En toutes choses, la liberté et égalité du commerce devait estre gardée le plus que faire se pourroist ».

β). *Hollande*. — Quoiqu'il ait parlé avec une certaine inquiétude du développement de la Hollande, Montchrétien s'adoucit soudain, en pensant que la politique du « feu roy » fut de désirer vivre en paisible intelligence avec les Hollandais. Respectueux des volontés du roi disparu, Montchrétien est très bref. Des Hollandais, il loue la facilité d'assimilation industrielle, la souplesse mercantile, la hardiesse d'entreprise. Il conclut que la France n'a rien à craindre de gens qui lui doivent tant.

γ). *Espagne*. — Les revendications de Montchrétien contre l'Espagne sont très âpres. Dans la lutte économique soutenue par Philippe III contre Henri IV, le gouvernement espagnol obéissait à une haine de plusieurs siècles et préférait pâtir lui-même d'une mesure qui nous ruinait, plutôt que de céder à une intervention diplomatique.

Montchrétien nous montre l'Espagne et le Portugal fermés à notre transit. Il prétend que les Français s'exposent à être massacrés en Portugal comme ils le furent en Floride par les colons, puis, faisant l'addition des droits perçus par les Espagnols, soit pour le commerce avec les Indes, soit pour l'exportation des denrées de leur pays, il estime que le roi

d'Espagne gagne sur nos marchands plus de 40 %.. A ces abus, la France n'oppose aucun système protecteur, aucune défense contre l'inégalité qui vient de ce que l'Espagne impose la *valeur* des denrées exportées ou importées, et la France, le *poids* (1).

La situation personnelle des Français en Espagne était rendue très pénible par l'Inquisition. Depuis l'Edit de Nantes, beaucoup d'entreprises industrielles étaient aux mains des protestants. L'Inquisition tira profit des relations qu'ils avaient nouées avec l'Espagne : sous couleur de théologie, mais dans un but fiscal, elle retenait leurs biens, sans en donner avis au gouvernement français.

En outre de l'oppression inquisitoriale, les Français ont à redouter les accusations arbitraires pour transport de métal précieux et, sur mer, des indications mensongères qui trompent les capitaines et les conduisent en quelque havre où les navires sont coulés avec leurs équipages. La mer n'est plus libre. Montchrétien s'indigne de la spoliation de « l'élément commun ».

§). *Levant*. — Le traité de Mai 1604 établissait définitivement les droits de la France dans le Levant. Le Firman accordait la liberté d'acheter et de

(1) « Ainsi achetons-nous fort chèrement ce dont nous pouvons absolument nous passer et donnons à bon marché aux autres ce qui leur fait absolument besoin (les céréales). »

vendre dans les ports orientaux, garantissait les transactions jusque-là menacées par les agents du Sultan, autorisait la pêche du corail et posait un principe important de droit international (1). De ce traité qui ouvrait à la France des voies nouvelles et l'investissait d'un rôle arbitral, rien ne subsistait en 1614.

La conclusion de ces développements est qu'il faut adopter le talion économique et politique, et répondre à la vexation par la vexation.

B. — SYSTÈME DE DÉFENSE

Nous avons vu que Montchrétien réclamait la liberté du commerce.

« D'une part et d'autre, il faut le rendre totalement exempt de soumission et d'infamie, réciproquement libre et sans distinction de pays (2). »

D'un autre côté, il ne cesse de réclamer pour les produits français l'application d'un protectionnisme rigoureux.

Comment concilier ces deux notions contradictoires ?

Les historiographes ont tenté de le faire. M. Funck-Brentano écrit à ce sujet : « Il n'existe point, dans l'économie politique patronale, de principes abso-

(1) Institution de consuls jugeant les Français au civil et au criminel, art. 8.

(2) *Ed. F. B.*, p. 219. — *Ed. 1615*, II, p. 119.

lus (1) » et, à sa suite, M. Vernet : « Montchrétien est, de tous les économistes, le seul qui comprenne la solidarité de la protection et du libre-échange (2) ».

D'abord, pourquoi l'économie patronale aurait-elle la particularité de ne pas contenir de principes absolus, mais seulement des « règles que l'on change suivant les circonstances et les peuples ou les hommes avec lesquels on se trouve en rapport » ? Il y a, dans l'économie patronale comme en toute autre, des principes absolus qui coexistent avec des restrictions ou des tempéraments exigés par la pratique ou enseignés par l'expérience. Ensuite, nous pensons qu'il ne faut pas essayer de découvrir un lien entre le protectionnisme et le libre-échange chez Montchrétien. Comment et en vertu de quoi cet auteur aurait-il la faculté d'associer deux notions contraires ? Il ne peut être question ni de leur solidarité, ni de leur pénétration réciproque, ni même de leur importance égale.

Il nous reste donc à définir la nature de son libéralisme et celle de son protectionnisme, sans essayer d'unir en lui un principe fondamental à ce qui n'est, en somme, qu'un procédé défensif.

Pour Montchrétien, la liberté des échanges est un principe certain dont l'origine est personnelle et traditionnelle.

(1) *Ed. F. B.*, p. 249.

(2) Article sur Montchrétien. *Normandie*, Rouen.

Montchrétien est optimiste, il a confiance dans une prédilection divine pour son pays, dont les voisins sont économiquement tributaires, car les richesses de la France sont les fruits de la terre ; ce sont les produits naturels, richesses *in genere*, répondant aux nécessités primordiales de l'existence, et supérieures aux métaux précieux qui s'épuisent sans se renouveler.

Mais il subit en même temps, avec les Italiens et Bodin, l'influence du libéralisme canonique et, avec Sully, celle du libéralisme politique.

La phrase déjà citée de saint Thomas d'Aquin, sur la réciprocité des échanges, contient, en puissance, le principe de la liberté exprimé nettement plus tard par Bodin : « Le commerce doit être franc et libre pour la grandeur de ce royaume ». Bodin fut libéral par réaction contre le protectionisme maladroit du chancelier de Birague(1). Il le fut plus tard par obéissance à ses principes de charité, de justice et d'harmonie sociale. Son premier libéralisme diffère de celui de Montchrétien en ce que Bodin croit que nous ne pouvons nous passer du secours de l'étranger (2).

La raison économique du libéralisme de Bodin

(1) Henri III établissait des droits de douane si forts que la Normandie, par exemple, ne trouvait point de consommateurs pour les blés et que les anciens acheteurs s'approvisionnaient en Allemagne. (HORN, op, cit.)

(2) « Quant à la traite des marchandises qui sortent de ce

de Bodin est que « ce qui entre au lieu de ce qui sort cause le bon marché de ce qui défailloit » ; aussi s'élève-t-il contre les augmentations de prix des matières exportées.

W. Stafford reprend l'argument de Bodin (1) et Sully, partageant l'opinion philosophique de Bodin sur « l'admirable prudence de Dieu qui a tellement départi ces grâces qu'il n'y a pays au monde si plantureux qui n'ait faute de beaucoup de choses » s'oppose à la culture du mûrier, contraire à l'ordre naturel. Henri IV affirme une même croyance dans la déclaration du 12 mars 1595 : « l'expérience nous enseigne que la liberté du trafic, que les peuples et sujets des royaumes font avec leurs voisins, est un des principaux moyens de les rendre aisés riches et opulents ».

Et maintenant, dans quel sens Montchrétien est-il protectionniste ? La nature qui a favorisé la France lui enjoint de retirer un profit de ses dons que les étrangers viennent butiner ainsi que des « fres-

royaume, il y a plusieurs grands personnages qui s'efforcent de la retrancher tout à fait, croyant que nous pouvons vivre heureusement et à bon marché sans rien donner à l'étranger et sans rien recevoir. Ils s'abusent, à mon avis, car nous avons affaire des étrangers et ne saurions nous en passer. » (*Discours sur le rehaussement de l'or et de l'argent.*)

(1) « Svrely common reason would that one region should helpe an other when it lackes ; and therefore God hath ordeyned that no contrey should have all commodities. »

(*A compaidious or briefe examination..., etc.*).

lons ». Son protectionisme est la conséquence d'un patriotisme inquiet. Le pays pourrait se passer de régime protecteur si les étrangers ne s'y étaient pas implantés pour trafiquer à la place des nationaux (1).

Aussi bien, son protectionnisme ne se concilie-t-il en aucune manière avec son libéralisme.

Il n'est en aucune façon partisan d'un protectionnisme constant dont l'État userait en des conditions normales. Les restrictions que Bodin apportait à son libéralisme avaient un caractère financier ; après avoir établi que la liberté du commerce n'amènerait aucun renchérissement, il propose d'élever la traite foraine. Ce n'est pas pour lui une question de prudence ; la nation a un double gain à espérer de la traite foraine sur les blés, car l'étranger achètera notre blé plus cher, et le blé, étant aussi moins rare sur le marché, baissera de prix pour les nationaux. Dans la *République*, le protectionnisme est envisagé comme une ressource : la sixième ressource de l'Etat sera d'augmenter les droits à l'exportation sur les objets produits en abondance.

Dans la réponse à Malestroit, Bodin était opposé aux prohibitions ; ici, il se prononce pour un certain degré de protection : « plus grande sera l'imposition foraine, plus il y aura de profits pour les finances ».

(1) « On ne trouvera jamais raisonnable que les étrangers soient égaux en privilèges et concurrents avec les citoyens. » BODIN avait écrit au contraire « l'étranger doit être traité en douceur et en amitié ».

Il nous paraît que Montchrétien se rapproche davantage de Botero. Si Botero se préoccupe des questions annonaires, demande des restrictions au commerce des grains, et, comme Bodin, la création de magasins à blés comparables aux greniers romains (1), c'est pour assurer la subsistance nécessaire à la population laborieuse, véritable fondement de toute prospérité économique.

Il met en lumière l'influence de la liberté favorable au commerce et la nécessité de développer les forces productives du pays, l'industrie manufacturière en premier lieu ; il veut interdire l'exportation des matières brutes pour que les artisans restent dans le pays. C'est, dit M. Gobbi, un *protectionniste industriel*.

Le protectionnisme de Montchrétien est décalqué sur ce dernier. Toutefois, à la différence de Botero et de Sully, il ne s'attarde pas au régime des grains. Il paraît ignorer les deux édits de 1595 et de 1601, ne s'intéresse pas à cette variation de régime et s'attache uniquement à l'industrie. La conclusion générale de ses observations est, avec Bodin, résumée en ces termes : « Que vos Majestez ne permettent point que l'on apporte les ouvrages de main qui procèdent de l'art des hommes ni que l'on emporte les denrées et matières crues de ce royaume (2) ».

(1) GOBBI, op. cit., p. 28.

(2) Ed. F. B., p. 247 et la *République*, p. 670. M. Funck Bretonno doit reporter à Bodin l'éloge qu'il fait ici de Monchrétien.

En définitive, Montchrétien n'a proposé aucune solution protectionniste intéressante. Il applique à l'industrie manufacturière ce que Bodin avait voulu appliquer à l'industrie extractive et, dans ce simple changement d'objet, il avait été précédé par un Italien. Les réformes de détail, il les emprunte à Bodin : il demande après lui un droit de 10 % sur la traite du blé, du sel et du vin ; il n'aborde pas plus que lui la question des douanes intérieures ; établies dans un but à la fois fiscal et protecteur, elles avaient les désavantages des mesures fiscales et ne protégeaient nullement la production ; elles empêchaient même la perception des droits à l'entrée du royaume (1).

Montchrétien ne s'élève pas contre ces douanes malencontreuses, vestiges de la concurrence urbaine et provinciale. Il a suivi les prescriptions des anciens auteurs, il n'a pas devancé Colbert. Il est théoriquement, intellectuellement, libre échangiste, et c'est au nom du peuple écrasé d'impôts injustes et improductifs qu'il requiert l'application du système prohibitif.

Aux prohibitions des étrangers, la nation répondra, fidèle à sa politique du talion, par des prohibitions analogues. Montchrétien conseille d'imiter les Hollandais et les Vénitiens qui se sont appropriés

(1) Les marchandises, qui payaient la douane de Lyon, n'étaient frappées d'aucun droit à leur entrée en France. (FAYNIEZ, 339.)

les plus « importantes voitures » pour pénétrer dans tous les pays. A l'objection qu'il faut redouter « qu'on ne nous mesure à la mesme aulne » il répond : « on ne peut nous faire pis que nous souffrons » et il ajoute gaiement : « jamais les autres ne se passeront si aisément de nous comme nous pouvons faire d'eux ».

Au début du XVII^e siècle, les nations étant chacune un centre d'intérêts fermé, entrent en pleine lutte pour la vie. Elles thésaurisent, elles accumulent et Montchrétien cède à la pression de son siècle en recommandant un attirail de haineux protectionnisme ; mais, d'âme pacifique, c'est presque à regret qu'il se laisse entraîner, car il a conscience d'aller à l'encontre de sa philosophie économique.

C. — MOYENS D'EXTENSION

Pour favoriser l'extension du commerce, le souverain en inspirera le goût aux sujets, développera la marine, garantira les entreprises coloniales (sociétés privilégiées).

1^o L'exercice du commerce était tenu en maigre estime à l'époque de Montchrétien ; c'était déroger que de s'y adonner. Si quelques industries plus artistiques qu'utiles avaient conféré des titres de noblesse, le simple commerce demeurerait incompatible avec les prérogatives chevaleresques et la dignité des traditions nobiliaires. Alors que les Italiens et les

Anglais, nobles ou roturiers, se livraient au trafic, l'aristocratie française dédaignait, empreinte des idées de l'antiquité, ce qu'elle considérait comme un labeur vil. Les efforts de la royauté pour combattre un tel préjugé avaient échoué, et le mot de Laffémas demeurait vrai : « S'il y a mépris au monde, il est sur le marchant (1) ».

Montchrétien réagit à son tour contre cette prévention aristocratique : le souverain lui-même pourra intervenir directement dans les affaires commerciales (2). La conception du Prince, image de Dieu, ne l'empêche pas de légitimer le trafic royal. Il s'appuie sur l'histoire en citant quelques entreprises mercantiles patronnées par des Princes. Il rencontre, toutefois, deux objections : s'il souhaite, d'une part, que le prince soit en communauté d'intérêts avec les négociants, il craint d'autre part, pour le peuple, que la faveur royale ne dégénère en monopole : dans les transactions commerciales, le prince ne doit agir que pour la sûreté de ses sujets, pour réparer la mauvaise administration d'un prédécesseur ou pour décharger le peuple d'une quantité d'impôts égale à la somme des bénéfices retirés de l'entreprise.

La seconde objection est qu'il y a peut-être danger

(1) LAFFÉMAS cité par FAGNIEZ, p. 253.

(2) « qui pourrait blâmer un prince s'il voulait chercher le soulagement de son Estat par quelque grande négociation ». *Ed. 1615*, II, 175.

à intervertir l'ordre des fonctions sociales. Les classes de citoyens n'empiètent-elles pas ainsi sur leurs sphères d'action réciproques ? Montchrétien place au-dessus des spéculations de philosophie économique le bien-être immédiat des citoyens et, s'aidant de l'histoire, il pense que l'équilibre social ne sera pas troublé par l'ingérence adroite du gouvernement ou de la noblesse dans les affaires commerciales. La condition sera que « chacun demeure à sa place » et qu'une « juste et sainte police » rappelle aux sujets de ne point se départir de leur rôle primordial pour la fonction accidentelle.

Il croit nécessaire de se justifier en invoquant des textes sacrés : ces pages diminuent la portée d'un passage qui révèle un progrès sensible sur l'esprit formaliste du siècle.

2° Si Montchrétien ne soupçonne pas l'importance des canaux et des routes au point de vue du commerce extérieur, il consacre une assez longue étude à la marine marchande et militaire.

Le premier avantage de la navigation est d'employer beaucoup de sujets et d'éviter « les troubles et schismes suscités en ce royaume ». Il invite la Régente à méditer la politique d'Isabelle de Castille, car « rien n'a tant empêché dans l'Espagne les séditions civiles que ce grand divertissement (1) ».

Le prince possèdera une flotte de guerre qui

(1) C'est-à-dire le voyage de Christophe Colomb.

protégera la marine marchande, car les routes maritimes, sillonnées de pirates, ressemblaient aux routes terrestres sous la féodalité : elles ne présentaient pas plus de sécurité contre les droits seigneuriaux, arbitrairement levés par les princes du littoral sur les vaisseaux passant en vue des côtes (1), que contre les brigandages des aventuriers et des Barbaresques (2). Or, la marine commerciale ne pouvait espérer de protection qu'en une équivoque flottille de corsaires (3) ; jamais la marine militaire n'avait été réduite à d'aussi minces et défectueux effectifs ; les unités se composaient de quatorze galères ; encore n'appartenaient-elles pas à l'État ; elles étaient louées à des particuliers et affectées à la Méditerranée, car, dans l'hypothèse d'une attaque navale par l'Océan, on comptait sur le secours des navires Danois.

Montchrétien, déclarant qu'il est imprudent de compter sur l'aide des alliés, signale l'urgence de

(1) Les navires passant devant Villefranche étaient contraints d'y relâcher pour payer une taxe de 2 % sur la valeur de leur cargaison au profit de Charles-Emmanuel (FAGNIEZ, 301).

(2) En 1602, le nombre des Français, mis à la chaîne par les corsaires Algériens, dépassait trois mille et les pertes, infligées à Marseille par les Barbaresques, deux millions (FAGNIEZ, 302).

(3) La marine irrégulière, dont l'existence légale datait de l'édit de 1400 renouvelé par celui de 1581, prit un développement d'autant plus grand qu'avant les préliminaires du traité de 1606, Henri IV avait autorisé la course et délivré des lettres de marque aux corsaires de Dunkerque.

constituer une flotte : le gouvernement mettra en chantier dix ou quinze navires, et les riches sujets français imiteront les sujets anglais en en construisant à leurs frais, sur la promesse d'une récompense : la marine anglaise, en effet, se composait en grande partie de vaisseaux armés et équipés par les sujets.

Enfin, l'escadre obéira à un seul chef. Ce vœu sera réalisé par Colbert en 1670.

La France était inférieure aux autres nations par la petitesse des bâtiments qui ne résistaient pas à la mer, par l'insuffisance des marins (1), le mauvais état des ports (2), le morcellement de l'autorité maritime (3), le défaut de colonies. Montchrétien a discerné ces différentes causes.

Avec des équipages brisés par l'apprentissage des

(1) La concurrence hollandaise a beaucoup nui aux populations de pêcheurs et la pêche de la morue est un monopole français. Les périls du voyage aguerissent cette population « pépinière des mariniers ».

(2) L'entretien des ports avait été très négligé et la création de nouveaux havres jugée inutile. Henri IV avait prescrit la visite des havres démantelés par les guerres civiles ; il projeta la création de deux ports, l'un à l'embouchure de l'Adour, l'autre à celle de la Bidassoa. Montchrétien espère que le développement des havres sera suivi d'un accroissement d'unités navales (*Ed. F. B.*, p. 307. *Ed. 1615*, III, p. 243).

(3) Les difficultés entre marins étaient jugées par l'amirauté. La juridiction était trop divisée. Montchrétien demande une centralisation à laquelle Henri IV n'avait pas songé ; car, à sa mort, le pouvoir de juridiction maritime était réparti entre les amirautés de France, de Bretagne, de Provence et de Guyenne.

pêches lointaines, des navires de fort tonnage munis d'armements sérieux, les capitaines se risqueront aux expéditions coloniales, à la recherche des passages ignorés pour « trafiquer au Cathay, la Chine et le Japon ».

La colonie sera un grenier d'abondance : exploitée d'après les mêmes procédés que la métropole, elle produira des céréales, elle nourrira des troupeaux, un échange ininterrompu s'opérera entre les marchands et les colons ; et cette manière de voir, fut celle de Michel Hurault (1), puis de Henri IV. Montchrétien est l'écho des idées du roi, en désaccord avec Sully pour lequel les possessions d'Amérique n'étaient précieuses qu'en proportion de leurs richesses métalliques et de leurs denrées de luxe.

M. Duval oppose Montchrétien à Colbert, qui, lui, avait proclamé que les colonies étaient faites pour le seul profit des métropoles et « les plia de force à ce régime égoïste (2) ».

A notre avis Montchrétien est imbu de romanisme et de notions scolastiques, puisqu'il croit sage de respecter l'autonomie des terres nouvelles, et de ne pas imposer la domination continentale par les armes : « cherchez le royaume de Dieu, et sa justice et tout le reste vous sera donné

(1) POIRSON, III, 544.

(2) DUVAL, *op. cit.*, 121.

par surcroît ». « Ainsi conçues, fondées et gouvernées, dit M. Duval, les colonies deviendraient de grandes et inépuisables sources de richesse » et nous trouvons précisément, au point de vue de l'économie et de la morale colonisatrices, des remarques analogues dans un document de 1609, cité par M. Poirson : « Les demandes ordinaires que l'on nous fait sont : y a-t-il des trésors ? y a-t-il des mines d'or et d'argent ? et personne ne demande : ce peuple là est-il disposé à entendre la doctrine chrestienne ? et quand aux mines, il y en a vraiment, mais il les faut fouiller avec industrie, labeur et patience. La plus belle mine que je sache, c'est du blé, du vin, avec la nourriture du bestail ».

La question coloniale était remise, en 1615, à l'ordre du jour, par l'expédition de la Ravardière, qui, parti en 1612 de l'île de Maragnan, dut revenir, privé de ressources, abandonnant le fort St-Louis, et par les polémiques qu'avait soulevées la Compagnie du Canada.

Montchrétien continue en quelque sorte la pensée de Henry IV, mêlant aux préjugés ou aux idées heureuses de son temps des arguments religieux sans consistance.

3° Montchrétien ne traite pas des Sociétés au livre de la Navigation, mais nous croyons pouvoir logiquement et historiquement reporter ce qu'il en écrit à la fin de l'analyse des moyens d'extension.

En citant l'exemple des Hollandais, et en traçant

les lignes principales de leur organisation en sociétés, il semble ignorer l'initiative de la France à l'égard des grandes compagnies de commerce oriental (1).

Il décrit avec détail le fonctionnement de la Compagnie hollandaise ; cette compagnie possédait une forte organisation financière. Elle était résolue à la propagande et à l'appel des fonds. Elle englobait le plus de capitaux possible, à la différence des sociétés françaises qui n'avaient jamais compté qu'un petit nombre d'associés, agissant pour eux-mêmes après actes passés sous seing privé. La Compagnie française des Indes n'essaya aucune opération commerciale pendant le règne de Henri IV, attendant l'arrivée des capitaux, et les capitaux manquèrent pour différentes raisons historiques et surtout parce

(1) En 1599, Henri IV avait autorisé le dieppois Chauvin à fonder en Nouvelle France une colonie de 500 hommes et lui réservait le monopole des pelleteries : c'était une tentative de coopération de l'intérêt particulier avec l'intérêt général. La déloyauté de Chauvin, qui retira des bénéfices importants sans exécuter les conventions imposées par le roi, fit échouer cette première expérience. La triste fin de l'entreprise pourrait, à la rigueur, expliquer le silence de Montchrétien ; mais il n'avait aucun motif de taire la seconde expédition privilégiée confiée à de Chaste, qui partit avec des marins et des marchands normands et rochelais. Le privilège, conféré à de Chaste, portait également sur les pelleteries ; cependant sa limitation, en durée et application, l'empêchait de devenir une entrave à la liberté commerciale. Henri IV avait laissé agir l'intérêt individuel, instruit par la stérilité des efforts tentés dans un intérêt général.

qu'on redoutait de voir les privilèges se transformer en monopoles.

On relève souvent cette crainte des monopoles dans l'œuvre de Montchrétien ; au Livre II, il les attaque violemment. Le commerce est libre et de droit des gens, mais cette liberté a sa limitation dans le dommage qui peut en résulter pour le peuple : « Il est absolument au pouvoir du Prince de le restreindre à quoi il veut et de le limiter comme il lui plaît (1) ». La police gouvernementale exercera une surveillance active sur les accapareurs de blé. Montchrétien s'élève contre la centralisation des produits agricoles et les accapareurs : « Que l'on estouffe comme un amas de chenilles ces petits traîneurs de sacs, coureurs de marchés, monopoleurs de denrées... qui dévorent toute la substance et nourriture du peuple. » Nous rapprocherons ces réoriminations des plaintes que Geiler de Kaisersberg formulait au siècle précédent (1) : « Non seulement les gros marchands tirent profit des marchandises venues de l'étranger, dont on pourrait aisément se passer, mais ils s'emparent des denrées de première nécessité comme le blé, le vin... ils pressent le peuple... se nourrissent de l'amer travail des pauvres... ; les accapareurs de blé et de vin sont les ennemis du bien public. Nous devrions nous lever en masse

(1) *Ed. F. B.*, 248.

(1) DE GIRARD, p. 245.

pour les chasser de nos communes comme on chasse les loups ; ils affament le peuple et causent la ruine des pauvres gens. »

Les loups du réformiste allemand sont les chenilles de Montchrétien ; il n'y a pas seulement, à la vérité, entre ces deux écrivains une similitude de forme. De même que les réformistes, Montchrétien réclame l'intervention du pouvoir, la réglementation des prix, l'institution de taxes officielles. Déroutés par le phénomène du renchérissement, les auteurs de la Réforme le faisaient dériver de causes diverses et fausses ; ils luttèrent contre ses résultats au nom de leur vieille croyance au « juste prix ». N'est-ce pas encore au nom du juste prix, que Montchrétien combat les accapareurs ?

Dans les trois premiers livres du *Traicté*, il a indiqué les méthodes d'accroissement productif, d'encouragement et de protection du travail. « Il y a plus de gloire pour un souverain à savoir conserver qu'à savoir acquérir », à profiter d'une première victoire qu'à en espérer une seconde. Un souffle généreux anime sa conclusion et nous nous plaisons à constater que des idées émises, sages ou puériles, hardies ou encore embarrassées de préjugés anciens, se dégage une foi ardente en la puissance économique et sociale du travail.

CHAPITRE III

La Souveraineté

Le dernier livre du *Traicté* est consacré aux devoirs du Prince.

Chaque livre se termine par un appel à l'autorité royale ; Montchrétien requiert en celui-ci la police du Gouvernement pour tout ce qui touche à la vie morale de la nation. En traçant les fonctions de la souveraineté, il n'observe pas seulement un plan personnel, il se conforme à la coutume, qui était de « faire la morale » au Pouvoir. Jusqu'au jour où la monarchie absolue prit la volonté divine pour excuse à l'arbitraire et à l'éloignement de toute consultation nationale, les princes recevaient de véritables leçons des Etats-Généraux ou des auteurs isolés. Il n'est pas jusqu'au XVIII^e siècle de traité si spécial qui ne contienne des réflexions sur la conduite des princes.

Et, à l'époque de Montchrétien, où l'absolutisme commençait à s'affermir et aurait pu intimider les sermonneurs, l'exemple de Machiavel était récent, et l'influence de sa didactique très vive encore.

Montchrétien compte naturellement parmi les contradicteurs de Machiavel. « Le prince (selon Montchrétien) présente le plus entier contraste avec celui de Machiavel. Le rapprochement autorise à croire

que l'auteur a voulu, de propos bien arrêté, percer de ses traits le génie perfide et cruel de Florence qui régnait à la cour de France ». Cette remarque de M. Duval n'est qu'en partie exacte ; car, c'est avec les traits de Bodin que Montchrétien a percé le génie « perfide et cruel » qui pouvait être celui des Concini, mais n'a jamais été celui de Machiavel. M. Duval continue d'associer Machiavel à l'histoire sanglante des Médicis ; il ne retient de sa doctrine que la forme outrée et les maximes osées sur la politique du résultat.

Bodin, hostile à Machiavel, a plusieurs points de contact avec lui, bien qu'il ne comprenne pas que le cynisme machiavélique cache un grand souci de la nationalité, un désir de substituer l'unité de l'État au morcellement, la puissance centrale aux éléments indépendants et discordants (1). Montchrétien a docilement suivi Bodin dans son erreur et le long parallèle, où il se complait à comparer le bon avec le mauvais prince, paraît en effet suscité par l'antipathie contre l'auteur du *Prince*.

Le souverain aura toutes les vertus, il sera le vaste cerveau du vaste organisme social : cela est la conséquence logique des principes fondamentaux. Il connaîtra l'importance de sa mission confiée par Dieu : « Commander est un devoir à rendre, plutôt qu'un règne ». Si le roi est l'image de Dieu, le

(1) A. FRANCK. *Publicistes et réformateurs de l'Europe*, p. 293.

peuple est celle du roi. Le souverain imitera Dieu en se tenant constamment au-dessus de ses sujets, qui, à leur tour, imiteront la « vertu » de leur souverain.

Si Montchrétien prête à la souveraineté une essence très supérieure, métaphysique, il pose un tempérament grave : le souverain dépend des peuples quant à ses actes et à leurs résultats. Le pouvoir est absolu, mais sa fin est imposée par Dieu : cette fin étant le bonheur des sujets et la prospérité de l'Etat, la responsabilité du prince s'étend indéfiniment au-delà de ses actes personnels, et on peut dire qu'il est responsable en chacun de ses sujets. Montchrétien commence ici la leçon de morale gouvernementale dans le parallèle déjà cité, dont quelques traits peuvent être retenus. Ainsi, cette première observation : « Le bon prince, s'estimant né pour son peuple, ne vise qu'à son bien et contentement, le mauvais, pensant que tout le monde soit fait pour lui, n'a pour but que son profit ou plaisir ». Ainsi encore cette autre : « Le mauvais n'étudie qu'en des monopoles et malheureuses inventions pour incommoder son Estat ». Enfin cette dernière, motivée par les événements : « Le bon ne charge ses sujets que le moins qu'il peut de tailles et de subsides. Le mauvais les accable d'impôts, hème leur sang, ronge leurs os ».

Montchrétien confond la souveraineté avec le pouvoir et ne distingue pas, comme Bodin, le souverain

du gouvernement : l'autorité de fait se joint à l'autorité de droit dans la personne du monarque. Ni la justice, ni la loi, ne confèrent au prince la légitimité. Il a été élu par Dieu pour gouverner le peuple.

Pour Bodin, la transmission de l'autorité royale au sein d'une même famille était le meilleur gage de tranquillité et de durée des États (1), et si la monarchie absolue et héréditaire est la plus sûre République et la meilleure de toutes (2), s'il veut la royauté délivrée d'entraves, c'est qu'il a écrit dans un moment de troubles, de guerre civile, où les pouvoirs mal définis étaient aux prises les uns avec les autres. Il cherche un refuge dans l'autorité, c'est-à-dire dans la royauté. Mais il est encore attaché aux doctrines de la Renaissance ; il se souvient même de saint Thomas qui, loin de consacrer le principe du droit divin, n'a jamais songé à recommander au nom de Dieu un individu, une famille, une forme particulière de gouvernement, mais donne à l'une de ces formes la préférence sur les autres au nom de la raison et de l'intérêt social (3).

Bodin concilie l'inaliénabilité de la souveraineté avec sa dépendance à l'égard de la nation. La souveraineté n'est pas la propriété de celui qui l'exerce, non pour son plaisir, mais « pour la sûreté et vie

(1) BAUDRILLARD, *op. cit.*, p. 158.

(2) A. FRANCK, *op. cit.*, p. 437.

(3) A. FRANCK, p. 57.

heureuse des sujets » ; il reconnaît même le droit de tuer le tyran. Les autres limitations à la souveraineté sont les lois divines, la parole donnée, la propriété individuelle.

La forme oratoire adoptée par Montchrétien l'empêchait, il est vrai, de tracer froidement le rôle du monarque ; aucune des délimitations indiquées par l'auteur de la *République* n'apparaît dans le *Traicté*. Montchrétien élève à la hauteur d'une loi divine ce qui n'était chez Bodin qu'un moyen imposé par les évènements.

Le peuple, Machiavel le défendait avec âpreté, en l'opposant au pouvoir, Bodin le déclarait juge des rois ; Montchrétien en fait l'instrument intelligent du prince. Le rapport qui relie la nation au pouvoir est changé. Le rôle est interverti. De même que le muscle n'obéira plus à la volonté, s'il est las de l'effort trop fréquent ou ankilosé par l'inaction, le peuple ne se conformera à la volonté royale que s'il a été ménagé sagement ou sagement entraîné. Nous sommes assez loin avec Montchrétien de l'esprit de la Renaissance ; toutefois il est encore partisan des grandes consultations nationales, mais il ne les justifie pas avec la rigueur de Bodin qui exigeait que la nation fût appelée à voter l'impôt. Il marque la transition entre l'individualisme des XV^e et XVI^e siècles, et la grande absorption centralisatrice du XVII^e.

Il est en tout cela curieux de voir comment, vivant

au milieu d'une tourmente politique à peu près analogue à celle dont Bodin fut le témoin, il travestit les théories de ce dernier en les appropriant aux nécessités actuelles ; comment il mêle à l'idée d'autorité un élément nouveau : puisque, ne se contentant pas d'affirmer le principe de souveraineté à l'aide d'arguments rationnels ou naturels, il a recours au mysticisme (1).

Le prince ne cessera de faire œuvre de piété. Dieu récompensera le Prince en le dotant d'une « troupe de vertus » qui lui conféreront un caractère supra-terrestre. Il pratiquera la religion qui domine les lois inhabiles à réprimer les crimes et plus inhabiles encore à les prévenir. La religion est le régulateur de la Société, nécessaire pour « ceux qui commandent et ceux qui obéissent, retenant les uns, rangeant les autres » : elle est un *moyen* de régner. Ici, Bodin reparait : « les athéistes mêmes sont d'accord qu'il n'y a chose qui plus maintienne les Etats et Républiques que la religion et que c'est le principal fondement de la puissance des monarques, de l'exécution des lois, etc. (2) »

En outre, la religion est l'essence de la charité qui est elle-même l'essence de la paix ; et c'est par la charité que se manifeste la piété des gouvernements. Il est probable que le mot charité est syno-

(1) *Ed. F. B.*, p. 336. — *Ed. 1615*, IV, p. 299.

(1) *La République*, p. 477.

nyme de tolérance, et Montchrétien ne l'emploie pas sans arrière-pensée, car la régente devait maintenir l'Edit de Nantes et se défendre des conseils italiens. Puis, prenant le mot dans son acception littérale, il prie le roi de s'assurer que les évêques observent la charité. Il les nommera lui-même et si les prélats dérogent aux règles des « saints canons », il n'hésitera pas à les priver de leurs bénéfices ; ainsi gardera-t-il un entier pouvoir sur les affaires de son royaume et veillera-t-il à la conservation des droits de l'église gallicane.

Tel est le premier devoir du prince. Les autres attributions de la souveraineté sont l'application de la censure, la préparation à la guerre, l'administration des finances, la distribution des offices, l'exercice de la Justice.

Censure (1). — La piété et la charité constituent la base de l'ordre social, que la censure garantit et conserve : la censure est la volonté humaine agissant concurremment aux injonctions divines pour : « confirmer les sujets au vrai but de l'honneur et du devoir. »

Elle est nécessaire au souverain comme aux sujets : l'institution de l'ordre de Saint-Michel soumettait le monarque à un examen de conscience : il répondait de ses actes devant « ses frères de l'Ordre. » La censure ainsi comprise est au-dessus

(1) Voir BODIN, la *République*, livre VI, p. 624 et suiv.

de la justice, car la justice n'atteint pas toujours les grands.

Mais Montchrétien envisage surtout la censure telle que les Romains la pratiquèrent. Elle est un procédé de surveillance et de défense nationales ; il ajoute aux pages de la *République* de surprenantes digressions religieuses (1).

La censure est de deux sortes, elle est réelle et personnelle.

Il décrit l'évolution des recensements et répond avec Bodin aux objections probables : « tout ce qu'on peut mettre en avant pour empêcher vos Majestés de frapper ce grand coup, c'est qu'il est trop dur de faire connaître la pauvreté des uns et qu'on exposerait trop à l'envie la richesse des autres... Au contraire, l'envie cessera contre ceux qu'on croit être riches et ne le sont pas, etc. »

Le souverain, connaissant à la fois le nombre des sujets et le montant de leurs revenus, opérera une plus juste répartition des charges ; les registres, révélant les hypothèques « closes et cachées pour la plupart », faciliteraient les recherches en cas de partage successoral ou de mariage. La lumière, que la censure porterait sur les budgets de chaque citoyen, ne peut être redoutée de ceux qui n'ont en

(1) Ses imprécations contre les blasphémateurs sont inexplicables « Confondez ces lèvres qui crachent plus d'outrages contre son saint et sacré nom qu'elles ne profèrent de paroles... percez ces langues (etc) ».

vue que « le bien de l'Etat et le soulagement des pauvres ».

Les pauvres bénéficieront de l'institution louable de la censure, car les aumônes seront distribuées à coup sûr aux indigents vraiment méritants.

Montchrétien fait un appel pressant à la charité. Il la veut organisée sur une vaste étendue, avec la participation de toutes les classes. Il a traité de la charité publique au Livre I ; il donne maintenant quelques préceptes de charité privée. Mais il a plus de confiance en la première qui adoucit les infortunes, moins par le secours immédiat de la pitié, que par l'exercice des énergies individuelles. Nous retrouvons, aussi bien dans la forme impérative de ce passage que dans la description détaillée des devoirs de charité, le souvenir des canonistes sur la nature de la propriété individuelle et le fondement du droit des pauvres.

La censure personnelle fournira au prince le compte exact des unités dont il peut disposer pour la guerre. Elle indiquera l'importance des métiers et des professions, le nombre des citoyens qui y sont affectés, l'âge des sujets, etc. ; enfin, la statistique dévoilera au Pouvoir les fluctuations de la richesse publique et (cela est la seule observation originale) lui permettra de bannir l'oisiveté de toutes les catégories sociales (1).

(3) *Ed. F. B.*, p. 353. — *Ed. 1615*, liv. III, p. 344.

Guerre. — Le prince tiendra son peuple en haleine sous l'aiguillon *du si vis pacem para bellum*. Une forte organisation militaire est une garantie de la concorde nationale. L'ennemi est un bienfaiteur, car il entretient, par la crainte commune, les sujets en amitié et en devoir. Montchrétien adoucit le paradoxe de Bodin ; s'il constate que la guerre avec l'étranger détourne les nationaux de la guerre civile, il ne va pas jusqu'à l'appeler « une purgation de mauvaises humeurs nécessaire à tout le corps de la République (1) ».

La préparation à la guerre étrangère guérit les sujets de l'oisiveté et des séditions (2). Montchrétien se sépare de son maître en ce qu'il voit un danger social sérieux à pousser trop activement les sujets vers le métier des armes et à laisser « sans divertis-

(1) La *République*, liv. V. Montaigne écrivait : « Il y en a plusieurs en ce temps qui discourent de pareille façon, souhaitants que cette esmotion chaleureuse qui est parmy nous se pust dériver à quelque guerre voisine, de peur que ces humeurs peccantes qui dominent pour cette heure nostre corps, si on ne les escoule ailleurs, maintiennent noste fièbvre tousiours en force, et apportent enfin nostre entière ruyne : et de vray, une guerre estrangère est un mal bien plus doux que la civile. Mais ie ne crois pas que Dieu favorisast une si iniuste entreprise d'offenser et querreller autruy pour nostre commodité » (MONTAIGNE, *Essais*, liv. II, ch. 23).

(2) La Régente, au contraire « croyait qu'en ôtant toute apparence de guerre étrangère, elle pourrait plus facilement tenir les princes du sang et les huguenots dans le devoir ». (Mémoires de Fontenay-Mareuilles, t. I, p. 140.).

sements » ces gens éduqués pour le combat : « à la vérité c'est un grand bien que la paix, si ce qui la nourrit ne servait pas à la détruire (1) ». La tâche du souverain sera délicate, puisqu'il est enserré entre les deux alternatives : ou ne pas exercer les sujets à la guerre et les « amollir », ou les y préparer et créer autant d'éléments dangereux. Il prend ouvertement parti pour la Régence en invitant le prince à surveiller de très près les nobles « qui emploient leur vaillance à s'entre-tuer ».

Les gens de guerre seront l'objet d'une sollicitude intéressée : on les dirigera, on les entretiendra pour mettre fin aux exactions dont les Cahiers déplorent la fréquence. Or, la solde et l'entretien des gens de guerre étant une des charges les plus lourdes de l'État, c'est pour y subvenir, que le prince aura recours aux ressources fournies par une équitable administration financière (2).

Finances. — Des moyens de faire fond aux finances que Bodin énumère (3) : le domaine de l'Etat, les conquêtes sur les ennemis, les dons des amis, la pension ou tribut des alliés, le trafic, les marchands qui apportent ou emportent les mar-

(1) *Ed. 1615.* p. 228. — *Ed. F. B.*, p. 299.

(2) « En l'estat, les deniers assemblés par le soin du prince et réservés par son bon ménage, sont aux occasions de grande et utile importance (etc.). » *Ed. F. B.* 225. *Ed. 1615*, II, 131.

(3) *La République*, 655.

chandises, les impôts sur les sujets, Montchrétien ne précise que les deuxième, troisième et quatrième. Nous devons rechercher dans quelle mesure il s'est approprié les idées de son maître ou a utilisé les données expérimentales du règne précédent.

Il reconnaît l'inaliénabilité du domaine public. Les souverains ont tort de déroger à cette règle. Il prie qu'il soit procédé à la liquidation de tout ce qui a été aliéné et au remboursement des créanciers, afin d'éclaircir la situation financière, de supprimer les complications des comptes, de réduire le nombre des financiers : « la science politique ne consiste point en choses recherchées et moins que tout, le maniement légitime des deniers publics. » Nous noterons que le principe de l'inaliénabilité du domaine public n'a point la même portée chez Montchrétien que chez Bodin : en effet, il ne distingue pas plus le domaine public du patrimoine princier, qu'il n'avait distingué la souveraineté de la royauté (1).

Il est difficile d'apprécier ce que Montchrétien entend par « autres parties notables qui sont aliénées ». Peut-être est-ce un reliquat de la dette exigible créée par les guerres civiles ou des dettes

(1) « Aussi n'est-il pas licite aux princes souverains d'abuser des fruits du domaine, attendu qu'ils ne sont pas usufruitiers ains usagés seulement qui doivent (la République et leur maison entretenues) garder le surplus pour la nécessité publique (*La Rép.*, liv. VI, 658) ».

contractées par Henri III auprès des nations étrangères. En tout cas, il sollicite l'amortissement signalé par Bodin et appliqué par Sully (1).

Montchrétien est peu favorable aux impôts. Son système d'économie sociale tend, sinon à les supprimer, du moins à les rendre tous moins pénibles au peuple. Les impôts sont difficilement conciliables avec le principe harmonique du pays se suffisant à lui-même, car leur nombre croît en raison de l'inutilisation des forces nationales ; l'Etat idéal ne devrait pas tolérer d'impôts.

Toutefois, l'obligation de résister contre les empiétements des Etats voisins a entraîné les gouvernements à consentir des dépenses supérieures aux ressources qu'ils pouvaient attendre des richesses naturelles de leurs pays.

L'impôt sur les sujets constitue, selon Bodin, le dernier moyen de faire fond aux finances et, tout en reconnaissant « qu'il n'y faut jamais venir si tous les autres moyens ne défaillent », il le légitime au point de vue philosophique : « puisque la tuition et défense des particuliers dépend de la conservation du public, c'est bien la raison que chacun s'y emploie (2) ».

(1) Le but de Sully a été de solder la dette publique qui montait à trois cents millions. Il racheta pour trente-cinq millions de domaine aliéné (BONNAL, 108).

(2) *La République*, livre VI, 671.

Montchrétien acquiesce implicitement à ce raisonnement, qui sera la base de beaucoup de définitions de l'impôt (1). C'est bien, en effet, une idée d'échange qui est contenue dans la proposition de Bodin. Le sujet est tenu de payer la protection qu'il reçoit de la République. Il est aisé de constater l'étroitesse de cette conception qui assimile l'Etat à un gardien, mais il est juste de l'excuser, car le caractère véritable et la nature de l'impôt n'ont été dégagés que par les économistes modernes.

Comment l'impôt sera-t-il établi et perçu ; quelle forme revêtira-t-il ?

1° Base et perception de l'impôt. — En ce qui touche ce qu'on appelle, depuis Smith, les *qualités* de l'impôt, nous trouvons dans le *Traicté* l'essence de la première et de la quatrième maxime financière de la *Richesse des Nations*.

La première règle de Smith sur l'égalité, ou plutôt la justice de l'impôt : « Les sujets de chaque gouvernement doivent contribuer aux dépenses de l'Etat autant que possible, à raison de leurs facultés » est ainsi pressentie par Montchrétien : « Main-

(1) VOLTAIRE : « Payer l'impôt c'est mettre une partie de son bien à entretenir l'autre ». Proudhon : « L'impôt est un échange dans lequel l'Etat donne des services et les contribuables des écus ». M. de Puynode : « L'impôt est la part que chacun remet à la caisse commune pour s'assurer la paisible jouissance de ses biens et le respect de sa personne ». (*Dictionnaire économique*).

tenant qu'en toutes Républiques il y a mille sortes d'impôts non connus, il semble estre beaucoup plus nécessaire que chacun donne son bien par déclaration et fasse connoistre quel est son revenu » (1).

Il paraîtrait, d'après ces quelques lignes, que Montchrétien désire imposer tous les sujets, non seulement sans distinction de classe, mais avec équité et dans la mesure de leurs ressources : Smith emploiera le terme plus compréhensif de *facultés*.

Le recensement aidera à la juste répartition des charges et « pourvoira aux doléances des pauvres contre les riches » ; l'égalité dans la répartition avait été la constante préoccupation des hommes d'état intègres et des auteurs. Froumenteau proposait à Henri III d'atteindre certaines familles plus ou moins vite enrichies ; le conseil fut repris par Sully qui institua une chambre de justice, mesure suprême qui, de son propre avis, ne donna aucun résultat appréciable ; c'est en vain qu'Henri IV (2) s'inquiète des exemptés indûment ; les abus et les injustices ne cessent pas. La gestion de Sully n'améliora d'ailleurs pas la condition des contribuables (3) ; et le président Groulard, auprès de qui Montchré-

(1) *Ed. F. B.*, p. 345. — *Ed. 1615*, IV, 33.

(2) *Règlement de 1600*

(3) En voulant amortir les dettes contractées vis-à-vis de l'étranger et racheter le domaine, Sully n'avait pu alléger les impôts et recourut même à de nouvelles mesures fiscales quelquefois mal heureuses.

tien puisa des documents économiques, écrivait, après la paix de Vervins : « les dispensateurs des finances font pis que jamais, car on lève plus, on paye moins, le peuple est plus affligé que l'on a été au fort des misères » (1). D'autre part, Carrew, en 1609, dit que c'est un principe du gouvernement français d'écraser le contribuable pour l'empêcher de remuer (2). En 1614, un nouveau règlement doit être édicté, « par suite des plaintes de la plupart des élections sur le grand nombre de personnes qui s'y exemptent indûment sous divers prétextes (3) ». En 1615, les contribuables souffraient de l'élévation des taxes, de l'inégalité de leur répartition, des vices de leur perception, et la Normandie était une des provinces les plus imposées.

La quatrième maxime de Smith concerne l'économie et la loyauté dans les modes de perception. C'est à peu près ce que Montchrétien recommande ; toutefois, il ne parle pas de donner aux agents percepteurs des salaires suffisants pour éviter de leur part les exactions.

Il veut simplifier les opérations des comptables par l'adoption « d'un seul article », il rappelle la

(1) FAGNIEZ, p. 342.

(2) FAGNIEZ, p. 343.

(3) HORN fait remarquer que l'exemption n'était pas seulement une affaire d'argent, mais tout autant une question de vanité, dans une société où contribuer et travailler étaient deux stigmates également avilissants.

politique prudente des Turcs dont les finances sont régies par un nombre restreint de trésoriers. Bodin s'exprimait d'une façon plus lapidaire : « l'argent du Roy diminuera toujours plus il passera par les mains de tant d'officiers (1) ».

Le mode et les agents de perception des impôts ont motivé les plaintes incessantes du peuple sous l'ancien régime. La répression des fraudes des percepteurs fut un des premiers soucis de Sully (2). Froumenteau disait alors : « Les maisons sont remplies de gens d'armes, soldats, collecteurs de taille, sergents et gabelleurs ». Vingt ans après, Montchrétien s'écrie : « Abolissez et supprimez une fourmilière de harpies de vos finances, un escadron de sang-sues de votre peuple ». Et ce sont les mêmes termes qu'emploie un contemporain, à la suite des discussions aux Etats, d'où il ressortait que la Régence spéculait sur les offices de finance. « Toute votre France, estonnée de leur effronterie, s'escrie maintenant à vous, vous demandant justice de ceux qui, par leurs artificieux larcins, lui ont succé le sang. Voilà, Sire, des coups perfides et fourbes des harpies et sang-sues de vostre Etat (3) ».

(1) *Rép.*, 694.

(2) Le stratagème dont il usa, en 1595, contre les conseillers des finances, révéla des malversations considérables.

(3) *Le Trésor des Trésors de France volé à la couronne par les principaux officiers de Finance decouvert et présenté au roi Louis XIII par de Beaufort*, 1615. — FRANKLIN, au XVIII^e siècle,

2° *Forme de l'impôt.* — On ne sait s'il préfère l'impôt indirect à l'impôt direct : il est probable qu'il préfère, comme Bodin, l'impôt indirect : « les charges doivent être réelles et non personnelles (1) » mais il est comme lui défavorable à la gabelle, parce qu'elle pèse sur les sujets, non sur les étrangers, et est érigée en monopole (2). Il propose de supprimer le mode d'exploitation du sel, d'abandonner la ferme de l'Etat mal gérée, remplie d'abus, de « tirer le sel en liberté comme une autre marchandise », et de créer des bureaux commodes aux marchands pour le paiement des droits. Les étrangers supporteraient ainsi la charge de la gabelle dans la même proportion que les nationaux. Il reprend un projet inexécuté de Henri IV. Sully et le roi voulaient, eux aussi, que le sel devint une marchandise comme une autre ; ils pensèrent acheter les marais-salans de Bretagne pour que le sel fût vendu à des marchands qui l'auraient transporté par tout le royaume (3) : c'était délivrer le

répétera : « Ils vivent dans un luxe insultant sur la sueur et le sang d'un peuple laborieux ».

(1) *Rép.*, liv. VI.

(2) Le sel des pays voisins n'ayant pas la qualité du sel français, les étrangers venaient en chercher dans des bateaux aménagés pour cette « voiture », et l'assiette de la gabelle était instituée de telle sorte qu'ils ne payaient pas la moitié de la contribution à laquelle étaient astreints les Français.

(3) En 1600, SULLY représentait au roi « qu'il n'y avait point de plus onéreuse imposition que celle qui se levait par capitation sur le sel ». (POIRSON, 130. FAGNIEZ, 23).

pays des agents intermédiaires qui avaient jadis suscité tant de troubles (1), c'était réduire le personnel de perception et les dépenses qu'il entraînait (2). L'amélioration fiscale échoua ; seules, quelques réformes de détail, comme la perception par paroisse et non par généralité en cas de surimpositions, révèlent l'activité effective de Sully en matière de gabelle. Carrew, en 1609, estimait que le sel coûtait vingt-huit fois plus cher à Paris qu'en Angleterre.

Le problème de la gabelle, seule imposition dont les étrangers ne sont pas exempts, absorbe l'attention de Montchrétien qui ne mentionne ni les autres fermes, ni les tailles dont les variations avaient fait l'objet de plusieurs édits.

En matière financière, il s'inspire de Bodin et de Sully quant à la théorie des impôts et surtout à l'adoption d'un budget régulier (3).

(1) Notamment en 1542.

(2) Vers 1603, leur nombre était de 20.000.

(3) En même temps qu'on dressera un état exact des dépenses et des recettes ordinaires, on tiendra compte des libéralités et des dons, car cette prérogative royale de l'attribution des libéralités touche directement aux finances. Le roi disposera équitablement des biens que la nation lui fournit, il remettra ses bienfaits aux plus dignes en consultant des registres spéciaux, cens de la générosité princière.

Tel était le vœu de Bodin qui avait pris part aux discussions des Etats de 1576 sur la réglementation des libéralités et la création d'un budget. Le Tiers et le Clergé avaient alors usé, en faveur de cette réforme d'une argumentation énergique que nous ne

Justice. — Le soin suprême du prince est de rendre la justice : « Il y a des vertus qui sentent principalement la principauté, la justice tient entr'elles le premier rang ». C'est par quelques pages trop brèves sur la justice « ciment de l'Empire » que Montchrétien termine le *Traicté*. Ayant vécu d'une vie relativement indépendante, ayant fréquenté la noblesse, puis le peuple, ayant approché les éléments sociaux dont la justice doit être le « ciment », il n'a cependant laissé que des lieux communs ou des aphorismes recueillis chez Bodin.

Le but de la République n'est pas le bonheur, il faut une identité de nature et de fin pour l'individu et pour l'État, un même ordre dans l'organisation physique des individus ; l'État aura pour objet et pour règle de faire respecter les libertés individuel-

retrouverons plus chez Montchrétien : « Je ne parle point ici de votre libéralité, la vouloir retrancher c'est vous ôter ce qu'il y a de plus royal en la royauté ; » or, le clergé avait dit : « ce qu'il y a de plus remarquable chez les bons princes c'est qu'ils donnent peu et n'ôtent rien... non seulement le revenu royal est impuissant à porter de tels dons, mais il n'est rien qui corrompe plus les sujets (etc.). Picot, III, 19). Et Montaigne écrivait : « La libéralité n'est pas bien en son lustre en main souveraine, les privés y ont plus de droit car, à le prendre exactement, un roi n'a rien proprement sien, il se doit soi-même à autrui. » (*Essais*, liv. III, ch. VI). Les mêmes registres serviront à la distribution des charges dont Montchrétien regrette la vénalité. La connaissance du mérite personnel du titulaire est indispensable au prince, car il y a, entre la libéralité et la dévolution des charges, une différence que Bodin définit ainsi : « le loyer se donne par mérite et le bienfait par grâce. »

les, d'empêcher les empiètements d'une classe de citoyens sur une autre. Là est le fondement des lois et de la justice. « Il ne nous serait pas permis de vivre en société sans elle (la justice)... Une cité peut bien subsister sans murailles, mais non sans loi (1) ».

Le Livre IV du *Traicté* n'est en tout ceci que la réédition du Livre VI de la République.

Cependant, Montchrétien se sépare de Bodin en ce qui concerne l'adaptation politique des formules philosophiques. Ainsi, alors que Bodin redoute de soumettre la justice aux vices des princes et aux fantaisies des peuples (2), Montchrétien confie au prince l'exercice de la justice ; tout pouvoir de juridiction émane de lui. La justice et l'autorité royale s'exerçant « sur les biens et sur la vie d'un chacun », Montchrétien décerne au souverain le pouvoir de juger les affaires extraordinaires, au-dessus des Parlements, en dernier ressort. Son jugement, éclairé par la volonté divine, doit dominer le dogmatisme des magistrats. Montchrétien combat, en passant, la vénalité des offices (3).

Bodin traçait avec précision le rôle politique du

(1) Voir BAUDRILLARD. *Bodin et son temps*.

(2) Id.

(3) BODIN constate que « ceux-là qui vendent les états, offices et bénéfices, vendent aussi la chose la plus sacrée du monde, qui est la justice ». Il attaque la vénalité au point de vue fiscal, ne trouvant ni légitime ni efficace de remplir les coffres du trésor avec un tel trafic.

magistrat, son attitude vis-à-vis des monarques et des lois ; il s'opposait à la perpétuité des charges parce qu'elle entraîne l'inégalité et l'iniquité. Montchrétien n'a pas abordé ces discussions sociologiques et il clôt son œuvre par un éloquent plaidoyer en faveur de *l'honnêteté*.

S'il a été moins pénétrant que Bodin, il a été aussi hardi que le Tiers de 1614 ; il a mêlé ses plaintes aux doléances des cahiers. On devra traverser deux siècles pour retrouver, dans les cahiers de 1789, l'écho de leurs communes revendications et de leur commun idéal politique.



DEUXIÈME PARTIE

GENÈSE & APPRÉCIATION HISTORIQUE DU TRAITÉ

Le Traicté de l'œconomie politique dédié au roi Louis XIII et à la reine régente, Marie de Médicis, a été imprimé à Rouen avec privilège du roi en 1615. La lettre patente qui octroie à Montchrétien le droit de faire imprimer son travail est datée du 12 août 1615; elle mentionne le *Traicté œconomique du trafic* et Montchrétien lui-même, dans la note qui suit la lettre patente, emploie également la même expression. Dans l'intervalle de quelques jours qui s'écoula entre la remise de son manuscrit, accompagné du privilège royal, et l'apparition de l'ouvrage, Montchrétien abandonna l'idée première d'attirer l'attention des souverains sur le point spécial du *Trafic* et voulut donner, en modifiant le titre, une signification plus élevée, une portée plus générale au livre.

Espérait-il intéresser, par ce petit stratagème de

la dernière heure, les beaux esprits qui, entre deux campagnes ou deux duels, feuilletaient l'*Économique* et les tragédies de Jodelle, Aristote et Malherbe, et professaient un profond mépris pour les artisans ? Craignait-il de partager, dès la publication du *Traicté*, le sort de Laffémas ou d'Olivier de Serres, complètement tombés dans l'oubli depuis la mort du roi ? Ce qui paraît indubitable, c'est que la formule, définitivement choisie pour lancer l'ouvrage, ne dut pas être longtemps mûrie ; en effet, les mots « économie politique » ne se rencontrent pas une seule fois dans les cinq cent quatre vingt-sept pages du *Traicté*, et, de plus, l'importance qu'il a donnée au livre du commerce justifie le titre primitif.

La formule inventée par Montchrétien était appelée à une haute fortune, c'est grâce à elle qu'il a été tiré de l'ombre par des érudits curieux et reconnaissants. Il était juste que celui auquel « revient l'honneur d'avoir le premier gravé au frontispice d'un livre le vrai nom de la science économique (1) » fût remis en lumière. Les brochures de MM. Joly et Duval, la première partie de l'introduction à l'édition Funck-Brentano, quelques articles de revues locales (2) ont contribué à cette restauration patriotique ; mais les étrangers, les Allemands comme Roscher, les Anglais comme Ingram et

(1) DUVAL. *Mémoire sur Antoine de Montchrétien*.

(2) Voir l'article de M. VERNET dans la *Normandie*.

Ashley ont examiné ce nouveau venu, plutôt ce revenant, avec froideur et impartialité. Ils n'ont pas découvert en lui l'antéchrist de Smith : ils ne lui reconnaissent pas d'autre gloire que celle d'être le parrain d'une science à laquelle il n'apporta pas plus de perfectionnement que les auteurs de documentations pratiques et sans prétention, telles que le *Théâtre de l'agriculture* et le *Reiglement général pour dresser les manufactures en ce royaume* ; quelques historiens (1) semblent même soupçonner Montchrétien d'avoir dissimulé la médiocrité du sujet sous la solennité du titre.

Quoi qu'il en soit, nous sommes en présence d'un effort intéressant entrepris par un esprit hardi dont les tendances naturelles sont assez éloignées de la gravité d'un tel sujet. Nous sommes en présence d'un cas en quelque sorte unique.

(1) Plus particulièrement ASHLEY, comme nous le verrons plus loin.

CHAPITRE PREMIER

Les Influences

Il est insuffisant de se dire que Montchrétien fut un aventurier qui, au cours de ses pérégrinations ou de ses exils, reçut, des peuples qu'il visita et des constitutions étrangères qu'il étudia, une leçon dont il voulut faire profiter son propre pays, de constater qu'il partit poète et revint économiste. Encore faut-il rechercher les causes d'un si radical changement, les influences diverses que l'auteur a subies.

Nous croyons en distinguer trois, dues aux modifications d'ordre psychologique, au séjour en Angleterre, aux faits contemporains.

§ 1. — INFLUENCES PSYCHOLOGIQUES

Elles sont indéniables, mais inconnues. Nous avons signalé qu'on ne possède pour ainsi dire aucun document sur la vie de Montchrétien. Ses biographes se sont tous inspirés les uns des autres sans fournir d'éclaircissement nouveau. Il n'a laissé ni mémoires, ni correspondance, il a vécu d'une façon assez extérieure et peu méditative (on se souvient du passage sur la contemplation).

Il est impossible d'observer avec certitude les phases de son évolution. Les seuls points de repaire sont les préfaces des deux éditions de ses Tragédies.

Il écrit en 1604 au Prince de Condé :

« J'avoue fort librement que la honte m'est montée à la face autant de fois qu'elles sont revenues à mes yeux, depuis que je les envoyai à vous porter un tel témoignage de mon peu d'industrie. S'il m'était possible de les dégager totalement du public, ce me serait un grand contentement et par mon consentement elles seraient plutôt déprimées que réimprimées, car la grandeur de votre nom demande quelque chose de plus sérieux et mon humeur de maintenant est plus portée à un autre sujet d'écrire. »

Et si nous rapprochons cette dédicace de la dédicace précédente, écrite en 1601. « J'ai eu pour intention de montrer les châtimens épouvantables des roys mal conseillés et des peuples mal conduits » (M. Funck-Brentano voit en cette phrase tout le secret du *Traicté*), nous constatons que l'idée exprimée dans la première préface s'était développée, avait pris corps, et que Montchrétien vieilli ne se faisait plus d'illusion sur la vanité du théâtre. Il était ainsi préparé, en 1604, à profiter des enseignements économiques qu'il allait recueillir durant son exil. Le désenchantement du poète préparait l'économiste.

Que le poète repentí s'éprenne de questions éco-

nomiques intéressant le sort de tout un royaume et le bonheur des sujets, qu'il souhaite de voir le pouvoir central animé d'un amour intelligent des classes laborieuses, cela n'a rien que de fort naturel ; car l'économie politique, jusqu'à la fin du XV^e siècle, demeurant dans le domaine des généralités (1), pouvait, par son imprécision et son étendue, séduire un poète (2).

Toutefois, si nous constatons, à la lecture des deux préfaces, que Montchrétien veut s'engager vers une voie nouvelle, nous ne pouvons prévoir quel sera le résultat d'une telle résolution.

Ces indications sont très vagues, très insuffisantes et l'examen des influences extérieures nous retiendra plus longtemps.

§ 2. — INFLUENCE DE L'ÉCONOMIE ANGLAISE

Montchrétien gagna l'Angleterre en 1605.

M. Funck-Brentano établit la certitude de la date

(1) Nous excepterons cependant la matière des *monnaies* qui, depuis Nicole Oresmes, avait fait l'objet d'assez nombreuses monographies.

(2) Et surtout un poète tragique français du XVII^e siècle, car M. Joly remarque avec beaucoup de raison que : « ce qui distingue la tragédie française du drame chez les autres nations, c'est que plus qu'aucune autre elle est spiritualiste,... c'est qu'elle a son point de départ dans une conception philosophique et morale. L'action chez elle n'est que secondaire, elle procède par l'analyse intérieure et elle conclut par une leçon ».

en comparant un passage du *Traicté* où Montchrétien parle d'une saisie de draps, qui fit quelque bruit à Londres, avec l'échange de lettres qui s'ensuivit entre Jacques I^{er} et Henri IV. Il n'est pas important de connaître la date précise de son embarquement pour la Grande-Bretagne, il serait beaucoup plus désirable de posséder des renseignements sur ses pérégrinations en Angleterre même. Or, il est impossible d'en rien conjecturer.

Puis, quittant l'Angleterre, quelle ville de Hollande visita-t-il, en dehors d'Amsterdam qu'il mentionne assez souvent ? On ne saurait le dire. Est-il exact, enfin, de n'attribuer qu'à l'Angleterre seule une influence sur ses conceptions économiques ? Le voyage en Hollande confirma-t-il simplement les données acquises en Grande-Bretagne ou modifia-t-il encore ses idées ? Nous croyons que Montchrétien étudia la production en Angleterre et l'échange en Hollande. Ces deux voyages paraissent dominés par une raison quasi scientifique, puisque le premier lui permettait de connaître une nation habilement gouvernée pour l'extension et la défense de son industrie, et le second lui révélait une autre nation, riche surtout par le développement de sa marine : c'est-à-dire par la science du transit, par la nécessité de fonder des colonies en mesure de subvenir aux besoins de la métropole.

La politique hollandaise complétait les notions puisées en Angleterre, mais l'origine de ses théories

fondamentales doit être attribuée aux quatre ou cinq années vécues dans le sud de la Grande Bretagne.

Le développement commercial et industriel de l'Angleterre offre des différences sensibles avec le développement industriel français quant aux causes intimes et quant aux manifestations extérieures.

L'histoire de l'industrie anglaise présente moins d'à-coups que la nôtre. Des crises analogues, il est vrai, ont entravé la production des deux pays ; les producteurs français et anglais subirent en un même temps, par exemple, les effets du renchérissement ; mais, alors que la production française était profondément atteinte par ces événements d'ordre général, que les classes ouvrières menaçaient de se soulever et que les perturbations dans les échanges contraignaient quelques esprits supérieurs à traiter de questions économiques jusque-là méprisées, la progression industrielle anglaise s'accomplit d'une manière plus calme et plus sûre.

Les différentes périodes du processus, que les historiens ont relevées, ne sont pas une série d'actions et de réactions, elles sont liées entre elles et M. Ashley écrit : « Pour la plupart des industries de l'Angleterre, la période est marquée, non par le passage d'une forme d'organisation à une autre, mais par la consolidation de la forme déjà établie et par son extension à de nouvelles branches d'in-

dustrie au fur et à mesure qu'elles apparaissent(1) ».

En 1605, Montchrétien devait être frappé de la vigueur que la politique des Tudor avait imprimée à l'industrie. Il n'en saisit pleinement que les manifestations externes : il vit un commerce actif qu'encourageait la confiance dans les débouchés, que des ordonnances draconiennes préservaient de la concurrence étrangère et qu'enfermait un réseau protectionniste à la fois serré et élastique. Il ne comprit pas la véritable source d'une telle prospérité et ne se douta pas qu'à côté d'entreprises nouvelles, suscitées par des besoins nouveaux, coexistaient des traditions anciennes (2). Il reçut une impression actuelle et immédiate de tout le système industriel anglais, il ne démêla point ce qui était l'œuvre du passé, la conséquence de l'évolution historique.

Il s'émerveille ; son rêve sera désormais de doter la France d'une organisation commerciale égale, de relever le prestige du trafic auprès de ses compatriotes, de prêcher d'exemple au besoin, et, pour obtenir une production intensive alimentant le pays, et une circulation active tenant les autres Etats en respect, il réclame l'application de mesures que dic-

(1) ASHLEY. *Histoire des Doctrines économiques de l'Angleterre*. II, 82.

(2) Ainsi, pendant qu'une économie expansive naissait de l'industrie drapière, l'ancien système conservateur de la gilde survivait encore.

tait à l'Angleterre un exclusif sentiment national. Il n'a pas conscience des divergences historiques qui différencient la France de l'Angleterre.

Montchrétien n'a eu ni l'intention ni le temps d'analyser les sources de l'état social anglais. Ses historiographes n'ont qu'effleuré cette phase de son existence, d'un intérêt cependant considérable, et presque aussi importante, pour sa destinée d'économiste, que la phase inconnue comprise entre le retour d'Angleterre et la publication du traité. MM. Duval, Joly et Funck-Brentano ne consacrent aucun chapitre spécial à l'économie politique de l'Angleterre au commencement du XVII^e siècle. Ils reconnaissent que le voyage de Montchrétien en Grande-Bretagne dut être déterminant, mais il n'insistent pas, ne précisent rien et se contentent de phrases vagues (1).

(1) M. DUVAL. *Mémoire*, p. 9 : « Son séjour en Angleterre avait produit une révolution, dont l'histoire offre bien d'autres exemples. Depuis trois siècles, le spectacle de la libre Angleterre a inspiré le goût des libertés en religion, en philosophie, en politique... En même temps, le tableau vivant de la puissante activité de ce pays a mis en honneur le travail dans beaucoup d'esprits qui en méconnaissaient la noblesse. Montchrétien subit cette influence... »

M. JOLY : « Le séjour en Angleterre avait éveillé en lui les idées nouvelles et effacé de son esprit bien des préjugés français. Il y avait vu le commerce et l'industrie honorés, concourant à la prospérité et à la puissance du pays, des corporations puissantes sorties de là et protégées par l'opinion publique et le pouvoir royal ».

Seul M. FUNCK-BRENTANO esquisse à larges traits quelques caractères de l'économie anglaise : « Les villes ne s'y formèrent que tardivement. . Il en est résulté que, dès l'origine, les grands

De 1610 à 1615, Montchrétien apprit la pratique de l'industrie et du commerce ; de 1604 à 1609, il en avait étudié la théorie en même temps que certaines méthodes favorables à l'extension industrielle. Aussi, croyons-nous ne pas trop nous éloigner de notre sujet en exposant brièvement l'histoire économique anglaise, afin de dégager l'esprit de la période qui correspond au voyage de Montchrétien.

On a souvent répété que la fortune économique de l'Angleterre a tenu à sa situation géographique. Ses districts n'ont pas été périodiquement dévastés comme nos provinces et comme les Etats allemands par le passage des bandes armées. Il n'est pas surprenant que l'Angleterre ait été, suivant la formule consacrée, « la terre de l'économie politique ».

Le développement de son industrie s'est accompli sans qu'il y ait eu, à la vérité, un développement parallèle de la doctrine. Les canonistes ont bien essayé, comme en France et en Allemagne, d'assujétir à des critères moraux les transactions commer-

vassaux, le clergé, les hommes et propriétaires libres représentaient contre les exigences de la Couronne des intérêts identiques...

L'Angleterre elle-même, dont les institutions deviendront le modèle du constitutionalisme moderne, se gouvernaient d'après les libertés locales quoique par l'identité des intérêts de ses différentes classes de citoyens, elle fût arrivée la première à se donner des libertés générales. »

ciales : on les voit discuter la légitimité des intérêts, l'élévation de leur taux et interdire l'usure ; mais leurs doctrines n'ont pas réagi directement sur les faits économiques ; elles constituent une succession de documents assez étrangers au développement économique, bien qu'il soit impossible de nier leur valeur historique.

Quelle a été, en ses plus grandes lignes, cette évolution économique ? Quels caractères spécifiaient, aux yeux de Montchrétien, l'économie sociale de l'Angleterre ? Telles sont les deux questions qu'il nous faut aborder.

L'économie sociale anglaise semble dominée par deux forces qui, bien que distinctes, agissent en commun et confondirent leurs effets, à savoir : la nécessité de se prémunir contre les dangers de l'isolement géographique et une tendance croissante à la centralisation. Cette dernière se traduit par l'extension rapide des monopoles, la première, par l'application de l'idée que le pays doit se suffire à lui-même : ce sentiment très profond eut pour corollaire économique le développement de l'agriculture et les mesures rigoureuses concernant la circulation de l'argent, considéré d'abord, moins comme une valeur d'échange, que comme une richesse en soi. La priorité d'une telle conception n'appartient évidemment pas à l'Angleterre ; car les ordonnances qu'elle provoqua depuis Édouard III (ordonnances où il est facile de noter une tendance mercantiliste

si on prend l'expression « mercantiliste » dans un sens assez primitif) avaient été devancées par les ordonnances rigoureuses de saint Louis : Édouard III punissait de mort les exportateurs de métaux précieux, d'argenterie et de vases d'or ; saint Louis défendait « à toute bourgeoise de porter vaire, ni gris, ni hermine, ni pierre précieuse, ni or, ni argent, pour le commun proufict du royaume ». Mais l'Angleterre peut revendiquer la priorité des mesures prohibitives et les *Aldermen* de Richard II, en un jour de crise où le numéraire semblait émigrer d'une façon inquiétante, posèrent cette formule destinée à une adaptation très générale et dont le *Traicté* est une vaste paraphrase : « Acheter le moins possible à l'étranger et lui vendre le plus possible ».

L'Angleterre fut la première à user d'un véritable régime protectionniste. Les rois ont adopté une politique de protection réfléchie, à une époque antérieure aux longues guerres et à la formation des grands États : c'est-à-dire, avant l'usage des prohibitions comme moyen belliqueux et avant la naissance d'un esprit d'antagonisme et de rivalité. Il en fut ainsi des procédés employés pour retenir et accroître le numéraire.

Les « Staple Towns », ces villes désignées comme le centre commercial d'un district, étaient placées sous la surveillance des changeurs du roi, fonctionnaires chargés d'assurer le paiement en monnaie

des denrées nationales. Leur puissance coïncide avec la théorie de la balance des échanges. Les villes de marché venaient en effet en aide à la balance des échanges : créées d'abord pour servir de refuge contre les exactions et les pillages des seigneurs féodaux, elles deviennent les métropoles commerciales de l'Angleterre, et, en même temps que les transactions s'y opèrent, une juridiction propre y est rendue. Il est naturel que les princes aient voulu les utiliser à leur tour pour concentrer le numéraire ; il est naturel qu'Edouard III (dont le règne est, comme celui d'Elisabeth, un stade de l'économie anglaise) ait voulu confiner en Angleterre l'exercice du droit de vente et d'échange, en ouvrant des cités privilégiées où il espérait voir arriver les marchands de l'Europe entière. Les interdictions à l'exportation des matières précieuses s'étendirent à des marchandises que désignait un décret de 1335. Ce décret édictait des sanctions analogues aux pénalités encourues par les exportateurs de métaux précieux : la mort ou la confiscation des biens.

Le XIV^e siècle marque l'apogée du protectionnisme anglais. Malgré les tentatives libérales des Tudor, le protectionnisme subsistera longtemps. Montchrétien revient souvent, par exemple, à l'obligation pour les étrangers de résider chez des « hôtes » (1).

(1) Les hôtes s'immisçaient dans toutes les opérations effectuées par les marchands étrangers « afin d'ôter à ces marchands étran-

Il n'était pas jusqu'aux pèlerins désireux d'aller chercher des Indulgences à Rome ou en Palestine, qui ne dussent emporter que les sommes strictement nécessaires au voyage.

L'industrie, malgré ces entraves, accomplissait des progrès réguliers ; elle devait même finir par rompre les mailles de ce réseau prohibitif et prendre un élan vigoureux grâce à la politique intelligente des Tudor ; elle entraît dans une phase de réaction lorsque Montchrétien se fixa en Angleterre.

L'industrie est née des groupements de citoyens et elle a suivi les groupements les plus considérables. Du bourg, elle a gagné la ville, puis elle est devenue provinciale, et quand les limites entre les provinces ont cédé à l'impulsion de l'autonomie politique, elle a acquis, elle aussi, une autonomie et pris le caractère d'une industrie d'Etat (1).

Cette évolution ne s'est pas effectuée en tous les pays avec les mêmes phases d'activité ou de ralentissement, parce que les événements d'ordre politique ne l'ont traversée ni entravée d'une façon analogue. Aussi bien, M. Ashley observe-t-il que la vie industrielle anglaise n'a pas eu à passer par la période territoriale et qu'une particularité importante la

gers toutes facilités de tromper les Anglais trop crédules, car il paraissait difficile que deux étrangers pussent se rencontrer sans comploter quelque méfait » (ASHLEY, II, 23).

(1) SCHMOLLER. *Etude sur la Politique de Frédéric le Grand*. JAHRBUCH, 1884.

caractérise : l'ingérence de la législation nationale, la subordination des statuts et privilèges locaux à des dispositions générales : « C'est pourquoi on peut dire que dès le commencement du XIV^e siècle l'Angleterre a eu une économie nationale (1) ».

Quelque puissant qu'ait été l'individualisme local, le nationalisme économique apparaîtra de mieux en mieux spécifié « tandis qu'un grand nombre de règles qui avaient pris naissance dans les villes furent étendues... à la communauté plus large de la nation et contribuèrent à la formation du système mercantile (2) ».

Au XVI^e siècle, le système urbain va disparaître pour laisser la place à un système national ; de même que les métiers vont perdre leur caractère urbain et personnel devant les progrès de « l'industrie domestique » étendue aux circonscriptions rurales et devant l'application des méthodes générales de fabrication (3).

Le XVI^e siècle était ainsi le témoin de deux changements considérables dans l'industrie anglaise : elle abandonnait les centres urbains et se propageait dans les districts sur une vaste échelle.

En dehors de cette force d'expansion propre à l'industrie, il faut noter l'influence morale de

(1) ASHLEY, II, 12.

(2) ASHLEY, II, 14.

(3) ASHLEY, II, 66.

l'époque, ce que M. Ashley appelle « la remarquable irruption de l'esprit d'initiative ». La Renaissance n'a pas été inconnue des Anglais, ils en ont suivi le mouvement. Elisabeth est fortement imprégnée de cet esprit d'initiative et elle a compris l'enseignement que l'histoire industrielle de son pays lui offrait ; elle sut en dégager les tendances spéciales dont il y avait à tirer parti : la puissance de l'industrie lainière et les monopoles.

La dynastie des Tudors désira créer une production et un commerce nationaux, complétant la conception primitive des groupes locaux et des marchés limités (1). Elle soumettait la gilde au contrôle de ses officiers ; à partir de ce moment, l'industrie lainière présente un ensemble de réglementations d'un caractère général, et si l'évêque Berkeley a pu dire que « le drap était l'origine de la richesse anglaise », on peut ajouter que le commerce des laines a été l'origine de l'unité économique.

De très bonne heure, chez les artisans drapiers, apparut la différenciation entre la classe des fabricants et celle des commerçants, alors que pour les autres industries ces deux classes demeuraient confondues. « La manufacture de la laine fut celle dans laquelle le système de la fabrique gagna sa plus difficile victoire. » Il est légitime de remarquer

(1) ASHLEY, II, 204.

(ce qui constitue un des résultats économiques observés par Montchrétien) que la production et la manufacture des laines donnaient à l'Angleterre conscience d'une suprématie commerciale dans ses rapports avec l'étranger. Cette conscience lui vint à partir du règne d'Edouard III, lorsqu'elle eut connaissance des avantages qu'elle pouvait attendre de cette industrie en quelque sorte monopolisée. C'est également à dater de ce règne, que nous voyons instituer le régime prohibitif dont Montchrétien deux siècles plus tard constatera les conséquences directes ou réactionnaires.

L'histoire de l'industrie drapière contient un fait capital pour l'histoire de l'économie anglaise : en même temps qu'elle suscite des prescriptions prohibitives, elle appelle en Angleterre les artisans étrangers susceptibles d'apporter des perfectionnements de fabrication. « Qui ne scait que les Anglais ont appris de nous ceste fabrique, écrit Montchrétien au sujet des draps, qui de nouveau viendroit à Hanborme et autres lieux où elle est plus exercée... seroit bien estonné de n'entendre presque en tous les ateliers que le langage françois (1). » Le pouvoir des Tudors interdit l'exportation de la laine en Flandre et dans les villes Rhénanes où elle était manufacturée, afin que l'Angleterre n'exportât plus que des draps fabriqués chez elle, ce qui devait, d'après les

(1) *Ed.* 1615, pp. 92, 93.

calculs économiques de l'époque, doubler la valeur des exportations, faire entrer en Angleterre une quantité double de numéraire et permettre aux artisans d'acheter la matière première à meilleur marché. Mais, à peine eut-on interdit l'exportation de la laine et l'importation du drap, que l'on constata l'ignorance professionnelle des Anglais, mal outillés pour la fabrication des étoffes, et que l'on encouragea l'immigration des ouvriers flamands ; ces derniers enseignèrent aux artisans anglais la technique qui leur manquait. Edouard III inaugurait ainsi une politique commerciale à laquelle les artisans étaient hostiles, bien qu'ils en prévissent les effets heureux ; on peut dire, pour employer la terminologie de List, que ce dont on avait besoin alors ce n'était pas la création de valeurs d'échange, » mais la création de « pouvoirs producteurs (1). »

L'immigration des artisans étrangers s'était à nouveau accentuée quarante ans avant le voyage de Montchrétien, pendant le règne d'Élisabeth. Cette seconde grande immigration, fortement secondée par les guerres religieuses, avait été provoquée par la nécessité de fournir des étoffes de luxe, car le luxe s'était introduit à la cour de la « Reine Vierge ».

Les réformistes persécutés, soit en Hollande soit en France, venaient se réfugier en Angleterre. Ils se heurtèrent aux mêmes difficultés que les na-

(1) ASHLEY, II, 225.

tionaux avaient soulevées à l'arrivée « des forains » deux siècles auparavant ; mais le gouvernement saisisait trop bien l'intérêt immédiat de l'établissement des étrangers, pour ne pas les accueillir avec faveur. L'étonnement douloureux de Montchrétien, entendant parler le français dans les ateliers anglais, trouvera-t-il un écho, même affaibli, lorsqu'en 1685 se produira le troisième exode, plus considérable encore, des artisans chassés de France par la révocation de l'Édit de Nantes (1) ?

L'éducation technique étant désormais assez solide pour que les tisserands anglais pussent rivaliser avec les meilleurs artisans du continent, le rêve des premiers Tudors était réalisé. La laine est dès lors retenue et traitée en Angleterre, le « système domestique » supprime le système de la gilde. Tous les comtés participent à cette industrie devenue un aliment important de la richesse nationale (2). L'industrie drapière conduit l'Angleterre à ce perfectionnement économique dont Montchrétien semble avoir compris, sans toutefois l'analyser, la complexité : soumettre les agents producteurs à une même discipline, les disséminer le plus possible et centraliser les moyens de circulation.

En effet, le règne d'Élisabeth ne marque pas seu-

(1) On estime leur nombre à 50.000 et les richesses perdues pour la France à 3.000.000 livres sterling. BRY, *Histoire industrielle de l'Angleterre*, p. 342.

(2) BRY, 343.

lement l'avènement du système domestique, il marque aussi celui des compagnies commerciales ; il faut cependant se garder de confondre l'esprit de monopole, avec l'esprit corporatif et distinguer le monopole que les anciennes villes de marché voulaient opposer à l'extension manufacturière, du monopole accordé par les derniers Tudor, et surtout par Élisabeth, à certaines associations de marchands.

Montchrétien paraît éviter cette confusion, car il reconnaît, au Livre du Commerce, que, grâce à la Compagnie royale : « on voit leurs affaires aller tellement en croissant que dans les principales villes de ce royaume (la France) qui sont proches de la mer, il s'y trouvera maintenant plus de commissionnaires anglais résidents que de marchands français trafiquans (1) » ; et, d'un autre côté, au livre des Soins du Prince, il écrit « le bon prince s'advise de tout ce qu'il peut pour l'utilité de son état : le mauvais n'étudie qu'en des monopoles et malheureuses inventions pour l'incommoder (2) ». Ces textes prouveraient qu'il séparait ces associations privilégiées, disposant d'une action déterminante sur le commerce, des monopoles particuliers qui entravent la liberté et l'activité commerciales. Bodin était, avant lui, nettement hostile au monopole : « aussi, est-il

(1) *Ed. 1615*, p. 93.

(2) *Ed. 1615*, p. 310. — *Ed. F. B.*, p. 339.

dangereux de permettre toutes assemblées et toutes confréries, car, bien souvent, on y couve des conjurations et des monopoles... Et, pour éviter aux monopoles, il est expédient de diviser les artisans en divers endroits des villes... car, outre les inconvénients qu'il y a à grandes villes de n'avoir en chacun quartier les artisans qui sont nécessaires ordinairement, il faut qu'il y ait des monopoles, pour surprendre la marchandise et les ouvrages (1) ».

La corporation anglaise n'a jamais joué, en tant que système fermé d'organisation du travail, un rôle aussi prépondérant que la corporation française : le pouvoir royal s'est, de très bonne heure, immiscé parmi les corporations anglaises qui n'ont jamais eu la physionomie despotique des nôtres ; elles ne luttèrent pas, comme les nôtres, contre l'autorité royale ; l'état réglementait le travail directement (2). C'est de leur plein gré, en définitive, que les artisans s'affiliaient, et la corporation ne fut qu'une institution privée peu à peu placée au service du pouvoir central.

Alors que la France du XIII^e siècle comptait, d'après l'essai de statistique laissé par Estienne Boileau, plus de cent corporations assujetties à la situation politique des villes où elles se fondaient, mais très autocratiques, un mouvement se dessinait

(1) *La République*, liv. III, ch. VII, *in fine*.

(2) DE GIRARD, p. 130.

en Angleterre en faveur des associations de métier; l'esprit corporatif s'étendait jusqu'à fusionner plusieurs gildes et donner enfin naissance aux fameuses compagnies, dont Montchrétien contemplait l'anatomie robuste avec une admiration mêlée de crainte. Sous le règne de Jacques I^{er}, quinze compagnies se formèrent en corps, qui avaient sans doute « existé d'une manière continue depuis le XIV^e siècle » (1).

Il en est au moins une, sur laquelle la plupart des historiens économistes anglais font reposer, en grande partie, la prospérité commerciale de leur pays : la société des *Aventuriers Marchands*, réunion de plusieurs maîtres drapiers, syndiqués dans le but d'approvisionner les marchés européens de produits anglais. Donc, si l'essence du système de la gilde avait été de combiner le travail avec un petit capital (2) et de réaliser une harmonie d'intérêts entre producteurs et consommateurs, la Société des *Aventuriers Marchands*, gilde des gildes, protégeait la production nationale contre la concurrence étrangère. Cette Société, embryon de la Compagnie des Indes que Montchrétien croit être à son début « une association de sept ou huit marchands ensemble qui obtinrent le privilège de la Roine (3) », remplit une double mission : elle porta à travers

(1) ASHLEY, II, 180.

(2) ASHLEY, 214.

(3) *Ed. F. B.*, p. 227.

l'Europe les marchandises britanniques et répondit à un besoin latent d'expansion commerciale en brisant les limitations de l'ancien système (1).

D'autres sociétés et compagnies se fondèrent sur le modèle de la Compagnie des Indes ; leur création

(1) Ces marchands, groupés dans la volonté de traiter avec les nations continentales, avaient reçu leur nom de la destinée ambulante et aventureuse qu'ils s'imposaient : intermédiaires entre la Grande-Bretagne et les pays lointains, ils importaient les denrées achetées directement, telles que les épices dont le rôle a été prépondérant dans l'économie générale des XV^e et XVI^e siècles. Ils étaient en relation constante avec le Portugal, l'Espagne et l'Italie, si bien qu'à leurs richesses, rapidement accrues, vint s'adjoindre l'autorité de privilèges royaux qui leur permettaient de se livrer à des opérations de plus en plus vastes, et les présentaient aux autres nations au moins autant comme des ambassadeurs, que comme des négociants. Ainsi, entamèrent-ils avec les Flandres une lutte ardente, durant laquelle les deux Etats se livrèrent à un assaut de règlements prohibitifs, exemple des « guerres de tarifs », ces vestiges aujourd'hui pacifiques des rivalités internationales. La Compagnie traitait elle-même avec les souverains : cette corporation d'artisans résolus, dont le prestige s'augmentait d'une influence sur le mouvement du numéraire, disposait d'une action qui aurait dû appartenir au seul gouvernement. L'initiative large, les privilèges énormes délégués à cette compagnie ont leur origine dans la faiblesse du pouvoir central (*Edinburgh Review*), en un temps où la notion de l'Etat était retardée par la féodalité et se dégageait avec peine d'un confus régime de transition.

La seconde mission des *aventuriers marchands* ressort plutôt de l'histoire interne. Leur association triomphait des monopoles locaux : elle ouvrait des débouchés nouveaux, elle contribuait à l'établissement de l'unité économique anglaise en ruinant les *villes de marché*, devenues des centres réactionnaires, en imposant un système de liberté ; enfin, elle aidait à l'évolution générale des forces économiques passant de l'individu, qui entreprend, à l'Etat, qui centralise et généralise.

procède de la phase économique qui commence avec Élisabeth pour trouver sa formule définitive en Thomas Mün. Au milieu des troubles provoqués par l'avilissement des prix et les suites de la révolution agraire, un double courant doctrinal se manifeste. L'ancienne politique restrictive est, comme nous le verrons plus loin, chaudement défendue par des écrivains contemporains de Montchrétien qui, peut-être, a eu connaissance des *Dialogues* de Stafford.

M. Espinas pense que Montchrétien a dû les lire : l'hypothèse est vraisemblable, mais nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'attacher une grande importance à ce rapprochement, ni de voir en Stafford un initiateur de Montchrétien (1).

(1) Longtemps attribué à Shakespeare, parce qu'il portait les initiales W. S., le traité intitulé : « *Bref examen des plaintes les plus ordinaires de nos compatriotes* » avait été imprimé à Londres en 1581. Il a fait l'objet d'assez vives discussions bibliographiques. Ce dialogue, entre un docteur en droit, un propriétaire, un fermier, un commerçant et un fabricant de bonnets a été considéré comme un monument d'une réelle autorité pour l'histoire économique de l'Angleterre et, particulièrement, pour le règne d'Élisabeth. Or, un article de la *English Historical Review* (avril 1891) démontre que si le traité a paru en 1581 il dut être composé en 1549 ou 1550. En effet, dans sa forme générale, il se réfère, non pas au règne d'Élisabeth, mais à celui d'Édouard VI. L'auteur de l'article, M^{me} Élisabeth Lamond, établit des rapprochements entre les faits cités par les différents personnages du dialogue et les faits correspondant aux années 1549 et suivantes : telles sont les allusions aux troubles suscités en 1549 par la modification du régime fameux des clôtures et par les affaires religieuses : dans la discussion, le docteur en droit fait dériver les troubles de la première cause, le bonnetier de la seconde ; telles sont encore les allusions à des bills

En résumé, en admettant même que Montchrétien ait parcouru les dialogues de Stafford, ce n'est pas le souvenir d'une telle lecture qui le détermina à composer son *Traicté*; l'influence de Stafford dut être très inférieure à celle de la simple observation des faits.

touchant les industries du vêtement et l'exportation des laines. L'article conclut en faveur de l'hypothèse d'après laquelle le dialogue serait l'œuvre de Hales (mort en 1572), et aurait été édité par W. Stafford. Malgré tout, le dialogue appartient à la littérature de la fin du XVI^e siècle.

M. Espinas pense que Stafford a connu les écrits de Bodin. La plus longue partie du dialogue est en effet consacrée à des dissertations sur les monnaies, leurs altérations, les conséquences sociales qui découlent des variations de leurs titres. Après avoir cité Aristote et Platon, il écrit, avec le premier, que la monnaie est la commune mesure de toute marchandise et qu'il faut envisager la substance et la quantité plus que l'empreinte et le nom; avec le second, qu'il doit exister un rapport immuable entre l'or et l'argent, rapport qui est pour lui comme pour Bodin de 1 à 12.

Une préoccupation humaine se dégage de son œuvre. Stafford s'émeut de la misère du peuple provoquée par une disette universelle, le mauvais état de la fortune publique, la transformation du sol labourable en pâturages, la décadence des villes et des villages, la divergence des opinions religieuses. Il propose quelques remèdes mercantilistes et, sauf pour les blés, auxquels il veut appliquer un régime de libre circulation, demande la prohibition des marchandises étrangères et l'interdiction d'exporter les matières premières.

Le fait que Montchrétien se lamente également sur la misère du peuple, en cherche les causes, et propose des solutions à peu près analogues, ne suffit pas à déterminer entre lui et Stafford un lien de dépendance; bien que les Anglais de 1550 souffrissent d'une perturbation sociale résultant d'un sourd travail d'organisation, tandis que les Français de 1615 souffriront d'une désorganisation économique, le mal aura les mêmes manifestations extérieures et les remèdes préconisés seront encore logiquement les mêmes.

Ces faits, nous avons cru nécessaire d'en indiquer la progression. Et ce que Montchrétien emporta de son séjour en Angleterre fut la vision forte d'une industrie très disciplinée, mais non asservie à des réglementations de détail, une industrie patronnée par le pouvoir central dans le but d'activer la production, secondée par un habile régime d'association et par la subordination des agents producteurs aux intérêts de l'Etat.

Montchrétien revint en France après avoir apprécié la fermeté de la monarchie anglaise et le spectacle qui l'attendra à son retour l'incitera à comparer cette économie industrielle, unitaire et résolue, à l'économie industrielle française, hésitante et déprimée.

§ 3. — INFLUENCES CONTEMPORAINES

Ce paragraphe se réfère exclusivement à l'Histoire Française.

Nous entendons ici l'influence des événements politiques, qui se déroulèrent devant Montchrétien, et non celle de documents ou écrits économiques.

« Pour nostre regard, en ce profond repos où nous respirons, sans avoir le moindre sujet du monde de soupirer, que nous reste-t-il plus à souhaiter maintenant, sinon que nostre félicité continue... » Cette phrase de pure flatterie, au début du *Traicté*, pourrait faire croire que le pays continuait,

dans un calme absolu, l'œuvre de restauration commencée par Henri IV. Or, les faits, aussi bien que le reste même de l'ouvrage, sont en contradiction formelle avec l'affirmation volontairement optimiste et inexacte du premier Livre. Et c'est précisément parce qu'il n'y avait ni repos ni félicité, que Montchrétien hâta la composition de son *Traicté*. L'état social de la France après la mort de Henri IV est la cause déterminante de l'œuvre.

« Le roi avait laissé en mourant le trésor rempli, le commerce prospère, la France florissante ; dix mois de régence avaient suffi pour tout changer (1). »

La brusque réaction, qui suivit la mort de Henri IV, a d'ailleurs quelque peu aidé à fausser le véritable caractère de son règne. On a été porté, devant les troubles de la Régence, et dans une facile antithèse, à exagérer son importance politique et économique. Ce fut sans doute un règne de restauration, en ce qu'il lui fallut réparer les désastres des guerres religieuses et civiles, reconstituer les finances et l'industrie ; ce fut peut-être plus qu'un règne de restauration (2) ; car, soit inconsciemment, dans un esprit

(1) Picot, *Histoire des Etats généraux*, III, 330.

(2) Le procès du maréchal de Biron auquel Henri IV, pour toute clémence, accorda d'avoir la tête tranchée en sa prison et non en place de Grève, semble bien inspiré par une politique de résistance sans merci contre les soulèvements féodaux. C'est la politique de Louis XI interrompue par les guerres d'Italie, ce sera encore celle de Richelieu.

de défense contre le féodalisme subsistant, soit consciemment, pour lutter contre l'étranger et faire face à la concurrence avec une organisation rigoureuse des forces nationales, il consacre et applique le principe de la centralisation.

Ce caractère particulier du règne a frappé les historiens avant les économistes ; Ce qui devait faire la puissance du premier règne de ce siècle en a été le côté faible. Le roi et Sully ont poussé trop loin le principe centralisateur ; ils ont compté sans l'avenir, sans l'alternative d'une solution brusque et le mot est très juste de M. Picot : « La mort de Henri IV doit être la plus frappante leçon pour tous ceux qui croient à la stabilité d'un système ne reposant que sur le souverain ».

Nous n'avons pas à nous demander si les mesures prises par le roi étaient toutes dictées par cette générosité, cette bonhomie, cette franchise, cette connaissance apitoyée du peuple, devenues légendaires ; ni si l'économie, qu'il inaugura, répondait à un but élevé et désintéressé. Nous devons seulement remarquer que vingt ans d'habileté diplomatique et de labeur opiniâtre n'ont pas suffi à établir l'équilibre de la nation d'une façon ferme ; la puissance d'un idéal de direction, supérieur aux nécessités momentanées, a fait trop souvent défaut ; les réformes, excellentes en elles-mêmes, étaient des réformes isolées qui ne dérivait point d'un système uniforme et certain ; le roi et le ministre étaient en

contradiction sur plus d'un point capital ; enfin, quoiqu'ils aient recherché les conseils de praticiens issus du peuple et aient agi pour son bien-être, ils se sont trop détachés de lui : ils ont fait, avant tout, de l'absolutisme économique ; et quand la volonté, âme de cet absolutisme, fut anéantie, le désordre réapparut.

Ni Sully qui, député, s'enferma dans la Bastille dont il braqua les canons sur Paris, ni Montchrétien, n'ont compris le danger de cet absolutisme ; et le *Traicté* est bien, dans son sens général, non, comme on l'a dit, dans l'ordre spécial des faits économiques, le testament de Henri IV. Ainsi, voyons-nous en 1615, d'un côté, la masse de la nation ignorante des efforts centralisateurs, le clergé et la noblesse indifférents, les marchands et les artisans sollicitant des réformes de détail sans s'élever à une conception générale des intérêts économiques de la France (1), et, de l'autre, l'ancien ministre et le théoricien, réclamant l'absorption de toutes les forces économiques entre les mains du pouvoir.

Le commerce et l'industrie tombaient en décadence, déprimés par la concurrence étrangère : jusqu'au vêtement des ouvriers, tout venait de Flandre et d'Angleterre. Et, tandis que le peuple souffrait d'une misère excessive, la cour était un centre de luxe révoltant ; on portait des habits qui

(1) PIGEONNEAU. *Histoire du commerce de la France*, 363.

valaient parfois quatorze mille écus (1). Concini, en 1613, rétablissait à son profit et sans vérification une quarantaine d'édits supprimés la veille, augmentait les droits du sceau, créait cent offices de la chambre du roi dont l'achat était imposé, faisait trafic ouvert des arrêts du Conseil, torturait la justice, etc. (2). D'autre part, la noblesse, commençait à s'agiter; et, pendant que le peuple demandait le repos et la paix, les grands caressaient les anciens rêves de féodalité; mais la passion du lucre avait remplacé les instincts plus poétiques et chevaleresques; car, lorsque les nobles, ayant à leur tête le prince de Condé, s'aperçurent que le Trésor ne pouvait plus fournir leurs pensions et leurs gratifications, ils prirent les armes, lancèrent des manifestes, réclamèrent la convocation des États généraux. La Reine promit de les assembler. Les États de 1614 n'ont d'autre origine que le mécontentement hypocrite des Princes et la faiblesse du pouvoir.

Montchrétien dut composer son *Traicté* peu après les négociations de Sainte-Ménéhoulde et au moment où le pays se préparait à la prochaine consultation. Aussi bien, est-il aisé d'établir de grands rapprochements entre son œuvre et l'esprit des Cahiers de 1614 (3). Il suffit de les parcourir pour se convaincre

(1) Mémoires de BASSOMPIERRE.

(2) HORN. *L'Économie politique avant les Physiocrates*.

(3) Les cahiers de 1614 exposent un régime protectionniste qui est celui de Montchrétien : « Défense de faire entrer dans le

que Montchrétien s'inspirait des conceptions dont ils sont eux mêmes le reflet. Nous n'avons pas à mettre le *Traicté* en parallèle avec les cahiers : au point de vue doctrinal, le *Traicté* est une œuvre d'unité, les cahiers manquent d'ordre et se perdent dans les détails ; de plus, le *Traicté*, si peu personnel soit-il, contient de réelles notions économiques, mais nous reconnaitrons, aussi bien chez l'un que parmi les autres, un même souci des producteurs nationaux et du peuple, une même volonté de réagir contre l'abandon des énergies laborieuses et la misère, cette grande détresse décrite en termes réalistes par le député Miron : « votre pauvre peuple qui n'a plus que la peau sur les os, qui se présente devant vous tout abattu, sans force, ayant plutôt l'image de morts que d'hommes, vous supplie de pourvoir au désordre des finances ; il vous en supplie au nom du Dieu éternel qui vous a fait homme pour avoir pitié des autres hommes, qui vous a fait père de vos peuples pour avoir pitié de vos enfants (1) ».

royaume menues marchandises d'or... ou autres choses manufacturées... de transporter hors du royaume aucunes matières à manufacturer es pays étrangers » (Voy. PIGEONNEAU, II, 367).

(1) PICOT. *Histoire des États généraux*, p. 403.

CHAPITRE II

Montchrétien et le Mercantilisme

Nous venons d'examiner les influences particulières qui ont déterminé la conception du *Traicté* et les circonstances spéciales qui en ont hâté la composition.

Nous devons maintenant préciser les rapports plusieurs fois signalés entre le mercantilisme et le *Traicté*, en recherchant la place que ce dernier occupe dans l'Histoire générale des Doctrines économiques.

Le mercantilisme doit être pris dans une acception fort large. On l'a trop souvent considéré comme la représentation de l'idée secondaire que le métal précieux constitue l'essence de la richesse. Il importe de dégager le caractère fondamental du mercantilisme de ses manifestations ou de ses modes d'application. Il est, selon l'expression de Roscher, le commencement de la conscience économique des peuples. Il est contemporain de la formation, de la cristallisation des Etats ; l'autorité royale se consolide sur les ruines de la féodalité, le pouvoir unitaire succède à la division et à l'éparpillement, tandis que la création des armées permanentes donne naissance au droit international.

Le souverain ne dédaigne plus les questions d'économie, il développe les ressources du pays. Il est obligé de lutter autrement que par la force brutale contre le développement des nations rivales. Il en résulte une sorte d'émulation entre les Etats, pour se surpasser les uns les autres dans le commerce, dans l'industrie, comme naguère ils avaient cherché à se surpasser par la force et la vaillance (1).

Le mercantilisme a existé, de fait, bien avant Colbert, dans le domaine politique, et avant Thomas Mün, dans le domaine doctrinal. L'école mercantile a systématisé, en s'appuyant sur le deuxième ouvrage de Mün, un ensemble de pratiques d'origine gouvernementale. Avant le milieu du XVII^e siècle, des auteurs italiens, espagnols et anglais, ont écrit des ouvrages économiques, soit dans l'intérêt immédiat de leur gouvernement, soit dans le but d'accroître le stock métallique de leur pays ; mais, malgré la justesse d'observations partielles, ils n'ont pas posé les bases d'une théorie véritablement scientifique.

Nous voyons ici l'exemple d'une doctrine issue de la politique. Aussi, bien qu'il y ait quelque présomption à distinguer le domaine politique du domaine doctrinal, nous jugeons utile de séparer les résultats de l'évolution sociale, qui ont agi sur Montchrétien, de l'enseignement fourni par la littérature économique de l'époque.

(1) HORN, *op. cit.*, p. 113.

§ 1. — LA POLITIQUE MERCANTILISTE

Le mercantilisme est le produit d'une conception dont Schmoller voit les racines dans les idées prépondérantes de la fin de l'Empire romain, l'essence dans les théories absolutistes de Machiavel, de Bodin et de Hobbes, le but le plus élevé, dans la formation des états modernes. « De même que les différentes seigneuries, villes et territoires sont soumis à un maître, à une loi, à une administration, de même, les économies particulières doivent dépendre d'un même marché, être reliées par le commerce, la division du travail, etc..., l'économie nationale doit influencer et diriger indirectement, par des barrières douanières, le commerce et l'industrie ». Ainsi résume-t-il, dans sa *Politique Sociale*, la longue étude sur la *Politique de Frédéric-le-Grand* (1), et oppose-t-il le Mercantilisme au Physiocratisme, lequel tient l'État pour à peu près inutile et l'homme d'État pour un personnage dangereux.

Le mercantilisme est la manifestation d'un progrès social, la synthèse des idées romaines et du principe médiéval de la primauté de l'intérêt général sur l'individualisme, la conséquence du développement urbain et provincial.

Chaque ville est un centre d'intérêts où nous

(1) SCHMOLLER. *Studien über die wirthschaftliche Politik Friedrichs des Grossen*. — *Jahrbuch*, VIII (1884).

trouvons les premières traces du mercantilisme ; car on y pratique la balance du commerce, on interdit l'exportation des métaux précieux, on se défend contre les étrangers. Puis, le sentiment d'une plus large collectivité se fait jour, et avec l'extension commerciale, avec la notion de la difficulté, même de l'impossibilité d'organiser la vie économique d'après les seuls intérêts de la ville, avec la nécessité de dompter les rivalités et les luttes particulières, surgissent les tendances généralisatrices et centralisatrices. Les villes doivent désormais compter avec la puissance rurale. L'organisme territorial devient le facteur du développement économique : le centre de l'activité gagne en périphérie.

Les Etats, ensuite, commencent d'englober les centres territoriaux dans une cohésion puissante. L'unité de politique économique, qui avait fait la richesse de Venise et de Florence, les grands Etats vainqueurs des féodalités, vont, à partir du XIV^e siècle, l'appliquer à la production et au commerce. Une solidarité intelligente entre l'organisation publique et les énergies économiques concourt au maintien de la politique extérieure, et à l'instauration d'un régime financier unitaire. L'économie financière devient la fin de l'activité gouvernementale et participe à l'union de la vie politique et de la vie économique. Il ne suffit plus aux Etats de posséder des armées, des flottes : il leur est indispensable de fusionner dans un but financier, de couler au moule

de l'unité nationale les éléments autrefois disparates.

Chaque classe de sujets est comme un membre de la société. La tâche du gouvernement, ainsi que Montchrétien l'a tant de fois répété, est de faire agir chaque muscle de la nation pour la fonction qui lui est propre, de briser les résistances des institutions conservatrices, routinières ou fidèles aux monopoles locaux (1).

Avec les guerres et les fléaux subséquents, se précise l'intuition d'une vaste collectivité. Tandis que les peuples veulent conquérir une place prépondérante sur les marchés du monde auxquels s'ajoutent l'Amérique et les Indes, la concurrence commerciale supprime les jalousies et les haines de race. L'étranger est moins un ennemi au sens guerrier, qu'un rival économique. Il empêche les nationaux de bénéficier justement de leur travail. Une sorte de droit naturel motive les rigueurs auxquelles il est soumis. On traite de puissance à puissance, « on sent battre le pouls d'organismes unitaires ».

Le mercantilisme est le symptôme historique des

(1) « La lutte contre la grande noblesse, les villes, les corporations et les provinces qui n'étaient pas seulement un agrégat politique, mais aussi une réunion d'intérêts économiques, la lutte pour l'unité du système monétaire et pondéral, et de l'organisation judiciaire, pour l'extension des voies de communication et des relations commerciales, voilà ce qui créa une division du travail, un bien-être d'une nature toute nouvelle, ce qui développa de nouvelles puissances » (SCHMOLLER).

formations d'États, de la naissance des économies populaires, de la concordance des communautés sociales et des communautés économiques ; sa signification première n'est pas d'enseigner uniquement l'accroissement du numéraire mais de symboliser le bouleversement radical de la société, opéré par l'évolution vers ce que les Allemands désignent sous le terme compréhensif de *Staatswirtschaft*.

Le plus mercantiliste, peut-être, des pays européens fut la Hollande. Or, nous avons remarqué combien Montchrétien s'adoucit lorsqu'il décrit les principaux traits de sa politique commerciale.

Les Pays-Bas étaient alors en pleine apogée mercantile. Amsterdam décidait presque seule du sort de la République. Montchrétien y arrivait cinquante ans avant la décadence, dont l'origine fut un affaiblissement des principes directeurs devant la renaissance de l'esprit local et provincial. C'était le moment où l'extension du trafic donnait naissance à une littérature dont Grotius est un des plus illustres propagandistes. Le *mare liberum* de 1608 est un monument mercantiliste au même titre que le *mare clausum* britannique de 1635.

Pendant que Grotius défendait le principe, vital pour son pays, de la liberté des mers, le gouvernement hollandais usait des monopoles les plus rigoureux ; il fermait le port d'Anvers aux étrangers, interdisait aux pêcheurs de harengs de vendre leur poisson ailleurs que sur les marchés hollandais, de

louer leurs services aux autres pays et d'exporter leurs engins de pêche, enfin, sous couleur de libéralisme, il instituait des droits de douane peu élevés, se réservant d'interdire l'importation et l'exportation quand bon lui semblerait.

Et c'était la seule nation qui trouvât grâce aux yeux de Montchrétien. L'avenir devait révéler qu'elle serait l'instigatrice des actes de navigation, des tarifs de Colbert, l'âme de toute une économie commerciale, belliqueuse et « âprement mercantiliste (1) ».

En France, les premières manifestations mercantilistes et la préoccupation de la suprématie commerciale n'apparaissent clairement qu'à la fin du XV^e siècle. Louis XI attaque la féodalité dans les maisons de Bourgogne et d'Anjou, il lutte contre les règlements étroits des corporations. Il s'efforce d'imposer un système métrique uniforme, il interdit l'importation des marchandises étrangères : son règne marque le début d'une politique dont les progrès seront ponctués par des faits typiques tels que l'édit de 1539 sur la liberté du commerce des céréales à l'intérieur du royaume, qui consacre une obligation de mutuel appui et d'échanges réciproquement libres entre provinces ; tels encore que les réformes somptuaires du chancelier de l'Hospital ; tels aussi que la déclara-

(1) SCHMOLLER, *Jahrbuch*.

tion du commerce de 1577 et de l'Édit de 1581 (1); tels surtout que le vaste plan absolutiste de Henri IV, que l'œuvre de Richelieu démantelant les forteresses féodales ; tels enfin que les efforts de Colbert combattant les autonomies communales, fondant des manufactures modèles, s'élevant lui-même au-dessus du Colbertisme (2).

Montchrétien écrit pendant un arrêt du développement mercantile. La Régence est une phase d'inertie, Montchrétien le sent, il réagit. Aussi bien, reprend-il les arguments des auteurs antérieurs et préconise-t-il une économie qui, si elle semblait abandonnée par le gouvernement français, suivait à l'étranger son cours normal. L'éveil de toutes ces consciences nationales l'inquiète. Il voit un pouvoir incapable aux prises avec la concurrence des nations où s'affirme l'autonomie commerciale. Autour de Montchrétien, les nations « essayent leurs forces » parce qu'elles disposent, pour les besoins de leur commerce, de leur agriculture et de leur industrie, de moyens d'action nouveaux. Il ne faut donc pas

(1) Dans ses grandes lignes, cet édit organise en corps de métier tous les artisans du royaume; il supprime tous les abus des jurandes, maîtrises et confréries, en plaçant les corps de métier sous la surveillance directe de la royauté; il contient à la fois l'erreur du passé, c'est-à-dire la confiance en la vertu moralisatrice d'une forme surannée et la tendance féconde vers l'unité (Voir LEVASSEUR, *op. cit.*, 140 et suiv.).

(2) On a fait du Colbertisme une « caricature », dit Roscher, en comprenant par là le prohibitionnisme devenu raison d'Etat.

réver d'harmonie au-delà des frontières ; le préjugé est encore très vivant que la prospérité économique d'un Etat naît de la détresse d'un autre.

L'histoire apprend à juger le mercantilisme, elle apprécie impartialement le rôle des Etats en saisissant le sens de leur évolution ; Montchrétien est surtout frappé de l'activité extérieure des gouvernements.

§ 2. — LA DOCTRINE

Les gouvernements et les écrivains sont dominés par les caractéristiques de l'esprit mercantiliste, qui semblent se réduire à cinq tendances principales.

La première est d'attribuer une importance exagérée à la population, dont la densité peut augmenter indéfiniment sans compromettre l'équilibre économique.

La seconde est d'attribuer une importance plus grande encore au numéraire. La monnaie est, dans une réaction contre Aristote, confondue aussi facilement avec la richesse nationale que le nombre des sujets avec la puissance de l'État. Ce que la science actuelle attend du capital, l'analyse rudimentaire d'autrefois l'attendait du métal précieux (1). L'idée que chaque augmentation de numéraire enrichit le

(1) ROSCHER.

peuple a traversé tout le XVII^e siècle. Quelques auteurs ont comparé les émigrations vers l'Amérique à l'enthousiasme des Croisades, et rappelé que l'or, ayant eu vers les XV^e et XVI^e siècles une vertu philosophale, la superstition métaphysique s'ajoutait aux erreurs économiques.

En outre, et cette troisième tendance est la conséquence de la précédente, on développera le commerce extérieur qui apporte du numéraire dans les États dépourvus de mines, et parmi les branches du commerce extérieur, on estime surtout la navigation et le transit qui procurent l'argent sans qu'on ait recours à la production nationale.

L'industrie extractive est laissée au second plan, puisque l'industrie manufacturière donne aux produits une valeur spéciale et, à l'État, plus de profits que l'exportation et la vente des denrées agricoles. Cette quatrième tendance se dessine surtout au commencement du XVII^e siècle avec les perfectionnements de l'outillage.

Enfin, on remet au gouvernement un pouvoir directeur absolu; il doit réaliser tous les désirs du peuple, et tandis que les princes se reconnaissent un rôle et une mission élevés, les auteurs écrivent « des instructions et projets à l'usage des gouvernants (1). »

C'est bien, en effet, par des écrits d'art politique

(1) ROSCHER.

et financier, que la doctrine mercantiliste prend naissance et nous rencontrons chez la plupart de leurs auteurs une adhésion, partielle ou complète, aux tendances indiquées.

L'Angleterre unifie et synthétise, la première, les données économiques fournies par les statistiques commerciales et par les comparaisons avec les autres nations. Non seulement Thomas Mün et ses disciples ont établi les bases logiques du système, mais encore ils ont permis de donner une classification rationnelle de la doctrine et de trouver « un fil conducteur dans le labyrinthe du mercantilisme (1). » Somme toute, Mün a profité des ouvrages de Milles, de Malynes et de Misselden.

Avant Mün, l'économie anglaise est foncièrement commerciale ; elle correspond d'une façon complète à la troisième tendance.

Il ne s'agit pas pour elle de chercher quelles industries fournissent les meilleurs résultats financiers ; car, il y a une industrie nationale, la laine, dont on accélérera sans cesse la production tout en assurant des débouchés. Vers 1600, alors que les vieilles cités étaient tombées en décadence, que les bills de clôture avaient bouleversé le régime agraire et transformé les assolements, le trouble qui s'ensuivit provoqua un mouvement d'idées avec un retentissement immédiat sur la politique commerciale ;

(1) COSSA, *op. cit.*, p. 211.

alors que les économistes anglais discutaient la valeur de la balance des contrats, rajeunie par quelques conservateurs et repoussée par les précurseurs de Mün, l'Italie, la France et l'Espagne demeuraient attachées au régime monétaire prohibitif.

Le défenseur des anciennes prohibitions, des monopoles et de la Compagnie des marchands privilégiés, Milles regrette la disparition des coutumes qui régularisaient les affaires et les faisaient contribuer, de par la loi, à la richesse de la nation. A l'esprit douanier que l'on retrouve dans les écrits de Milles (1) on peut opposer l'esprit libéral de Misselden, qui, répondant au flamand Malynes, de même que Bodin avait répondu à Malestroit, consacre en plusieurs pamphlets la liberté du commerce, qui ne doit être soumis qu'aux seules restrictions nécessitées par l'intérêt général. Là est la préface de la grande innovation de Mün, dont la *Balance de notre commerce extérieur, considéré comme le régulateur de notre opulence* est une borne milliaire de l'histoire économique.

Les deux brochures de Mün, l'une de 1621 et l'autre, décisive, de 1661, montrent l'auteur se dégageant peu à peu des théories ambiantes. Il désire enrichir le Trésor de métal précieux ; mais, ce qui le distingue du passé, et le place bien au-delà

(1) *Primitive political economoy in England* (Edimburgh review).

de l'époque des changeurs et des hôtes-geôliers, c'est qu'il répudie l'ancien mécanisme antilibéral, qu'il ne veut plus de surveillance légale sur les opérations d'individu à individu et que sa doctrine, en sa signification générale, régit l'ensemble des forces productives dans un but largement politique. Il ne parvient à sa théorie libérale que progressivement, car, dans le *Discourse of trade* de 1621, en même temps qu'il préconise le commerce avec l'Inde en prouvant que la quantité de monnaie importée est supérieure à la quantité exportée, il soutient encore, avec la balance des contrats, l'ingérence du Gouvernement sur les affaires particulières, et l'action salutaire de règlements coërcitifs. Probablement, Mün était membre d'une des grandes Compagnies trafiquant avec l'Inde et, « comme tout commerce sur lequel plane le mystère de la distance et de l'inconnu répugne à ceux qui n'y sont pas engagés (1) », les associés agissaient au milieu de l'hostilité des citoyens, inquiets de voir exporter le numéraire sous le patronage des patentes royales.

Révéler le véritable rôle de la Compagnie, exposer ses opérations, tracer la marche des capitaux depuis leur sortie d'Angleterre jusqu'à leur retour, tel était le plan du *Discourse*. Mün, tout en souhaitant la restauration des règlements d'Édouard IV contre les marchands étrangers, analysait les effets

(1) *Edinburgh Review*.

du commerce extérieur et l'influence des Compagnies sur le développement des capitaux. Mais ce n'était jusque-là qu'une dissertation ingénieuse et intéressée qui ne pouvait faire prévoir l'étude à venir, impartiale et scientifique.

Il renie désormais les procédés de la balance des contrats, combat Malynes qui faisait dépendre du cours du change l'abondance ou la rareté du numéraire, et exprime fortement que le commerce est le premier mode d'enrichissement d'un pays. Le pays exportera sur des navires nationaux les richesses naturelles et artificielles. Toutefois, l'Etat limitera ou interdira l'exportation des vivres, il favorisera celle des manufactures ; puis, à l'encontre de l'opinion courante, Mün proclame la nécessité de ne restreindre en aucune façon l'exode des monnaies. Leur exportation est utile, car les marchandises acquises à l'étranger se revendront aux autres peuples à un prix plus élevé ; d'autre part, l'abondance des monnaies élève les prix et n'a aucune durée (Serra tenait un raisonnement analogue) ; enfin, il conclut que la richesse de la nation se mesure à la balance du commerce, favorable si la valeur des marchandises exportées dépasse celle des marchandises importées, défavorable dans le cas contraire (1).

(1) « Que le change extérieur donc soit haut, ou soit bas, ou soit au pair ; que les gouvernements étrangers élèvent la valeur des

Le système mercantile anglais condense les aspirations, un peu incohérentes, des différents pays et sert de criterium, quand on doit décerner à un mercantiliste une place quelconque dans la doctrine.

Or, il n'est pas besoin d'insister beaucoup sur la distance qui sépare Montchrétien de Thomas Mün ; car le *Traicté* ne contient, ni explicitement ni implicitement, le thème de la balance du commerce. On trouvera, certes, quelques points communs ; ne serait-ce qu'un égal désir d'enrichir le royaume par le développement simultané de l'industrie et du commerce, de convertir les profits en numéraire, ne serait-ce enfin qu'une manière analogue de juger les effets de l'importation des matières brutes.

Mais c'est là le fond de l'âme mercantiliste et Montchrétien est bien plutôt l'adepte de la balance des

pièces d'or ou d'argent, ou en altèrent la pureté ; que les monnaies étrangères soient reçues ici en paiement pour une valeur plus forte que celle que leur donnerait notre hôtel des monnaies... que les marchands enlèvent au royaume tout l'argent nécessaire à leurs opérations, aucun de ces faits n'agira sur la marche générale du commerce autrement que comme on l'a vu. En effet, la quantité de métaux précieux portés ou importés se mesure mathématiquement sur ce qui est nécessaire pour balancer les valeurs du commerce : on retire des plateaux de la balance ce qu'il faut pour rétablir l'équilibre. Or, cette quantité, rien ne peut empêcher qu'elle ne s'écoule soit au dedans, soit au dehors ; et toute législation qui lutterait contre ces tendances invincibles du commerce serait plus qu'inefficace, elle serait nuisible. Ce serait substituer un mécanisme irrégulier et artificiel à un mécanisme naturel, et faire succéder, à une inondation de numéraire, une sécheresse et une pénurie désastreuses. »

contrats. Il a séjourné en Grande-Bretagne au moment où Milles écrivait; il ne comprend pas mieux que lui la liberté d'exportation du numéraire et il ne soupçonne pas le rôle économique de l'étranger, tel que le décrira Mün. « Le jour où cette vérité (l'étranger est le client de la consommation et le fournisseur des besoins nationaux) fut nettement comprise et affirmée, la science économique naquit; or ce ne fut que longtemps après notre écrivain, aux yeux duquel, comme à ceux de Caton, l'idéal du bon ménager était de beaucoup vendre et de peu acheter. » Ainsi s'exprime M. Duval lui-même. Il nous paraît impossible de donner à Montchrétien une place dans le mercantilisme qui précède directement celui de Thomas Mün. Il a même, de la politique commerciale, une opinion tout opposée; car il réclame, à l'égard des étrangers, l'application des règles qu'imposait en Angleterre l'ancienne balance des contrats.

Le *Traicté* a paru sept ans avant les polémiques de Malynes et de Misselden. Montchrétien ignore donc les progrès de l'économie commerciale dans le domaine des idées; son mercantilisme est étroitement lié à la littérature empirique précédente. Et, si le *Traicté* était vraiment une œuvre originale, il aurait dû renfermer au moins le germe de la théorie réactionnaire.

La littérature mercantiliste antérieure à 1615 est assez étendue et nous croyons utile d'y jeter un coup

d'œil pour déterminer les liens qui y rattachent le *Traicté*.

« On se figure quelquefois vaguement que la découverte du nouveau monde et les autres grands évènements, qui marquent la fin du moyen-âge, créèrent une poussée de pensée économique nouvelle et originale qui balaya à la fois toutes les traditions du passé. Mais plus on examine ce mouvement d'idées, plus il apparaît lent ; l'opinion mercantiliste, en ce qui concerne l'argent, n'apparaît pas tout d'un coup ; nous pouvons retrouver les préludes de son avènement dans la lente modification de la doctrine canonique elle-même » (1).

C'est en Allemagne que nous rencontrons les premiers écrits où les auteurs étudient, dans un esprit mercantiliste, quelques questions de politique économique (2).

(1) ASHLEY, II, 460.

(2) Ainsi Hutten, s'élevant contre les raffinements de ses contemporains, demande des lois somptuaires qui n'ont pas un but purement éthique : l'Allemagne ne doit pas s'appauvrir par une grande dépense d'argent, et il conseille de monnayer tout le métal précieux qui se trouve dans les foires (ROSCHER). Il est d'ailleurs en contradiction avec lui-même puisque, après avoir dit que l'argent est le premier de tous les maux, et l'agriculture la plus noble des occupations, il semble professer, pour le numéraire, une sorte de vénération et voir en lui plus qu'une marchandise : « Ce fut cette superstition voisine de l'école mercantile qui souffla, au XVI^e siècle, la crainte de voir le numéraire sortir du pays (DE GIRARD, 207) ». Luther, lui aussi, accepte la recherche du bien-être physique et condamne le luxe qui appauvrit le pays par l'exportation du numéraire ; il reconnaît, tout en redoutant ses

Les réformistes ont ébauché l'esquisse du système en un temps où l'Allemagne ne comptait presque pas comme nation commerçante, alors que l'Italie, l'Angleterre et la France, économiquement plus avancées, ne possédaient, à part quelques ordonnances royales ou vœux exprimés par les Etats, aucune littérature mercantiliste. On devra attendre Bodin et Botero pour ressaisir la trame interrompue de la pensée (1) économique et assister à l'implantation désormais définitive du mercantilisme dans la théorie.

« Bodin est le publiciste de ce parti national dont l'Hospital avait été le ministre impuissant ». *La République* se ressent de la discussion des États de 1560 et 1575. La question de la liberté du commerce avait été agitée pendant le XVI^e siècle : elle est reprise par Bodin, dont le chapitre sur les douanes et le régime protecteur est conçu dans un esprit mercantiliste (2).

effets moraux, la nécessité du métal précieux, qu'il confond parfois avec la richesse ; enfin, les deux brochures antagonistes *Albertine* et *Ernestine*, qui tiennent plus du pamphlet que de l'étude économique, seraient, d'après Roscher, l'une, le fondement théorique du mercantilisme, cent trente ans avant Colbert, cent ans avant la conception de Mün, quarante avant la première édition de *la République*, l'autre, un exposé sur le caractère de la richesse, de l'argent et du commerce.

(1) CARAFA, cependant, mérite d'être mentionné ; car il écrit, vers 1480, un opuscule où il traite des moyens de subsistance d'un Etat ; mais il ne peut être rattaché à aucun système. (GOBBI. *La Concorrenza estera*).

(2) *La République*, liv. II, chap. VII, p. 671.

Nous pouvons relever chez Bodin plusieurs formules qui correspondent aux principales tendances mercantilistes. Mais il ne donne pas une importance plus considérable à l'une des sources de la richesse plutôt qu'à une autre ; elles lui semblent concourir dans une même mesure à l'enrichissement de la nation : il est éclectique.

Montchrétien aurait le mérite d'avoir spécialisé le mercantilisme en consacrant la partie la plus vivante de son livre à la production manufacturière et à l'échange des produits manufacturés, s'il n'avait été précédé par les Italiens ; et, s'il transporte sur le terrain industriel les propositions compréhensives de Bodin, s'il voit dans l'industrie le moyen le plus sûr d'enrichir monétairement la nation, il le fait avec moins de pénétration qu'Antonio Serra

Le breve trattato delle cause che possono far abbondare le regni d'oro e d'argento dove non sono miniere, publié à Naples en 1613, était un ouvrage de circonstance. Il était la réponse aux deux discours de Santis sur la crise monétaire napolitaine. « Sans être l'égal de Montchrétien, Serra mérite d'en être rapproché, d'autant mieux que, par une singulière analogie, leur sort fut également triste (1) », écrit M. Duval.

Serra fut emprisonné, Montchrétien mourut dans une révolte, et ni l'un ni l'autre ne furent écoutés.

(1) DUVAL, p. 159.

En poursuivant le parallèle au-delà des coïncidences de faits, nous nous apercevons au contraire que Montchrétien n'est pas même l'égal de Serra, et la comparaison est d'autant plus facile et piquante que l'analogie réside surtout dans les circonstances qui amenèrent, à deux ans d'intervalle, la publication des deux traités économiques.

Naples souffrait en 1612 d'une disette de numéraire et d'une crise industrielle provoquée par les importations étrangères. Et tandis que Montchrétien se noie dans des dissertations philosophiques, Serra, uniquement occupé de la solution qu'il veut opposer à l'empirisme de son adversaire, découvre certaines propositions d'une portée générale. Cependant ses historiographes, plus modérés que ceux de Montchrétien, ne lui concèdent pas une originalité absolue.

Ce que nous devons retenir du *Breve trattato* concerne la classification des richesses, le rôle de l'industrie, la monnaie et le commerce. Pour Botero, les causes de la richesse nationale se divisaient en naturelles et artificielles : la fertilité et la situation géographique d'une part, les soins du gouvernement, l'activité des sujets, l'industrie et le commerce de l'autre. Montchrétien s'en tenait surtout aux causes artificielles. Serra se place à un point de vue un peu différent et donne une raison assez personnelle (que Montchrétien omettra) de sa préférence pour l'industrie. Indépendamment de la valeur

d'usage qu'elle confère à la matière première, la production industrielle n'est pas limitée comme la production agricole.

Les causes d'enrichissement seront :

1° La surabondance des produits agricoles : l'excédent de la consommation nationale étant vendu aux pays qui manquent de denrées, le paiement se réalisera par un appoint de numéraire ;

2° L'exportation des produits manufacturés : l'état retire ses profits maxima en vendant l'excédent de la consommation industrielle, car la production industrielle est certaine et constante ;

3° La « vertu industrielle » de la population qui travaille pour la satisfaction des besoins nationaux et pour l'étranger ;

4° La position géographique de l'État qui favorise plus au moins le trafic.

Le commerce international est constitué par la double vente des produits. Serra cite le cas de Venise et de Naples qui observent chacune « une véritable balance du doit et de l'avoir (1) ». Serra, après avoir posé la célèbre distinction entre les accidents propres (climat, sol, etc.) et les accidents communs qui déterminent la distribution internationale de la richesse, constate-t-il l'utilité réciproque que trouvent deux nations à concentrer leur activité produc-

(1) Article de M. Viti de Marco sur Antonio Serra dans le *Memorie del reale Istituto Lombardo*, 1890.

tive en une industrie donnée ? Soupçonne-t-il la raison supérieure de l'échange qui est, pour un pays, de consacrer ses capitaux (en supposant l'existence de toutes les autres conditions qui permettent un placement favorable du capital) à la production d'une richesse qu'il peut obtenir avec un avantage très grand, et d'abandonner à un autre pays la production d'une autre richesse, qu'il peut obtenir avec un avantage encore sensible mais comparativement moindre ? M. de Marco ne le pense pas. D'après lui, Serra décrit la division territoriale du travail dans ses éléments constitutifs, mais, pour la recherche des causes, s'arrête à la distinction en accidents propres et communs.

Ce que nous devons surtout retenir, c'est qu'il attaque les expédients empiriques de ses contemporains, et veut démontrer leur vanité. Il repousse la prohibition d'exporter le métal précieux, comme inutile et dangereuse, parce que la monnaie sort du royaume, d'abord pour payer les marchandises venues de l'étranger, ensuite pour se porter là où elle est le plus rare. La libre exportation de la monnaie est un principe rigoureux de son économie.

Serra est donc porté à défendre la liberté des échanges et des relations monétaires ; mais M. de Marco enseigne qu'il ne faut pas voir en lui un libre échangiste, car Serra et plusieurs économistes postérieurs séparent la politique monétaire internatio-

nale de la politique commerciale; ils autorisent l'exportation du numéraire quand les dettes dépassent les crédits, la loi ne pouvant s'opposer au paiement des dettes. Or leur idéal commun est de toujours prémunir l'Etat contre une disette de monnaie et leur libéralisme est soumis à l'équilibre de la balance des obligations internationales.

C'est à l'Etat qu'il appartient d'intervenir en matière d'échanges extérieurs, afin de rendre la balance des crédits internationaux favorable.

Il agira sur les causes qui font le royaume débiteur de l'étranger, et l'une des principales est la décadence de l'industrie : « Il faut développer l'industrie dans ce royaume et tendre à cela de tous ses efforts. La difficulté de discerner quels produits il sera opportun d'adjoindre n'arrêtera pas les hommes de volonté et d'esprit, tels que le Prince régnant » (1). Serra, pour l'introduction des industries nouvelles, ne se fie pas à l'initiative privée. Comment l'ingérence du pouvoir s'exercera-t-elle ? Si l'industrie doit être implantée et conservée dans l'Etat, le prince la protégera par un régime douanier et : « il est curieux de voir un esprit, qui a subtilement réfuté les idées restrictives sur le commerce de la monnaie, soutenir une mesure prohibitive ».

Peu nous importe, en définitive, que Serra ait manqué d'originalité, qu'il ait fait encore quelques

(1) Cité par M. VITI DE MARCO.

concessions au protectionnisme sévère de son temps, qu'il ne se soit pas élevé au principe dernier de l'échange. Il nous reste acquis, d'abord au point de vue théorie, qu'il fait de l'industrie, deux ans avant Montchrétien, la puissance sociale par excellence, qu'il donne à son œuvre un plan logique : production, échange, circulation et souveraineté ; ensuite, au point de vue mercantile, que ses propositions sont fort en avance sur les ouvrages de ses contemporains. Alors que, depuis Bodin et Botero, les écrivains monétaires voulaient, comme l'espagnol Mariana, élever les octrois et les douanes pour retenir le numéraire, Serra représente, en Italie, les idées développées par Mün. Cependant, s'ils se ressemblent en combattant les méthodes empiriques, ces deux économistes ne peuvent être comparés. Car le système ancien (celui de Serra) avait pour but de faire payer en monnaie les crédits de la nation, et le nouveau, d'accumuler les créances sur l'étranger. Quant aux expédients, Mün édifie un système complet de politique commerciale, et Serra se borne à prouver la nécessité de développer la production nationale (1).

On reconnaîtra que Serra, sans être un innovateur, rompt avec les préjugés ambiants dont Montchrétien ne sait point s'abstraire. Très inférieur à Serra, pour l'analyse des forces productives, du

(1) GOBBI, p. 74.

rôle de l'échange et de la monnaie, Montchrétien l'est plus encore pour l'exposé des expédients mercantilistes ; il attribue à l'industrie la priorité dans l'ordre des sources de richesse, mais il la soumet aux règlements que les Espagnols imposaient au commerce de l'or, et les Anglais au trafic des laines. Il ne conçoit d'autre système de balance qu'un équilibre ou, plus exactement, qu'une réciprocité de traitement, de lois protectrices et de tarifs douaniers.

Avec Serra, on pressent une économie libérale, sinon dans ses principes, au moins dans ses modes d'application ; avec Montchrétien, on a bien conscience que le mercantilisme étend à l'État la politique de l'exclusivisme local, que l'économie nationale est la généralisation de l'économie urbaine, enfin, que « l'égoïsme urbain » est devenu l'égoïsme national.



CONCLUSION



Il est nécessaire, avant de porter un jugement terminal sur le *Traicté*, d'en tracer une rapide synthèse et de le considérer dans son ensemble.

Le Livre des *Manufactures* pose en des termes certains, aussi bien qu'en son esprit général, que le travail est l'origine de toute richesse, ou, plus exactement, le dispensateur de la richesse que la nation tient en puissance, sous forme de productions naturelles, de blé, de bétail, de minéraux : l'homme constitue aussi une richesse.

Le travail, organisé en industries, adaptera les matières premières aux nécessités, et c'est ce pouvoir, créateur d'utilités, qui sert de criterium à la classification des différentes industries, et de guide à l'initiative du prince pour l'utilisation des sources nationales de prospérité ; c'est de la notion exacte de ces sources et de la faculté industrielle des sujets, qu'il faut espérer la meilleure économie, et c'est à la maxime : « le pays fournit le pays » que le pouvoir doit conformer ses moindres actions.

Voilà ce qu'il est juste de reconnaître et ce qui doit retenir tout d'abord l'attention dans l'œuvre de Montchrétien. Il réhabilite le travail, en imprimant une forme définitive aux données fondamentales léguées par la tradition et quelques auteurs. Il les condense, mais les applique à son pays; au lieu de les étendre à la société entière, il les nationalise, soutenu par une confiance illimitée dans la supériorité de la France, dans l'inépuisable abondance de ses biens, dans le génie de ses habitants.

Activer la production, c'est ne laisser aucun sujet inactif, c'est réglementer, contrôler et diriger le travail; on créera des ateliers où les indigents trouveront du labeur et les artisans une instruction technique en rapport avec leurs dispositions naturelles. Dieu, en effet, a assigné à chaque homme l'accomplissement d'une tâche, et, si l'homme n'a pas conscience de sa prédestination, l'Etat l'éclairera en lui procurant le moyen de déployer son activité.

Voilà donc, mêlées à des raisonnements sérieux, quelques digressions, naïves coutumières aux auteurs de l'époque, la coexistence des observations justes et des préjugés anciens n'est pas un des caractères particuliers au *Traicté*; Bodin n'écrivit-il pas la *Démonomanie* après la *République*?

Le travail s'exercera sur plusieurs industries principales.

Indifférent à l'agriculture, qui ne lui paraît pas appelée à enrichir la nation d'une façon progressive,

Montchrétien la place cependant à la base de toutes les autres puisqu'elle entretient la vie, et, après avoir rendu hommage selon l'antique aux « fortes vertus » des laboureurs, il passe en revue les manufactures, commençant par la forge qui les alimente d'outils et de machines, mais dont l'étude n'a qu'un intérêt historique très spécial.

Quelques passages saillants apparaissent en ce qui concerne la division du travail, la concurrence, et l'éloignement des étrangers des centres industriels.

Avec la division du travail, dont il ne décrit que deux éléments, et la concurrence loyale, qu'il étudie comme stimulant de la production, nous retrouvons l'industriel, le praticien ; avec la politique rigoriste contre les étrangers, l'exilé qui a vécu en Angleterre sous l'empire de la balance des contrats.

Ces trois points semblent être vraiment ce que le Livre des *Manufactures* offre de plus personnel ; ils sont, en tous cas, abordés avec décision et présentés avec netteté. Le premier livre, moins étendu que le second, est celui dont on peut tirer, en même temps que des documents pour l'histoire industrielle, quelque secours pour l'appréciation de la valeur strictement économique de l'œuvre entier.

Le second Livre développe l'idée que le commerce contribue, dans une mesure plus large que la production, à l'enrichissement de la nation ; mais Montchrétien confine à la France et ramène constamment

à son seul intérêt ce qui devrait être envisagé d'une manière générale : nous y rencontrons des préceptes, nous n'y découvrons pas de lois.

Il préfère le commerce intérieur au commerce extérieur, tout en admettant que ce dernier a l'avantage de réaliser de plus grands profits ; mais le commerce intérieur présente moins de risques et, surtout, répond mieux à la maxime initiale du *Traicté* : il est réservé aux nationaux. On bannira sans merci les étrangers que la faiblesse ou la maladresse des princes ont laissé pénétrer et s'installer en France. Montchrétien reprend alors son thème favori et complète les indications du premier Livre. Toutes les mesures sévères prises contre les étrangers seront justifiées par le fait seul qu'elles sont dirigées contre les accapareurs de la production et de la circulation nationales ; et il énumère une série de désordres économiques dont les étrangers seraient la cause unique : parmi ces troubles, il range le billonnage ; ce qui le conduit à parler des monnaies. Il est hostile à la libre exportation du numéraire, il réclame en matière monétaire la surveillance constante du Pouvoir, sans définir, d'ailleurs, les expédients dont il usera ; et, après Bodin, il demande la réglementation de l'aloi et du poids des espèces, afin d'éviter les falsifications publiques ou privées.

Pour le commerce extérieur, Montchrétien déclare, en se servant d'arguments canonistes, qu'il doit être

libre, sans restriction de pays ; il ajoute qu'il sera soumis au principe de l'égalité des traitements. L'examen de la situation des négociants nationaux en Angleterre, en Espagne et en Orient, l'incite à proclamer une réciprocité politique aussi primitive que le talion.

Libre échangiste par inclination, il est protectionniste par devoir et nous avons essayé de démontrer qu'il ne fallait pas chercher une conciliation entre ce libre-échange, appuyé sur la tradition, et ce protectionnisme inspiré par les circonstances.

En outre, de même qu'il a légitimé au début de ce Livre la valeur *morale* des gains et profits commerciaux, il désire relever, dans l'esprit de l'aristocratie, le prestige de l'entreprise commerciale en invitant le prince à s'y adonner lui-même.

Le Livre de la *Navigation* est le complément du second. Il fait l'historique des grandes explorations et des premières tentatives de colonisation. Cet historique est rempli d'erreurs qu'il ne nous appartenait pas de relever. Nous remarquerons, toutefois, dans quel sens Montchrétien entend coloniser. La colonisation sera l'œuvre de « familles honnêtes », non de « fainéants » ou de criminels (nous avons comparé cet idéal aux conceptions courantes) ; on respectera les populations indigènes (nous avons trouvé l'origine de ce second idéal d'assimilation sans violence dans le romanisme et la doctrine scolastique). Enfin, il souhaite la formation d'une flotte

bien armée et équipée, qui puisse satisfaire aux expéditions lointaines ou défendre les droits de la marine marchande.

Au quatrième livre, les préceptes deviennent des injonctions. Montchrétien trace une véritable ligne de conduite au prince en tout ce qui touche à l'organisation militaire, financière et judiciaire du royaume.

Les troupes seront entretenues d'une façon régulière : on aura souci de leur situation morale et matérielle afin d'éviter les exactions auxquelles les soldats se livrent sur les habitants des campagnes et des villes qu'ils traversent, les pillages et les brigandages périodiques des bandes armées : la « gendarmerie », qui maintient la paix, peut constituer un péril si elle est abandonnée à elle-même. Le produit des impôts aidera à son entretien.

Montchrétien, théoriquement hostile aux impôts, en concède la nécessité, mais à la condition qu'ils soient justement répartis (et c'est le principe de l'impôt proportionnel), honnêtement perçus (et c'est le principe des moindres frais de perception).

Quant à la justice, elle est le « mastic » de la Société. Sa définition n'ajoute point à celle de Bodin. Au-dessus des magistrats, dont les charges ne devront plus être vénales, le souverain, dont Montchrétien ne cesse d'agrandir les attributions, pourra juger en dernier ressort.

Nous avons noté au cours de la première partie les rapprochements, négligés par les historiographes de Montchrétien, avec les économistes dont il a synthétisé les idées principales, et, désormais, en ne tenant plus compte de cette question de priorité ou de non priorité des concepts, et en ne s'attachant qu'à la composition seule du *Traicté*, peut-on déclarer que Montchrétien a créé la science économique ?

Il n'a pas créé la science économique.

Créer une science est une expression un peu hardie qui peut amener à confondre la fin avec les moyens, et, spécialement, en économie politique, la nature de la science avec sa méthode.

Or, il est rationnel, lorsqu'on se trouve en face d'une œuvre scientifique, de dégager son objet et d'examiner sa méthode.

Montchrétien a été un empiriste. Comme à l'empirisme succède un empirisme perfectionné, d'une domination rationnelle plus élevée (1), il a été continué, au moins politiquement, par des empiristes plus rationnels, et, comme chaque discipline a une méthode appropriée à l'objet, au rôle, aux buts qui les distinguent des autres, nous devrions rechercher la méthode spéciale à l'empirisme de Montchrétien. Mais sa méthode n'est pas plus personnelle que son œuvre.

(1) SCHMOLLER, *Politique Sociale*, p. 345.

Si on entend par observer, dégager un fait des circonstances qui l'entourent et déterminer ses conséquences, Montchrétien a certainement observé. Il s'en est tenu à cette observation rudimentaire; il n'a pas su observer complètement, il a trop isolé les faits économiques, trop éloigné leurs sphères d'action; il découpe les observations en petits fragments, sans découvrir « tous les rapports perceptibles de l'objet » ou sans rien ajouter aux causalités déjà connues; il n'enveloppe pas le fait qu'il observe de son idée ou de sa raison. L'observation du fait était alors fort en honneur, et l'on doit à l'École mercantiliste un grand nombre de recueils et d'encyclopédies « vaste compilation historique sans idées » (1). Cette particularité explique le soin que Montchrétien a apporté aux descriptions, aux comparaisons, à tout cet ensemble de propositions qui tendent à extérioriser l'observation, à présenter l'objet décrit avec « une évidence plastique ». Il s'adressait à un enfant et à une femme, il lui fallait donc éviter les abstractions; il a été servi, pour la description des phénomènes, par son tempérament de poète, par le goût du temps pour les citations historiques ou mythologiques.

Il n'y a pas trace dans le *Traicté de procédés méthodologiques* originaux.

S'il avait délimité le domaine des faits économi-

(1) SCHMOLLER. *Politique Sociale*.

ques, s'il les avait envisagés en eux-mêmes et dans leurs résultats généraux, indépendamment de leur influence sur le bien-être de son pays, c'est-à-dire à un point de vue statique puis dynamique, il aurait vraiment fondé la science moderne de l'Economie.

On sait qu'il n'en fut rien. Il désire mettre l'Etat en possession de certaines règles reconnues depuis l'antiquité et sanctionnées par l'économie religieuse du moyen âge. Il désire révéler au prince les bienfaits d'une politique unitaire, mais il est encore fort loin de concevoir l'économie politique telle qu'elle sera constituée au XVIII^e siècle, alors que les penseurs, après avoir dégagé l'ensemble des lois économiques, les grouperont dans un ordre définitif. Montchrétien veut que le prince accomplisse un « chef-d'œuvre » et, assimilant l'économie à un travail habile, s'imaginant que le monarque peut imprimer au tout social la forme que le potier imprime à la glaise, il se croit autorisé à lui donner des conseils d'ouvrier expérimenté. C'est dire que son livre appartient encore à la catégorie des œuvres qui ne séparent pas l'observation simple de l'éthique ; la science, de l'art.

Nous ne voulons pas reproduire ici les discussions tant de fois entamées au sujet de l'art et de la science économiques, mais nous remarquerons que Montchrétien ne pose jamais une réalité économique sans la faire suivre de réflexions sur sa portée pratique. Si on objecte que la science, l'art

et la pratique s'intègrent réciproquement et se prêtent un concours indispensable (1), leurs sphères cependant ne doivent pas se confondre ; et si on objecte encore que Montchrétien a affirmé parfois l'importance du principe utilitaire en faisant abstraction du résultat moral, c'est qu'il songeait au résultat politique.

« Les connaissances particulières, les observations, les descriptions s'accumulent dans les livres ; il n'en sortit qu'un assemblage vide d'idées... Il y manquait l'élaboration rationnelle de tous ces matériaux sans vie ».

Ainsi s'exprime Schmoller, au sujet des doctrines comprises entre le début du XVII^e et le milieu du XVIII^e siècle, auxquelles le mercantilisme avait donné naissance. Ce qui fait défaut au *Traicté* c'est bien la cohésion systématique des idées ou des notions, l'élaboration rationnelle de documents exacts, la conclusion couronnant les recherches, conclusion générale et non plus nationale.

Nous nous refusons à ranger Montchrétien parmi les théoriciens de l'économie scientifique, car l'économie nationale, antérieure au mercantilisme de Mün, ne peut être considérée comme une économie scientifique. L'action générale de l'économie nationale moderne se distingue de l'action particulière de l'État, Montchrétien ne dissocie point ces deux

(1) COSSA, op. cit., p. 52.

actions. L'économie nationale est comparée à un corps dont l'État est un organe, Montchrétien compare l'État à un corps dont l'économie est une fonction.

*
* *

Auprès des historiens économistes étrangers, le crédit du *Traicté* est fort limité.

A vrai dire, l'édition de M. Funck-Brentano a été mal accueillie un peu partout, excepté en France.

Le mémoire de M. Duval, très emphatique, avait le mérite de reconnaître que Montchrétien se trompait parfois sur des points essentiels d'économie et, parfois aussi, manquait de largeur de vue. L'auteur constatait que Montchrétien avait créé le nom d'une science qui naquit longtemps après lui, et que « plus enclin à l'organisation qu'à la critique, il se rapprocherait davantage des publicistes initiés aux affaires d'Etat ». On aurait pu espérer, au chapitre intitulé *Montchrétien et son temps*, une enquête à travers la pensée économique des dernières années du XVI^e siècle, on aurait pu attendre les rapprochements avec les publicistes initiés aux affaires d'Etat. Or, les deux Laffémas et Olivier de Serres seraient les seuls initiés dont le *Traicté* révélerait l'influence ; encore M. Duval ne se préoccupe-t-il pas longuement de confronter les textes. Montchrétien aurait « revêtu de ses couleurs littéraires les théories industrielles et protectionnistes de Laffémas » et « aurait puisé

son estime pour le mûrier et pour la soie, dans le *Théâtre de l'agriculture* ».

En 1867, M. Joly avait publié une brochure, inspirée par l'histoire locale, où il étudiait surtout le poète et parlait de l'économiste en termes déjà très chaleureux. M. Duval surenchérit sur ces éloges et, à son tour, M. Funck-Brentano exauça le vœu de M. Duval : « Que son *Traicté* soit exhumé par une édition nouvelle de la poussière des bibliothèques »,

Nous ne reviendrons pas sur les indications où nous avons montré le dernier éditeur vantant, chez Montchrétien, des conceptions originales qu'Aristote avait léguées aux scolastiques et que les scolastiques avaient transmises aux humanistes.

Si le *Traicté* avait été publié sans commentaires, son apparition aurait probablement soulevé moins de protestations ironiques.

M. Cossa, d'une part, écrit : « Le poète normand Antoine de Montchrétien qui a été porté aux nues par M. Duval et plus encore par M. Funck-Brentano qui le proclament le fondateur de l'économie politique, est un contemporain de Serra mais il lui est inférieur, et pour le fond, et pour la forme (1) ».

D'autre part, M. Ashley, dans son histoire des doctrines Anglaises, déclare que l'importance du *Traicté* a été « ridiculement exagérée » et il rappelle

(1) COSSA, op. cit., p. 206.

l'article publié dans l'*Historical Review* de 1890.

Cet article tend à démontrer quels sont les antécédents du *Traicté* et nous en reproduirons les passages les plus saillants pour confirmer ce que nous avons énoncé à l'endroit de Bodin et pour faire connaître le peu d'estime où l'on tient à l'étranger ces restaurations trop enthousiastes. M. Ashley ne mentionne pas le mémoire de M. Duval et semble faire retomber sur M. Funck-Brentano la responsabilité d'avoir méconnu la part qui revient à l'auteur de *la République* dans la composition du *Traicté* ; or, M. Duval dit expressément (1) : « on ne trouve dans son *Traicté* aucune trace de leurs noms (Bodin, Palissy, etc.), aucun reflet de leurs œuvres en dehors de ce courant qui portait les esprits vers les hautes sphères de la réflexion et de l'action ». La responsabilité est donc largement partagée.

M. Ashley paraît hostile à l'exhumation des vieilles œuvres : « l'économie politique et l'histoire offrent cette analogie malheureuse d'attirer les incursions de personnes peu compétentes ». On doit reconnaître que, dans ces dernières années, les économistes sérieux ont agi à la légère. Le titre d'un traité primitif attire-t-il leur attention, aussitôt ils trouvent que ce traité anticipe sur les doctrines modernes. Sans réflexion, sans enquête parmi la littérature antérieure, ils l'élèvent à un rang d'une importance

(1) *Mémoires*, p. 146.

capitale. Tel a été l'heureux sort du traité d'Oresme sur la monnaie, et tel est encore le cas de l'édition de Montchrétien qu'on nous présente aujourd'hui.

« Montchrétien (et il semble qu'il y ait peu de raisons d'en douter) est le premier auteur qui ait publié un livre sous le titre d'*Économie politique*, contribuant ainsi d'une façon remarquable au mouvement idéal qui séparait l'économie politique de la philosophie et de la théologie ; et, si ce n'est pour une autre raison, Montchrétien mérite qu'on le sauve de l'oubli et que son ouvrage soit réimprimé : mais il ne s'ensuit pas que, parce qu'un auteur traite exclusivement un sujet, ses observations soient plus fondées que celles des auteurs précédents confondues avec d'autres matières ». M. Ashley cite quelques phrases typiques de M. Funck-Brentano : « Montchrétien est le créateur d'une science dans laquelle les conceptions du vieux maître n'ont jamais été dépassées..... Rien ne manque à son livre, depuis les définitions les plus élémentaires jusqu'aux plus vastes lois..... De tous les économistes, il est le seul qui a compris la solidarité des principes du libre-échange et de la protection, etc. » :

Se demandant ensuite si ces « éloges » sont justifiés et si les théories de Montchrétien sont réellement neuves, M. Ashley conclut que la recherche ne sera pas de longue durée, car : « il n'y a pas un seul

argument du *Traicté* qui ne soit emprunté aux auteurs précédents ». Suivent alors les renseignements bibliographiques sur la parenté du *Traicté* avec la *République*. « Il est évident qu'en rapprochant les textes, on s'aperçoit que Montchrétien n'use pas simplement de locutions qui peuvent être devenues courantes, il copie Bodin, la *République* ouverte devant lui, car le paragraphe, où il compare les ressources impérissables de la France avec les mines des autres pays, est pris dans Bodin, et, après quelques pages de considérations générales, il retourne à la copie avec cette naïve remarque : « retournons d'où nous sommes partis ».

Puis, M. Funck-Brentano ayant insisté sur la magistrale façon dont Montchrétien a étudié le commerce, M. Ashley met en regard les textes des deux écrivains sur la question de la concurrence et en souligne l'absolue similitude. Il en est de même du livre IV du *Traicté*, synthèse du livre VI de la *République*. « Montchrétien pille bravement et hardiment tous les plus importants passages sur la censure (censure combinée avec la statistique qui exerce un contrôle sur la morale publique et facilite les réformes administratives. Cette matière avait déjà fait l'objet d'un traité spécial d'Obrecht de Strasbourg). La seule précaution de Montchrétien est d'intervertir l'ordre du chapitre de Bodin ».

En outre, la plupart des observations du livre des

Manufactures auraient été celles de Laffémas (1) avec cette différence : « qu'au lieu de représenter la pensée en progrès, Montchrétien demeure en regers » ; ainsi, désire-t-il chasser du pays tous les ouvriers étrangers, tandis que Laffémas voulait qu'ils enseignassent aux Français leurs méthodes industrielles.

Enfin, M. Ashley porte contre Montchrétien une accusation inattendue. Selon son éditeur, il était un génie incompris de ses contemporains : ardent bienfaiteur de son pays, il se jeta dans le parti huguenot parce qu'il avait espéré la réalisation de larges rêves et de vastes projets. « Certes, il est naturel à un homme sincère de désirer le bien de son pays en même temps que le sien ; cependant, il ne faut pas systématiquement éloigner les motifs d'intérêt personnel pour ne voir que le souci de la patrie, et il est au moins un fait significatif qui semble jeter quelque lumière sur le caractère du *Traicté* : l'industrie pour laquelle Montchrétien demande une protection spéciale, à laquelle il consacre les pages les plus nombreuses, est la métallurgie, et il se trouve précisément que, là, étaient ses propres affaires...

« En somme, son livre n'est guère qu'un gros pamphlet mercantiliste ; toutes les idées dominantes sont des idées d'emprunt, sa rhétorique est insipide et vulgaire, le jugement et l'équilibre lui font

(1) « On pourrait comparer ce que Montchrétien écrit sur les verreries italiennés (p. 95) à ce que dit Laffémas ».

défaut, mais il est documenté et révèle la direction des forces économiques... Sur ces points et quelques autres, il sera toujours bon à consulter. »

Telle est l'opinion sévère de M. Ashley.

La nôtre ne peut s'en éloigner beaucoup, nous ferons cependant quelques réserves.

D'abord, s'il est indéniable que le *Règlement* de Laffémas a puissamment guidé Montchrétien, ce dernier, à son tour, l'a perfectionné en essayant de classer les industries du royaume à l'aide d'un criterium bien déterminé ; Laffémas, encourageant l'immigration des ouvriers étrangers pour l'instruction des artisans nationaux, et Montchrétien, fermant le royaume à ces mêmes ouvriers, sont imprégnés des théories en vogue : ils diffèrent seulement par le mode de leur empirisme.

Ensuite, doit-on accuser Montchrétien d'avoir écrit un plaidoyer personnel ? Certes, il n'a pas toujours pensé et agi dans l'intérêt supérieur du pays ; on ne doit pas uniquement voir en lui un poète généreux, mort pour un rêve, car cet aventurier a maintes fois témoigné d'un sens pratique vigoureux ; mais il place la métallurgie en tête des industries parce qu'elle subvient aux exigences de la guerre, permet de maintenir l'ordre par la force, etc. ; par sa nature et par sa fin, cette industrie pouvait, au XVII^e siècle, occuper le premier rang d'une classification économique.

Enfin, si grave au point de vue doctrinal que soit

la compilation de Montchrétien, il faut l'envisager quant à ses résultats, et, pour la juger dans sa signification intime, s'abstraire de la conception moderne du plagiat. Beaucoup d'œuvres des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, sont des compilations innocentes; c'est à l'historien de dégager de « ce qui a été dit et redit » l'observation heureuse, la formule jusqu'alors inconnue, la déduction nouvelle.

Il est certain que toutes les autres critiques de M. Ashley sont très fondées.

Montchrétien fut un économiste d'occasion. Son *Traicté* n'inspire que de la curiosité et ne commande pas le respect; écrit à la hâte, il n'a pas été suffisamment pensé. L'économiste a continué de parler en poète: il a saisi le côté formel ou extérieur des phénomènes, il n'a fait qu'esquisser les analyses et, s'il a largement emprunté les théories de Bodin, c'est moins pour « grossir son volume » que pour s'appuyer sur une base solide, car il sentait bien que son ouvrage était superficiel; s'il s'est approprié de nombreux passages de la *République* c'est peut-être pour légitimer ce titre nouveau dont il ne pouvait soupçonner la fortune, mais dont il comprenait la portée en disproportion avec l'œuvre elle-même.

Conclusion: des théories antérieures, synthèse des théories contemporaines, le *Traicté* appartient à son siècle. Il n'en jaillit point d'étincelle féconde.

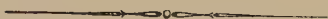
On a voulu trouver quelques échos du *Traicté* chez

Richelieu, mais Richelieu s'inspire d'idées courantes ; pourquoi, d'ailleurs, chercher avec tant de soin l'influence du *Traicté* sur les hommes d'État ou les économistes postérieurs, et négliger la recherche des influences subies par Montchrétien lui-même ? Les auteurs, tels que MM. Levasseur et Fagniez, en consultant le *Traicté* dans leurs enquêtes sur l'industrie du XVII^e siècle, lui ont assigné la place qu'il doit normalement garder. Précieux pour l'histoire industrielle, il est d'un intérêt médiocre pour l'histoire des doctrines et d'importance nulle pour l'évolution de l'économie politique.

Premier économiste français qui ait tenté la classification des énergies productrices, Montchrétien a droit à l'estime de ses compatriotes, mais son œuvre perd soudain une valeur considérable, quand on place en regard les monuments économiques étrangers.

Aussi bien, en lui décernant dans l'histoire générale de l'économie politique un rang qu'elle doit occuper plutôt dans l'histoire propre de la France, on altérerait, croyons-nous, son véritable caractère. M. Gobbi écrit au sujet de Serra : « Il n'a pas étudié légèrement un problème trop vaste : il a étudié correctement et avec des idées larges un problème restreint. » Antoine de Montchrétien, lui, a abordé un problème trop vaste. Mais nous ne saurions retourner contre lui la phrase de M. Gobbi, car nous semblerions attendre d'un écrivain du

début du XVII^e siècle, une œuvre de science pure que ni ses facultés personnelles, ni l'économie générale et la doctrine de l'époque ne lui permettaient d'édifier.



APPENDICE

M. Funck-Brentano, pour justifier son affirmation que Montchrétien est le créateur à la fois du nom et de la science économique, s'appuie sur le passage du *Traicté* (p. 32) en regard duquel nous transcrivons le fragment analogue de la *République*. (Livre I, chapitre II, p. 8).

MONTCHRÉTIEN

... Tout cela revient à ce point : qu'en l'Estat aussi bien qu'en la famille, c'est un heur meslé de grandissime profit de mesnager bien les hommes selon leur particulière et propre inclination. Et sur la considération de ce rapport qu'ils ont ensemble en ce qui concerne le point de l'utilité, joint avec plusieurs autres raisons qui seroient longues à déduire, on peut fort à propos maintenir, contre l'opinion d'Aristote et de Xé-

BODIN

Mesnager est un droit gouvernement de plusieurs sugets sous l'obéissance d'un chef de famille, et de ce qui luy est propre. La seconde partie de la définition de République, que nous avons posée, touche la famille qui est la vraye source et origine de toute République, et membre principal d'icelle. Et par ainsi, Xénophon et Aristote, sans occasion, à mon avis, ont divisé l'œconomie de la police : ce qu'on ne peut faire sans démembrer la

nophon, que l'on ne saurait diviser l'œconomie de la police sans démembrer la partie principale de son Tout, et que la science d'acquérir les biens, qu'ils nomment ainsi, est commune aux républiques aussi bien qu'aux familles. De ma part, je ne puis que je ne m'estonne comme en leurs traitez politiques, ils ont oublié ceste mesnagerie publique à quoy les nécessités et charges de l'Estat obligent d'avoir principalement égard.

partie principale du total... Mais les jurisconsultes et législateurs... ont traité des loix et ordonnances de la police, des collèges et des familles en une même science, toutefois ils n'ont pas pris l'œconomie comme Aristote qui l'appelle science d'acquérir les biens, qui est commune aux corps et collèges, aussi bien comme aux Républiques. Or, nous entendons par la mesnagerie, le droit gouvernement de la famille, etc.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

EDMOND VILLEY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
BIOGRAPHIE	7

PREMIÈRE PARTIE

Analyse du Traicté de l'Æconomie Politique

CHAPITRE I. — <i>La Production.</i>	19
§ 1. — La Richesse	21
§ 2. — Le Travail.	32
A. — Nature économique du Travail . . .	32
B. — Organisation et développement . . .	39
a). Les Producteurs.	40
b). Les Produits. (Les Industries) . . .	55
CHAPITRE II. — <i>La Circulation et l'Échange</i>	73
§ 1. — Légitimité du Commerce	74
§ 2. — Nature du Commerce	81
§ 3. — Le Commerce et les Étrangers	82
Les Monnaies	90
§ 4. — Le Commerce extérieur	97
A. — Égalité de Traitement. Angleterre . . .	98
Hollande	101
Espagne.	101
Levant	102
B. — Système de Défense.	103
Protectionnisme et Libre-Échange.	
C. — Moyens d'extension.	110
Marine. Colonies. Sociétés.	

	Pages.
CHAPITRE III. — <i>La Souveraineté.</i>	120
Devoirs du Prince. Religion	125
Censure	126
Guerre	129
Finances	130
1 ^o Base de l'impôt	133
2 ^o Forme de l'impôt.	137
Justice	139

DEUXIÈME PARTIE

Genèse et Appréciation historique du Traicté

CHAPITRE I. — <i>Les Influences.</i>	146
§ 1. — Influences psychologiques	146
§ 2. — Influence de l'économie anglaise.	148
§ 3. — Influences contemporaines.	169
CHAPITRE II. — <i>Montchrétien et le Mercantilisme.</i>	175
§ 1. — La Politique mercantiliste.	177
§ 2. — La Doctrine	183
CONCLUSION	201
APPENDICE	221

